

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Laurens

350 F

Algérie, 1 24; Maroc, 3 00 dr.; Tunisie, 280 m.
Allemagne, 2 80 DM; Autriche, 15 sch.; Belgique,
26 fr.; Danemark, 1 10 s.; Côte d'Ivoire, 275 F CFA
Rassemblement, 8 50 Kfr; Espagne, 80 pes.; E.-U., 45 p.
Grèce, 50 dr.; Hongr., 6 500 H.; Irlande, 70 p.
Italie, 1 000 L.; Liban, 350 p.; Luxembourg, 27 f.
Marrige, 5 50 ch.; Mexique, 75 ch.; Portugal,
50 esc.; Roumanie, 280 F CFA; Suisse, 6 00 fr.
Suisse, 1 40 ch.; E.-U., 50 cents; Yougoslavie, 33 d.

Tarif des monuments page 5

5. RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télax Paris m. 650872
C.C.P. 4207 - 25 PARIS

Tél. 4266-72 23

La lutte antiterroriste

Les suspects arrêtés à Vincennes sont des Irlandais

Le secrétaire d'Etat à la sécurité publique se refusait, lundi, en fin de matinée, à tout commentaire sur les premiers éléments apportés par les autorités, samedi soir, à Vincennes (Val-de-Marne), de deux hommes et d'une femme, âgés de 25 et 26 ans, l'Elysée, des « milieux du terrorisme international ». Il se confirme cependant, de source judiciaire, que tous trois sont irlandais, sans que l'on puisse donner pour certains leur appartenance à l'I.R.A.

Le renseignement qui a permis cette opération, réalisée par le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale I.G.I.G.N.1, commandé par le capitaine Christian Prontaux, serait d'origine néerlandaise : les personnes, qui ont été arrêtées, nées d'avoir préparé des attentats visant des objectifs britanniques à Paris et à La Haye. Supervisée par le commissaire divisionnaire Robert Broussard, conseiller technique au cabinet de M. Joseph Franceschi, l'enquête a été confiée, dimanche, sur son fin de journée, à la brigade criminelle parisienne, le délai de garde à vue réglementaire expirant ce lundi en début de soirée.

Pistes en tous genres

Cette mystérieuse affaire défilait, pour sa face visible, dans le pays après 24 heures. L'Élysée vient d'être saisi à l'Agence France-Presse, un communiqué laconique qui va mobiliser les journalistes, en vain, tout un week-end : « Deux arresto-

Le lieutenant, comme dans un jeu de cache-cache, se dérobe et se réinvente, demeure confus ; vers 18 heures, soit à peine deux heures avant la réaction de l'Elysée, plusieurs voitures banalisées du G.A.C.N., dont la couleur est devenue le blanc, s'alignent à l'angle de la rue Diderot.

qu'appeler des fuites ; vers 21 heures, le commissariat de Vincennes (Val-de-Marne) laisse entendre qu'un de ses cars de

AU JOUR LE JOUR

Après avoir été tenus en haleine pendant tout un week-end, les Français ont finalement appris, lundi, que les « terroristes » arrêtés à Vincennes étaient triandais.

Voilà, après le « coorico » élyséen de samedi, un fait qui met un terme aux rumeurs

DEVINETTES

et aux devinettes. Ceux qui voyaient déjà en eux des Américains, servant la C.I.A., des Européens de l'Est, agents du K.G.B., ou des Polonais venus de Bregowitz, en sont pour leurs tris. Un peu déçus. Comme s'ils s'attendaient à mieux. Ou à pire.

BRUNO FRAPPAT.

PAGE 12

● **LA MORT D'INGRID BERGMAN**

● **UN ENTRETIEN AVEC M. JACK LANG**
ministre de la culture

AU FESTIVAL DE CINÉMA DE VENISE

La grande tradition soviétique

La Biennale de Venise, qui célèbre en 1982 un demi-siècle d'existence de sa section cinéma, a été inaugurée par le film français Le Grand Frère, de Francis Girod, en présence de M. Pierre Viot, directeur du Centre national de la cinématographie, et de l'équipe du film. Mais l'événement du jour reste, enfin libéré de Moscou, la film soviétique Agonia, de Elem Klimov.

C'est dans la ville de Garthe, qui restera toujours son skrivain préféré, que Nahum Goldmann fit tout à la fois ses humanités classiques et ses premiers pas dans le politique juif, à laquelle il devait consacrer sa vie. Elève doué mais fantasque, il se battait personnellement ses absences au lycée par de brillants discours qu'il prononçait lors de ses manifestations patriotiques. Il remporta ainsi la première place dans la compétition organisée par les Allemands où le juif allemand était frondaire. Très tôt, il prend conscience du pouvoir qu'exercent sur les foules des idées exceptionnelles d'orateur et, dès l'âge de seize ans, il publie sous un pseudonyme un article attisant violemment le président de l'Alliance Israélite universelle. Sans aucun souci de favoriser l'assimilation des juifs dans les pays occupants,

**M. Yasser Arafat
a quitté
Beyrouth-Ouest**
(Lire page 4.)

En célébrant en grande pompe, cette année, la cinquantième anniversaire de la Mostra internazionale d'arte cinematografica, Venise renoue avec une tradition qu'évoit un monument antérieur, le Palazzo del Cinema, inauguré en 1938, sans jamais l'effacer vraiment.

C'est le 24 mai 1932 que le cinéma était officiellement intégré parmi les activités de la Biennale internationale de Venise, par décret royal de Benito Mussolini. Le premier événement du festival, la première projection publique de la nuit, au soir, sur la terrasse de l'hôtel Excelsior dominant la mer, avec *Dr Jekyll and Mr Hyde*, film mémorable de Robert Mankoulian joué par Freddie Bartholomew, sous la direction d'Américains, Français, mais aussi Soviétiques, était venue en force. On était stupéfié, à lire le programma-

tion des années 30, de la qualité des films présentés.

La nostalgia de cette époque imprègne l'actuelle Mostra. Il y a d'abord au Casino, voisin du Palais du Cinema, la grande salle Hollywood des années 30, avec une vingtaine de panneaux bourrés de photos et documents que seuls les Italiens quand ils sortent leurs archives peuvent se permettre de déployer. Hollywood est alors le centre du rêve des stars universelles, et l'illumine l'illumine en permanence, et révéra la geste, l'évasion, des dizaines de producteurs, réalisateurs, scénaristes, d'effluents. Et parmi les douze réalisateurs couronnés cette année d'un Lion d'or, on relève les noms de Fred Capra, George Cukor, King Vidor, et

LOUIS MARCOWELLES
(Lire la suite page 12)

Le Monde

idées

VUES ET REVUES

L'héritage gaulois

Yves Florenne consacre ce mois sa chronique aux Gaulois. Au véritable emplacement d'Alésia d'abord, maintenant connu, mais aussi à la querelle que mène contre eux le professeur Rouche. De ces lointains ancêtres la France garde peu de traces. Seule la Bretagne est restée vraiment celte. Existe-t-il pour autant un peuple breton ? C'est la question que se pose René Le Corre dans un livre dont parle Marie-Christine Robert. Mais il est une autre manière de retrouver la tradition celte : l'emblème de la campagne pour la forêt, qui inspire la méditation de Pierre Bénard, semble avoir été conçu, nous dit-il, pour faire songer à la « Gaule chevelue » de jadis.

Alésia sur Saine

par YVES FLORENNE

A l'approche des grandes invasions déferlantes du nord, tout au long des routes qui suivaient la trace de voies romaines, on eût pu nous avoir annoncé, repoint, enjolivé, multiplié les pan-neaux et les flèches qui visent Alésia-Sainte-Reine : afin que le touriste friand d'histoire ne risque pas de s'égarer et soit dirigé à coup sûr vers ces lieux, d'ailleurs fort beaux, où n'est pas Alésia.

Meis voilà qu'on nous a pré-venus, d'autre part, que d'autres pan-neaux, d'autres flèches, signa-leraient bientôt, à quarante lieues de là à vol d'élouette, Alésia où elle fut. Vous le trouverez sur le Saine, dans le Jura, à Syern-Cornu, au sud de Champagnole, dans un site en-core plus beau, vaste et sauvage, non loin de la route de Genève. Celle du salut pour César, à quelque soixante lieues de son point de dé-part mais, pour lui héros, des lieues de godilots de légionnaires en re-traites.

Car il y a deux Alésia : celle conquise par Napoléon III, ou plutôt bâtie et meublée par les soins du capitaine d'érudition Stoffel, afin que son empereur y trouvât ce qu'il y voulait trouver ; et celle dont César vint à bout, après qu'il eût bien failli y briser sa fortune.

C'est la septième fois, en une quinzaine d'années, que nous re-venons sur cette histoire (1) ; avec une persévérance d'autant plus dia-bolique que les autorités en la ma-tière, et détenant une parcelle de la force légale, s'emploient, avec une incontestable conviction, à étouffer cette histoire-là. Comme me disait avec un peu d'agacement un vieux maître que j'aimais bien : « Il y a cent ans que nous avons pris l'habitu-dine de voir Alésia où elle est, nous n'allons tout de même pas chan-gier ». Des ennemis, il n'y en a que deux bons milliers qu'Alésia est ail-leurs. Mais on serait bien le dernier à ne pas comprendre cet attachement quand l'Alésia illusoire est liée à notre enfance ; quand une des premières personnes que la main paternelle nous ait présentée de loin, c'est le Vercingétorix de bronze du Mont-Auxois.

Eh bien, n'importe que la vérité soit un peu déchirante quand elle est vraie, et si elle est belle. Telle que nous l'avons trouvée, et grâce à lui, comme avait fait son décou-veur, l'archéologue dissident André Berthier : dans les textes et les cartes d'abord, puis sur le terrain même. Le langage technique, le seuil qui inspire confiance, exigerait ici « terrain ». Tandis que la mé-fiance ve insensiblement au mou-dre signe d'enthousiasme poétique. Tent pis ! d'ailleurs, c'est bien dans la terre, sèche ou humide, que j'ai touché ces empreintes : ces débris de poterie rouge et d'armes noires.

Jusqu'ici, hors ses rapports édi-ministratifs, André Berthier n'avait rien voulu écrire publiquement. Et rien surtout, avec une sereine di-gnité, contre les obstacles, même physiques, opposés à sa recherche. N'est-il pas des vérités qu'on n'a pas le droit de chercher ? Écrire, d'autres s'en chargeaient, spécia-listes, hommes de terrain (juste-ment), et jusqu'à des généraux qui apportaient à l'archéologie le ren-fort des données stratégiques. C'est à partir de ces textes que nous avons commencé de prendre fait et cause pour Alésia.

Aujourd'hui, le découvreur ex-pose sa découverte dans un numéro des *Dossiers de l'histoire* qui lui est tout entier consacré (2). Il n'était certes pas le premier à dénier toute vraisemblance au site d'Alésia-Sainte-Reine, comme d'ailleurs aux autres sites proposés : à commen-cer, il y a un siècle, par le vieux Qui-chaud. Pris de nous, Jérôme Carcopino lui-même montrait, en privé, quelque réserve : je revois le sourire indulgent, et qui concédait, en écoutant le jeune ennemi personnel de César. Pessablement comédien, néanmoins, cet ennemi : « Voir le dernier Romain... ». Le lecteur peut s'apercevoir qu'il n'a pas changé. Donc, l'ulcère d'écarter Alésia sans appel, convaincu, de plus, qu'Alésia ne pouvait être qu'un Franche-Comté. Et il attendait « la solution à venir ».

Elle est venue. Vous le trouverez dans ce « dossier », exposée sous tous ses aspects, avec autant de force que de précision et de clarté.

Alésia sur Saine

par YVES FLORENNE

J'en dirais autant du texte de César rendons-lui... — qui répudie, en tout, le site d'Alésia. Rappelons seu-lement ce qu'il a de « légende » — au beau sens du mot, cette fois — dans la découverte d'André Berthier : c'est d'Alésia, de son laboratoire de Constantine, qu'il l'a faite. En construisant, à partir de César, un « portrait-robot » qui ferait apparaître le « vi-sage » sur la carte d'état-major. Après élimination de plus de trois cents sites approximatifs, un seul a identifié irréfutablement Alésia. Après quoi, il se rendit sur le terrain. Quelle que fût sa certitude, il dut éprouver la même émotion que Le Verrier, trouvent son étoile ou rendez-vous. Plus grande encore, puisqu'il en était dans « l'étoile ». On touchait la substance de sa terre, son relief, ses fleuves et bien-tôt ses témoins ensevelis.

En dehors d'André Berthier, trois spécialistes nourrissent ce dossier bourré de références, éclairées d'il-lustrations : J.-Y. Guillaumin, pour les textes latins ; Antoinette Brenet, pour les textes grecs ; André Ver-telle, qui concentre, de façon déci-sive, ses précédentes études sur l'aspect militaire du problème. Ces travaux viennent, de plus, fortifier le site de René Pottier (3), Alésia — là où elle est, et là seulement — de même que tout le camp de Gaule attestant le génie militaire de Vercingétorix, supérieur — jusque dans la défaite — à celui de César. Pour ne rien dire de la valeur hu-maine des deux adversaires : elles n'ont pas de mesure commune.

Deux hommes deux peuples

Ces deux types d'humanité, si vi-sibles chez les héros, faut-il les étendre à l'ensemble des deux peuples adverses : celui de la conquête et celui de l'indépendance ?

Le lecteur se souvient peut-être d'un débat provoqué ici même par l'attaque pleine d'une fougue, d'une violence et d'une science très di-gnes de César, qu'avait menée,

dans *l'Histoire*, le professeur Rou-che contre « nos ancêtres les Gau-lois » (4). Avec autant de courage que de constance, il vient de lancer une nouvelle offensive, brevent jusqu'au risque d'être offert en vic-time expiatoire lors d'un de ses es-sais humains que son indignation étonnante, et qui sont d'ailleurs un trait commun aux plus hautes civilisations.

L'ennemi personnel des Gaulois a choisi cette fois comme champ de bataille un magazine de vulgarisa-tion intensive et extensive que nous communiquons un lecteur lui-même indigné : en sens inverse (5). L'illus-tration à elle seule vous édifie : moins, sur la couverture, ces farou-ches choristes d'opéra aux mous-taches mal collées, qu'à l'intérieur une image qu'environne la plus ex-crable production érotico-historique d'Hollywood. Des guerriers vêtus seulement — comme les Romains de David, mais d'une plastique infi-niment moins classique encore que très académique — de leur casque et de leur épée, grimacent sous le premier en brandissant virilement le seconde, ruisselant de sang, fla-gellée par les soins d'une druidesse hystérique et de son ébat à neuf queues. Il y a là une sorte de mas-que violemment caricatural, défigu-rant une vérité à laquelle il n'est ja-mais fait allusion : unique dans le monde antique, le statut social, juri-dique, personnel (que nous dirions d'égalité avec l'homme), de la femme celte.

La dessinatrice ne fait que s'em-ployer avec zèle à être fidèle au texte, dont l'objectivité s'inscrit dans son titre : *Une civilisation de la cruauté*. Vous apprendrez peut-être que ce sont ces Celtes « très fé-roces » qui ont colonisé la Gaule, laquelle d'ailleurs n'existait pas. « Nos envahisseurs », « notre sol », s'écrie alors douloureuse-ment M. Rouche ! Qui diable est donc ce « nous » d'avant notre his-toire ? Ne revenons pas sur l'inter-prétation écopable du cratère de Vix. Vulgarisez, vulgarisez, il en restera toujours quelque chose, hélas ! Heureusement que de toutes façons les deux et vertueux Ro-mains, armés de la seule force mior-

rele, spirituelle et civilisatrice — es-prits modernes qui ne dédaignent plus les sacrifices humains à des dieux, mais à leur seul et exclus plaisir, — heureusement que les Romains qui n'étaient pas, eux, nos envahis-seurs, sont venus enfin libérer la Gaule d'elle-même.

Il n'en faut pas moins retenir une certaine évolution légèrement tem-pérante dans le jugement de M. Rouche. S'il tient fermement pour « sa » cruauté, il l'élie cepen-dant à « civilisation ». Et conclut en consentant à « rendre aux Gaulois ce que César leur avait em-prunté (...). En somme, nous n'avons pas trop à rougir de nos fé-roces ancêtres les Gaulois ».

Serait-ce l'amorce d'une pru-dence plus générale dans un certain nombre d'esprits, élargis par les réactions à leurs excès, et peut-être par leur propre réflexion ? On con-tinue à se demander ce qu'il y a der-rière cette violence historique qui n'est évidemment pas gratuite. Quand on s'attaque aux Celtes, en particulier aux Gaulois, ou à la no-tion d'indo-Européen, par exemple, c'est apparemment pour le bon mo-tif : couper à la racine quelque com-plexion raciale à l'égard de nos origines. En fait, ce qui se mani-feste, assomée d'un grain de sado-mesochisme, c'est une haine raciste rétrospective, étalée parfois avec une obscène candeur. Avec la bonne intention, et sous l'appar-ence de combattre une pensée de droite, nouvelle ou pas, on se fait l'apologiste involontaire du fa-cisme original, né romain ; et le col-laborateur inconscient d'une coloni-sation impérialiste, celle-là très contemporaine.

(1) *Le Monde* du 25 janvier 1967 (J.-M. Dumas, p. 10) ; *Revue des re-cherches* des 25-26 janvier, 8-9 août, 28-29 novembre 1976 ; 16-17 janvier 1977 ; et *Le Monde diplomatique*, de juillet 1979.

(2) Juillet-août 1982 ; 16 F. 25, rue de Saint-Sulpice, 6.

(3) *Le Génie militaire de Vercingéto-ris* et le *Mythe Alésia-Alésia*, Édit. Vieux, Clermont-Ferrand, 1973.

(4) *Le Monde* du 10 janvier et du 20 février 1981.

(5) *Ca m'intéresse*, n° 14, 12 F. 92248 Malakoff Cedex.

Les maîtresses suppliantes

par PIERRE BÉNARD (*)

UNE vaste campagne, patron-née par de nombreuses as-sociations, nous a conviés à « adopter un arbre » afin de sauver la forêt. L'emblème de cette action — un superbe « hexagone » tout en feuillages et en pratiques — semble avoir été conçu pour faire songer à la « Gaule chevelue », la « *Comata Gallo* » au si beau nom. Dans le même temps, la presse se fait l'écho des querelles que suscitent à Cha-monix et aux Houehes les résis-tances opposées par l'administration à des aménagements touristiques qui gâteraient la montagne. Enfin, on annonce pour l'année prochaine la destruction de l'une des digues de la baie du Mont-Saint-Michel, le vieux rocher jadis « au péril de la mer », aujourd'hui au péril des sables.

On se bat pour défendre ce dont l'homme a rêvé, pendant des millé-naires, de réduire le pouvoir, de s'af-franchir. Quelques fois tutélaires, mais sans cesse menaçantes, les for-êts se retrouvent à présent menacées et dignes de protection. Les mers, les montagnes démodées à être « sauvées ». Ettonnantes satura-tions où les maîtresses d'antan se muent en supplantes !

Mais aussi formidable inversion de l'effort humain ! On adore ce qu'on a brûlé, on brûle ce qu'on a adoré. Cette France toute verte qu'on nous suggère, cette bagarre aux flancs de la montagne, et mieux encore, cette digue que l'on veut dé-molir, ont la qualité de symboles d'une vraie révolution dans les rap-ports de l'homme avec ses gîtes ter-restres.

Voici que recule la volonté domi-natrice, l'ambition prométhéenne, qui vise à repousser, coloniser, cap-ter, asservir. On aspire à débrider ce

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1968)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie
du « Monde »
5, rue de la Harpe
Paris 12

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57.137.
ISSN : 0395-2017.

bois, des chasses, pour fixer les dunes ou faire de beaux jardins. Mais on n'avait jamais, qu'on sache, défendu comme maintenant l'arbre pour l'ar-bre, l'herbe pour l'herbe, l'eau pour l'eau, obéissant à une inspiration qui dépasse le souci purement matériel ou esthétique : idée qu'il faut se har-tuer pour que ne perisse pas ce sans quoi l'âme cesserait de respirer. Si les grands ensembles naturels ouus sont devenus si précieux, ce n'est pas pour ce qu'on en tire d'usage ou de simple agrément. C'est que nous les sentons comme une part de nous-mêmes, le souffle de notre propre vie. Ils sont notre vie même, ils sont nous-mêmes. Les forêts, les eaux nous supplient, mais c'est en vérité nous-mêmes qui supplions. Il y a une mystique de l'environnement.

Il faudrait toute une psychologie, toute une sociologie, pour montrer comment l'être industriel a peu à peu produit ce nouvel esprit, ce mili-tantisme inédit, le plus gratuit et ce-pendant le plus intéressé qu'il soit. Ce sont les racines de notre vouloir-vivre qui plongent dans le sol des for-êts et dans les profondeurs de tous les « espaces naturels ». Au début du *Seigneur des Anneaux*, la traver-sée de la Vieille Forêt est une aven-ture périlleuse, un risque mortel que conjure in extremis l'intervention de Tom Bombadil. Mais déjà un signe nous est donné : Bombadil n'est pas destructeur. Il ne tue pas l'homme-sauvage qui emprisonne Merry et Pip-pin. Plus tard, ce seront les Ents, les demi-arbres, qui se mettront en marche pour abattre la puissance mau-vaïse de Saroumane, inaugurant ainsi la guerre victorieuse contre le royaume ténébreux. Forêt libéra-trice, comme les branches de Birnam qui, dans *Macbeth*, viennent renverser la tyrannie établie à Dun-sinane !

Les défenseurs des prés, des bois, des eaux et des montagnes ont à prendre une pleine conscience de cette qualité de l'enjeu, qui les situe bien au-delà de toutes les étiquettes qu'on peut coller à leur combat (écologie, esthétique, tourisme, poé-sie, sans parler du élavage d'écoga-uche !). Ils se placent à l'alpha de toute préoccupation, sur le vrai ter-rain primordial. Dieu créa l'homme dans un jardin.

Y a-t-il un peuple breton ?

par MARIE-CHRISTINE ROBERT

« JE sois qu'il existe un peuple algérien... Y a-t-il un peuple breton ? » A l'heure où le *général du* (blanc et noir, couleurs du drapeau breton) flotte dans les rangs des ma-nifestants paysans ou ouvriers, où les indépendantistes affirment que la Bretagne, unie par sa langue, son mode de vie et son histoire, est un Etat à défaut d'être une nation, où les binioux rythment la « résis-tance » de la culture de leur so-grée, où les Bretons veulent jalouse-ment sur leurs dunes et leurs cal-vaïres, l'interrogatoire de René Le Corre tombe comme un pavé dans la mare.

Breton, il l'est. Et comment ne pas l'être naturellement, lorsqu'on est né, il y a cinquante ans, au pied des calvaires et qu'on a mesuré sa croissance à ces étalons de pierre grise, lorsqu'on a vécu dans une pa-rouisse et où dans une commune, lorsqu'on a découvert la mer à l'oc-casion d'un pardon à la chapelle de Pen-Nona, parcouru mille fois les sentiers du pays bigouden.

Puis vinrent les « différences ». Les premières, bien sûr, étaient pas importantes. L'école était bap-tisée « école du diable » par le rec-teur Léonard, qui l'avait excommu-nié en même temps que la salle de danse. L'arrivée de l'électricité et du téléphone qui bouleversèrent l'échelle des relations humaines n'était après tout que « l'écume des jours », l'essentiel demeurait sta-ble. Mais « les civilisations sont mortelles ». Elles périssent bête-mot, insidieusement, d'une pompe à essence qui jaillit un jour à côté de la boulangerie, d'un parking qui étend son macadam dans le champ du voisin, des émetteurs qui quittent l'ombre du clocher, du supermarché qui s'installe là où on jouait aux billes, de la lucarne ouverte sur une autre monde, d'autres univers, la télé-vision.

Et puis, un jour, c'est la « rup-ture ». A force d'observer des sym-pômes, il faut bien faire un diagnos-tic. Le bloc rural uni, la société bretonne séculaire, se désagrège. Tandis que grandissent les enfants de la deuxième guerre mondiale, les paysans abandonnent la polycul-ture. Le soja des Etats-Unis remplace la luzerne bretonne, le traicteur individuel uniformise un paysage arabe, les vagues de la mer viennent lécher le béton des villages de va-cances. Partout, dans les ports de pé-

battants de Plogoff, qui connaissent pourtant bien la *Marseillaise*, en-toumaient leurs vieux cantiques en lançant des pierres aux parachu-tistes.

Oui, mais voilà, la culture « popu-laire » devient celle d'une élite. Le grand-père est mort, emportant ses chansons. En dépit des efforts de « collectage » menés par les associa-tions Dastum et Ar Vag, les disques remplacent les hermines de *manm* à la veillée, les notes de musique qui densaient autour des bombes sont emprisonnées sur le papier rayé des « conservatoires ». « Fixer » une culture orale, l'aventure humaine l'a prouvé, c'est, tout à la fois, lui don-ner la mort et un avenir.

Oui, mais voilà, les militants de gauche du mouvement breton qui puisent leurs discours dans la logi-que marxiste s'aperçoivent que le « peuple » n'est pas toujours syno-nyme des « travailleurs », que « la lutte des classes ne se confond pas avec la lutte pour le territoire ». René Le Corre le sait, qui fut mili-tant du P.S.U.

Le peuple breton, celui qui a conquis les calvaires, habité la mer et labouré la terre, celui qui parlait breton quand les « nobles » et les « aristocrates » parlaient français, qui dansait la gavotte quand ils écoutaient Mozart, le peuple breton se disloque, et avec lui meurt son mode de relation et de transmission culturelle.

Le Clos et l'Ouvrier, méditation philosophique, s'achève sur une in-terrogation : « La Bretagne va-t-elle s'oublier, renoncer à elle-même ? » Si l'après-guerre a crevé l'horizon des minorités repliés sur elles-mêmes, cette fois de siècle l'enseigne-elle pas la faillite de l'uniformité ? La Révolution a créé « la » province indifférenciée au nom du progrès, la décentralisation reconnaît « les » régions, entités éco-nomiques, sociales et culturelles.

N'est-ce pas, après tout, une belle leçon d'histoire... et d'humour que celle-ci : c'est aujourd'hui auprès du peuple breton, qui a veillé sur la culture co veillant sur la terre, que son « élite » revient chercher une identité. Mais seul l'avenir dira si les Bretons sauront, demain, l'affirmer...

* *Le Clos et l'Ouvrier*, René Le Corre, éd. du Cerf, 128 pages, 47,50 F.

Le Monde

EUROPE

étranger

Le deuxième anniversaire des accords de Gdansk en Pologne

Céder sans plier

(Suite de la première page.)

Trois jours avant la signature des accords de Gdansk, il y a de cela maintenant deux ans, le même homme assurait avec la même certitude qu'un syndicat indépendant allait voir le jour en Pologne. Le monde entier ou presque croyait alors à l'imminence d'une intervention soviétique. C'est lui, ce sont les Polonais et les grévistes du chantier Lénine qui avaient eu raison, mais là, sur le coup, dans l'irrésistible violence de cette nuit humide et froide, ces quatre mots sonnent comme le « no pasaran » des républicains espagnols.

On ne peut se défendre d'y déceler plus de foi que de lucidité : de penser que l'histoire a souvent vu déjà les forces briser les espoirs d'un peuple ; de se dire surtout que c'est une fatalité qui joue à nouveau — que les cinq cents jours de Solidarité auront seulement été plus longs que le printemps de Prague.

Et, de fait, la force d'abord triompha. Il n'y eut de véritables combats — qui ont fait sept morts — qu'en un seul endroit, à la mine Wujek. Partout ailleurs, lorsque les chars prenaient position devant les grandes entreprises presque toutes occupées, défilant parfois leurs grilles, le travail reprend, lentement, dans le halètement, mais reprend — quitte à s'interrompre plusieurs fois encore avant que les chars ne reviennent. Les forces de l'ordre parviennent ainsi à « rétablir le discipline du travail » une après une, et c'est qu'elles n'auraient pas pu faire dans toutes en même temps.

Pas de renoncement

Ce qui assure leur succès, ce qui retient les ouvriers de se battre, ce n'est pas tant l'absence d'armes, ni l'interdiction de six mille cadres syndicaux, ni le propagande qui assure que le pays est calme, ni même le peur évidemment présente. Fondamentalement, c'est la conscience qu'à chacun que le pouvoir, ayant franchi ce pas, ne peut plus reculer et qu'une résistance violente ne se solderait pas par un armistice, mais par une guerre civile et une intervention de l'Union soviétique.

En août 1980, les grévistes avaient pu gagner parce qu'ils avaient en face d'eux une direction frappée de stupeur par leur détermination, divisée, affaiblie par sa propre faiblesse. Solidarité, ensuite, avait réussi à faire face aux assauts incessants lancés contre lui car les appareils du parti et de l'Etat ne répondaient plus — désarçonnés par une humiliation générale dans laquelle seul le syndicat est capable d'allier des troupes, ses dix millions de membres, dont l'effet dissuasif est certain.

Seize mois après, le rapport de forces s'est modifié. La crise interne du parti a été canalisée, inévitablement, sans bruit, un nouveau groupe dirigeant a pris les leviers de

commandes composés d'hommes en qui Moscou a suffisamment confiance pour les avoir laissés accéder à la direction de l'armée. Le pays commence à s'y perdre dans les mobilisations et les démobilitations successives qu'imposent montées et baisses de la tension. Le coup de force a été impeccablement préparé et réalisé : l'effet dissuasif joue maintenant contre la population, condamnée à laisser s'installer l'état de guerre pour éviter la guerre.

Cette victoire, le général Jaruzelski la remporte en seize jours seulement. Elle est de taille, étonnante, mais que peut-il en faire ? Profiter de cette formidable position de force pour obtenir du syndicat qu'il renonce à toute activité politique, ramène son programme et se sépare de ses dirigeants les plus odieux au pouvoir ? L'Eglise, qui pense que telle est l'ambition des autorités, qui veut espérer que le pouvoir est disposé à négocier, sonde M. Walesa. On le laisse faire. Le président de Solidarité met comme unique condition à des pourparlers qu'on l'autorise à se concerter avec ses conseillers et les autres dirigeants syndicaux. Refusé. M. Walesa, pressé par l'Eglise, assoupit encore sa position et ne demande plus à rencontrer que quelques-uns de ses amis. Refusé aussi.

Les plus modérés des évêques doivent se rendre à l'évidence : les autorités ne cherchent qu'à faire croire à leurs bonnes intentions. Elles n'ont aucun désir de conclure quelque compromis que ne soit avec Solidarité car cela serait reconnaître le syndicat une seconde fois. Le coup d'Etat n'a pas été fait pour cela. La junte n'attend en fait qu'une seule chose du héros des Polonais : qu'il appelle ses compatriotes à travailler dans le calme et à respecter la loi, qu'il se démarque des « extrémistes » et prêche ce réalisme du renoncement sans lequel la « normalisation » ne peut être menée à bien.

M. Walesa n'était pas homme à cela et ne l'est toujours pas devenu après neuf mois d'un isolement quasi total auquel un autre homme, le président de Solidarité rurale, n'a pas osé résister. Lui a fini par céder et venir dire devant les caméras de télévision ce qu'on lui demandait de dire. Ses déclarations n'ont suscité que mépris et compassion et il a été prodigement le seul syndicaliste à rendre les armes. Dans les milieux artistiques et intellectuels, les ralliements sont restés tout aussi rares.

Dosage

La Pologne, devant la force, a plié mais n'a pas cédé, murée dans une hostilité d'autant plus vive que les revenus de la population auront, sous l'effet de l'augmentation des prix, chuté d'un tiers à la fin de l'année de 20 % officiellement et de 50 % en réalité.

La normalisation n'est qu'un rêve. Il ne reste au général Jaruzelski, à défaut de tout autre projet politique, que la répression. Seulement, voilà, elle n'est pas non plus facile à manier car, pour être efficace et décourager toute velléité d'opposition, il la faudrait implacable, il faudrait frapper et fort, et violemment, ce qui serait tout à la fois avouer l'isolement du pouvoir, risquer une explosion de haine désespérée, perdre tout espoir de faire lever les sanctions économiques occidentales décriées après le 13 décembre, aller enfin vers un regain de ténacité dans les relations Est-Ouest que Moscou ne souhaite pas plus que le persistence de l'agitation. L'avantage de la Pologne ne se décide pas seulement à Moscou et à Varsovie mais aussi dans les chancelleries et les banques occidentales.

A l'inverse, ne pas tirer quand une manifestation éclate dans une ville ; ne pas s'attaquer à l'Eglise ; donner des signes de retour à la normale en libérant de nombreux internés, en rétablissant les communications téléphoniques ou en autorisant, à nouveau, les déplacements à l'intérieur du pays, tout cela enhardit la contestation et facilite son organisation. On dose donc : tandis que des internés sortent des camps, d'autres, jugés particulièrement dangereux, y restent. D'autres encore y sont envoyés sur simple décision de police, heureux qu'on ne leur ait pas mis sur le dos un de ces chefs d'inculpation qui, devant les tribunaux d'exception, valent de lourdes peines dans les prisons vétustes et surpeuplées de la Pologne. On dose, et cela n'empêche ni la violence croissante d'une répression qui connaît maintenant ses premiers cas de

services, ni le recrudescence de la peur mesurable à l'aide des journaux plus grande de manifestations qui, loin de se raréfier les mois passés, se multiplient.

Quelques rares dirigeants de Solidarité, réfugiés dans le clandestinité, sont encore libres. D'autres sont apparus sortis du rang et encore inconnus de la police secrète ; ensemble, ils ont reformé un tréfilé d'appareil doté d'une « commission nationale provisoire » mais ce n'est pas de ces hommes, malgré le rôle d'impulsion qu'ils jouent, que viennent les menaces les plus inquiétantes pour le général Jaruzelski. Elles viennent de ces milliers d'hommes et de femmes qui rédigent et reproduisent à quelques dizaines ou plusieurs milliers d'exemplaires quelques centaines de bulletins d'informations, d'écoles, de quartiers ou de villes : de ces dizaines de milliers de personnes qui les diffusent au péril de leur liberté et de tous ceux qui les lisent.

La menace vient de ces prêtres qui, le dimanche en chaire, prêchent le respect de la dignité humaine ; de ces vieilles dames anonymes qui tous les matins retournent sur les trottoirs les orbes à la mémoire du cardinal Wyszyński et de ceux qui se réunissent autour de ces symboles pour chanter l'hymne national doigts levés dans le V de la victoire.

Elle vient de toute la jeune génération (60 % des Polonais ont moins de trente-trois ans) qui recule à l'heure où elle recule aujourd'hui ce régime avec ou sans visage militaire. Elle vient de l'Eglise surtout qui, après avoir eu un temps à la possibilité d'un compromis, rapide sur la réactivation de Solidarité, est maintenant que le luit sera long, se refuse donc à jeter de l'huile sur le feu, appelle du calme et dénonce la tentation de la violence. Le pouvoir sait qu'il ne peut se passer sans risque de l'autorité des évêques, les menaces et doit s'entendre réclamer dans une humilité du primat sur deux, devant des foules gigantesques, la levée de l'état de guerre, le retour aux accords de Gdansk et la réouverture de la nouvelle visite du Pape. L'Eglise boucle, parfois prudente dans son vocabulaire mais souvent assez vigoureuse, handicapée par l'insécurité de son nouveau primat, mais aux côtés d'une population dont elle ne peut s'éloigner sans se condamner.

Il n'y avait pas seulement de la foi dans ces quatre mots : « Ils ne réussissent pas ». Trop de candeur peut-être, mais aussi la lucidité d'hommes qui ont appris de leur vie que les régimes du bloc soviétique ne sont pas obligatoirement immunisés contre l'usure du temps, le changement des générations ou les siècles passés, et qui croient le contraire relève d'une singulière illusion, de l'idée que le communisme serait l'aboutissement de l'histoire.

BERNARD GUETTA.

Irlande du Nord

LA POLICE A DÉCOUVERT UNE TONNE D'EXPLOSIFS

Belfast (A.F.P., U.P.I.). — La police nord-irlandaise a découvert environ une tonne d'explosifs à bord d'un camion. Le 28 août, au poste de contrôle de Banbridge, situé à une trentaine de kilomètres de la frontière avec la République d'Irlande, l'un des plus importants dépôts de cette nature jamais fait en Irlande du Nord.

Plusieurs familles habitant dans les environs ont été évacuées le temps que la police examine les explosifs, cachés dans des sacs en plastique, sous des boîtes de paille. Le chauffeur du camion a été arrêté.

D'autre part, l'I.R.A. a fait, samedi, à Londonderry, des funérailles militaires à l'endroit d'un soldat tué quelques jours plus tôt par une patrouille militaire alors qu'il rentrait chez lui. L'évêque de Londonderry, Mgr Edwin Daly, qui a généralement peu de sympathie pour l'I.R.A., a qualifié la mort de Bradley de « meurtre impitoyable » et s'est étonné que le soldat responsable n'ait pas été inculpé. Quelques heures plus tard des incidents ont éclaté entre manifestants et policiers dans les quartiers catholiques de la ville et un autobus a été incendié.

Nouvelle mise en garde du général Jaruzelski

Varsovie (A.F.P., Reuters). — Le général Jaruzelski a établi un lien, dimanche 29 août, entre la levée éventuelle de l'état de guerre à la fin de l'année et ce qui se passera en Pologne le mardi 31 août, date du deuxième anniversaire des accords de Gdansk. Le général, qui s'exprimait devant une promotion d'élèves officiers à Poznan, a utilisé un ton apaisant mais n'a fait aucune concession sur le fond. Il a souligné en particulier que « les deux ans qui viennent de s'écouler ne nous ont pas permis de résoudre les problèmes de la nation (...) Nous appelons les autorités à agir avec prudence, car de leur attitude dépendra pour l'essentiel la suite des événements ».

Puis, soulignant que « la restauration de la confiance entre la société et les autorités » est « un besoin urgent », il ajoute : « Si, après deux ans, il a été possible de mettre fin aux tensions en signant les accords de Gdansk, Szafranski et Jastrzebski, cela devrait être possible aujourd'hui encore, puisque les gouvernements et les représentants légaux des groupes sociaux, dont les syndicats, ne cessent d'affirmer que ces accords restent valables ».

« La loi martiale, dit Mgr Glemp, a stoppé le dialogue entre les autorités et les groupes sociaux, principalement avec les syndicats. Mais l'administration de l'état de siège (WZON) dans sa déclaration du 13 décembre 1981, a souligné que les syndicats, y compris Solidarité, pouvaient reprendre leurs activités dans le cadre de leurs statuts. Nous osons espérer que ces mots seront suivis dans les faits, car il en va de la crédibilité des autorités ».

« Tout un chacun, souligne Mgr Glemp, doit faire son possible pour que les droits civiques soient totalement rétablis, et que les syndicats puissent reprendre leurs activités dans le cadre de leurs statuts légaux. Ce sont ceux qui cherchent une solution dans la violence et la limitation des droits civiques abandonnent leurs activités ».

Radio-Solidarité émet de nouveau

Samedi soir, pour la première fois depuis deux mois, Radio-Solidarité a émis à deux reprises pour annoncer que la retransmission du 31 août tenait toujours, appelant simultanément les militaires à désobéir aux ordres de répression qui leur étaient donnés.

D'autre part, des tracts circulaient dans l'armée, invitant les soldats à ne pas se dresser contre les ouvriers. La première émission de Radio-Solidarité, entendue à 18 heures dans plusieurs quartiers de Varsovie, a duré près de trois minutes. La seconde, vers 20 heures, n'a été audible que dans une partie des trois fréquences utilisées par la radio officielle.

Pour leur part, les autorités polonaises ont dit « aux journalistes » mais en garde dimanche, les correspondants étrangers à Varsovie

notés appelons une nouvelle fois l'Etat, les autorités politiques et les groupes sociaux à ne pas chercher à résoudre ces tensions par la force et la violence, mais par le dialogue, seul moyen de surmonter les problèmes de la nation (...) Nous appelons les autorités à agir avec prudence, car de leur attitude dépendra pour l'essentiel la suite des événements ».

Puis, soulignant que « la restauration de la confiance entre la société et les autorités » est « un besoin urgent », il ajoute : « Si, après deux ans, il a été possible de mettre fin aux tensions en signant les accords de Gdansk, Szafranski et Jastrzebski, cela devrait être possible aujourd'hui encore, puisque les gouvernements et les représentants légaux des groupes sociaux, dont les syndicats, ne cessent d'affirmer que ces accords restent valables ».

« La loi martiale, dit Mgr Glemp, a stoppé le dialogue entre les autorités et les groupes sociaux, principalement avec les syndicats. Mais l'administration de l'état de siège (WZON) dans sa déclaration du 13 décembre 1981, a souligné que les syndicats, y compris Solidarité, pouvaient reprendre leurs activités dans le cadre de leurs statuts. Nous osons espérer que ces mots seront suivis dans les faits, car il en va de la crédibilité des autorités ».

« Tout un chacun, souligne Mgr Glemp, doit faire son possible pour que les droits civiques soient totalement rétablis, et que les syndicats puissent reprendre leurs activités dans le cadre de leurs statuts légaux. Ce sont ceux qui cherchent une solution dans la violence et la limitation des droits civiques abandonnent leurs activités ».

Radio-Solidarité émet de nouveau

Samedi soir, pour la première fois depuis deux mois, Radio-Solidarité a émis à deux reprises pour annoncer que la retransmission du 31 août tenait toujours, appelant simultanément les militaires à désobéir aux ordres de répression qui leur étaient donnés.

D'autre part, des tracts circulaient dans l'armée, invitant les soldats à ne pas se dresser contre les ouvriers. La première émission de Radio-Solidarité, entendue à 18 heures dans plusieurs quartiers de Varsovie, a duré près de trois minutes. La seconde, vers 20 heures, n'a été audible que dans une partie des trois fréquences utilisées par la radio officielle.

Pour leur part, les autorités polonaises ont dit « aux journalistes » mais en garde dimanche, les correspondants étrangers à Varsovie

contre le manque d'objectivité de « certains » de leurs articles, préconisant que si cela continuait, elles « seraient contraintes d'en tirer les plus graves conséquences ». Les journalistes occidentaux ont été invités par un responsable des affaires étrangères à présenter « dans le plus bref délai » des informations objectives sur la Pologne. « Nous avons affaire, a-t-il affirmé, à des cas évidents de falsification de la situation et d'exagération de certains faits ».

Samedi, déjà, la quotidienneté de l'armée, Zolniers Wolnosci affirmait qu'il « est important de souligner le double, voire le triple rôle joué, que jouent les correspondants étrangers. D'une part, ils recherchent des informations en Pologne et les transmettent au goût de leurs chefs. D'autre part, ils transmettent en tant qu'émis-saires clandestins des centres de subversion politique, et tout simplement en qualité d'agents de renseignements ». Et il en voit la preuve dans l'activité trop intense depuis deux ans des correspondants occidentaux, qui étaient partout et faisaient preuve d'un tel don de prévisions des événements que l'on peut se demander s'ils ne participaient pas à leur organisation ».

« Une croix Wyssnyski sur l'esplanade des Invalides. — Le Comité de coordination du syndicat Solidarnosc en France qui, avec l'appui des organisations syndicales C.F.D.T., C.F.T.C., C.G.C., C.G.T.-F.O. et F.E.N., appelle les Parisiens à manifester leur solidarité avec les travailleurs polonais le mardi 31 août, à 18 heures, devant l'ambassade de Pologne, demande aux Parisiens de venir à partir de 16 heures sur l'esplanade des Invalides avec des bouquets de fleurs pour y former une croix semblable à celle que les Varsoviens formaient tous les jours, place de la Victoire, tant que les autorités n'en eurent pas interdit l'accès ».

« L'agence Tass contre Ernst Junger. L'agence soviétique s'est élevée, dimanche 29 août, contre la remise du prix Goethe, la veille, à Francfort, à l'écrivain allemand Ernst Junger.

De tous les écrivains de l'Allemagne des années 20, écrit Tass, « Ernst Junger est sans doute celui qui a le plus contribué à créer activement le terrain idéologique en vue de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, et l'Allemagne n'a pas connu un écrivain qui ait, autant que lui, exalté les crimes du fascisme ».

(A.F.P.)

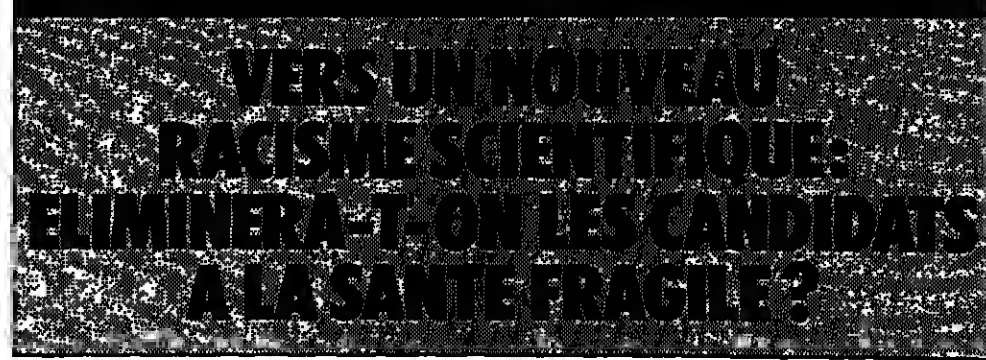
La reconnaissance des syndicats indépendants

Il y a deux ans, à Gdansk, était élu par le vice-premier ministre, M. Mieczyslaw Jagielski, et par M. Lech Walesa, un accord en vingt et un points portant sur le droit de grève et la création de syndicats indépendants.

Les dix sept mille ouvriers des chantiers navals Lénine s'étaient mis en grève dès le 14 août, et c'est le comité de grève inter-entreprises, dirigé par M. Lech Walesa, qui avait mis en point le cahier de revendications en vingt et un points qui servit de base aux accords. Entre temps, le mouvement de grève s'était étendu à toute la Pologne tandis que les négociations plénièrent, et le premier ministre, M. Edward Babich avait finalement été remplacé, le 24 août, par M. Pionkowski, tandis que les organismes dirigeants du parti étaient renoués.

Outre la création de syndicats indépendants et autogérés et la reconnaissance du droit de grève, les accords de Gdansk prévoyaient notamment la promulgation d'une nouvelle loi sur la censure, la réintégration des personnes licenciées après les émeutes de 1970 et 1976, une hausse des salaires à négocier et la libération d'une quarantaine de détenus.

EMBAUCHE



Cette semaine, LE NOUVEL OBSERVATEUR révèle l'un des plus surprenants phénomènes du siècle, la menace d'un racisme scientifique dans le travail.

Aux Etats-Unis, avant d'embaucher des candidats, certaines grandes compagnies n'hésitent pas à faire une sélection par la santé : c'est le tri-génétique.

- Le tri-génétique est-il une nouvelle façon de mettre le personnel en fiche ?
- Quels sont les secteurs concernés ?
- Est-ce une nouvelle forme d'inégalité ?

En révélant des informations tenues secrètes jusqu'à ce jour, LE NOUVEL OBSERVATEUR ouvre un dossier brûlant.

LE NOUVEL
observateur
CETTE SEMAINE

مكتبة المصطفى

PROCHE-ORIENT

L'ÉVOLUTION DE LA CRISE LIBANAISE

Tandis que l'évacuation des Palestiniens de Beyrouth se poursuit, un des principaux dirigeants de l'O.L.P., M. Khalil Al Wazir (Abou Jihad) est arrivé, dimanche 29 août dans la capitale libanaise. M. Abou Jihad avait été précédé samedi dans la soirée, six cents combattants. Ils avaient été précédés la veille par MM. Georges Habache et Nayef Hawatmeb, respectivement secrétaires généraux du F.P.L.P. (Front populaire de libération de la Palestine) et du F.D.L.P. (Front démocratique pour la libération de la Palestine), qui se trouvaient à la tête d'un quatrième groupe de six cent vingt-neuf Palestiniens évacués sur la Syrie, parmi lesquels figuraient MM. Ahmad Jibril (F.P.L.P.-C.G.), Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général et Talaat Yacoub (F.L.P., Front de libération palestinien).

A son arrivée, M. Habache a, pour sa part, violemment critiqué l'attitude des « gouvernements réactionnaires arabes » dans la crise libanaise. Quant à M. Hawatmeb, il a rendu hommage au peuple libanais qui, a-t-il dit, « a combattu à nos côtés » et « a payé de son sang ». M. Jibril a accusé la réaction arabe de vouloir actuellement « traverser le prochain sommet arabe de Fès, liquidier la cause palestinienne ». M. Yacoub, enfin, a affirmé que « la résistance palestinienne intensifiera sa lutte dans les territoires occupés pour repousser l'occupation israélienne ».

● A ADEN (Yémen du Sud), un premier contingent de cinq cent dix-huit combattants palestiniens, porteurs de leurs armes individuelles, a été accueilli dimanche dans une atmosphère de

fièvre par les principaux dirigeants de la République. Radio-Aden a annoncé que M. Arafat avait accepté une invitation du président sud-yéménite, sans en préciser la date.

A la veille de la tournée de M. Weinberger au Proche-Orient — le secrétaire américain à la défense est attendu, mardi à Beyrouth, avant de se rendre en Israël et en Égypte, — le roi Hussein a de nouveau rejeté dimanche la thèse israélienne selon laquelle la Jordanie est un État palestinien. Mais, à propos de la création d'un État palestinien en Cisjordanie, la conversation bachelier a répondu, dans un entretien diffusé par la chaîne de télévision américaine A.B.C. : « Je m'écarterai et je suivrai toutes les décisions que les Palestiniens et le monde arabe pourront prendre ».

Selon le premier numéro de l'hebdomadaire « Kol-Al-Arab », diffusé samedi à Paris, le ministre syrien des affaires étrangères aurait déclaré, dans un document secret, destiné au sommet arabe de Fès, que de nouvelles perspectives dans la coopération entre les États-Unis et les pays arabes, « Syrie comprise », pourraient s'ouvrir au cas où Washington « jouerait le rôle essentiel que les Arabes espèrent ». M. Abdel-Hakim Khaddam aurait tenu ces propos, le 21 juillet à Washington, lors de la rencontre entre les délégués du comité de la Ligue arabe sur le Liban et les dirigeants américains, dont le président Reagan.

● A DAMAS, à l'issue de la visite d'une délégation soviétique présidée par M. Ivan Kalmine, vice-président du Soviet suprême, un communiqué conjoint publié samedi a « condamné

énergiquement » l'invasion israélienne du Liban et accusé Washington d'« encourager Israël et d'être son associé direct dans la réalisation de ses objectifs expansionnistes aux dépens des droits arabes ».

Pour sa part, M. Begin a confié au « New York Times », au cours d'un entretien publié dimanche, que le président Reagan l'avait « profondément blessé » en qualifiant d'holocauste, dans leur entretien téléphonique du 12 août, les massacres bombardement israéliens sur Beyrouth-Ouest. Qualifiant l'O.L.P. d'« organisation vaine », le premier ministre israélien a répété que les troupes de son pays quitteraient le Liban en même temps que les forces syriennes et qu'il espérait pouvoir signer un traité de paix avec le Liban.

● A MOHAMEDIA (Maroc), où la conférence des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe chargée de préparer le sommet de Fès poursuit ses travaux ce lundi, le roi Hassan II, dans une allocution d'ouverture samedi soir, a fixé les limites, à ses yeux, de cette réunion en déclarant aux délégués : « Vous avez pour mission de discuter des points faisant l'unanimité, d'éviter tout sujet brûlant qui pourrait provoquer des dissensions ». Le monarque a déclaré, par ailleurs, que la démission du monde arabe avait conduit à l'« humiliation ». L'O.L.P. a confirmé que M. Yasser Arafat assisterait au sommet de Fès, prévu le 6 septembre, à l'occasion duquel, selon M. Chafic Al Wazzan, premier ministre libanais, Beyrouth compte demander le retrait de toutes les troupes étrangères présentes au Liban.

Le chef d'état-major israélien demande le retrait de Beyrouth-Ouest de certaines milices libanaises alliées des fedayin.

De notre correspondant

Jérusalem. — Alors que les dirigeants israéliens continuent de dire assez satisfaits de la manière dont ont conduit à Beyrouth l'opération d'évacuation des membres de l'O.L.P., le chef d'état-major, le général Rafael Eytan, vient de lancer un avertissement aux organisations libanaises qui ont combattu au côté des fedayin, en soulignant qu'elles devaient se retirer des rues de la capitale libanaise.

Le général Eytan a déclaré, le 29 août, qu'à cette fin, il avait entrepris une démarche auprès de l'ambassadeur et médiateur américain, M. Philip Habib. Le chef d'état-major visait plus particulièrement les milices des Morabitoun, dont il estime les effectifs à environ mille cinq cents personnes. « Nous ne pouvons accepter, a-t-il dit, que les Morabitoun se maintiennent sur la ligne séparant les deux secteurs de la ville et nous n'admettons pas que ces milices restent dans la ville », a-t-il ajouté. M. Habib a répondu que toutes les milices libanaises, y compris les Morabitoun, sont des citoyens libanais. « Ils devraient subir une rééducation à celle des citoyens libanais », a-t-il déclaré. C'est-à-dire, évaluer Beyrouth-Ouest.

Les vacances de M. Begin

Le général Eytan a précisé que jusqu'alors, contrairement aux prescriptions du plan défini par M. Habib, les fedayin n'avaient pas quitté la ville. Les troupes libanaises ont une petite quantité de leurs armements lourds, préférant en céder une partie aux Morabitoun qui, en outre, ont récemment occupé la zone de la gare des évacués par l'O.L.P.

Pour justifier sa mise en garde contre ceux qui pourraient lui reprocher de s'ingérer dans les affaires libanaises, le général Eytan a déclaré que le maintien de la présence des Morabitoun à Beyrouth-Ouest représentait un danger pour Israël, dans la mesure où il pouvait permettre la reconstitution d'un « bastion terroriste ». Mais, pour certains observateurs israéliens, l'avertissement lancé par le chef d'état-major est destiné à renforcer le contrôle que pourront indirectement ou directement exercer les milices phalangiennes sur l'ensemble de la capitale libanaise, et donc à assurer davantage le pouvoir de M. Bechir Gemayel.

Par ailleurs, le ministre de la Défense, Shimon Peres, a déclaré, le 29 août, que dans trois mois, les membres de l'O.L.P. retourneront vraisemblablement à Beyrouth. Il a ajouté que le retrait des troupes de l'O.L.P. était une condition préalable à la réorganisation de « nouveaux terroristes » à Beyrouth. M. Peres n'a pas précisé quelles étaient les intentions d'Israël pour empêcher cela. En dépit de ces remarques, un porte-parole de l'armée israélienne a fait savoir que le retrait des troupes de l'O.L.P. était prévu, mercredi, et non samedi prochain.

Durant le conseil des ministres hebdomadaire, dimanche, plusieurs membres du gouvernement israélien se sont alarmés des propos tenus deux jours plus tôt à Washington par M. George Shultz, secrétaire d'État, et Caspar Weinberger, secrétaire à la Défense, lors de leurs entretiens avec M. Sharron. Ils ont souligné sur un compte rendu transmis à Jérusalem par ce dernier. D'après ce texte, M. Shultz aurait notamment, laissé entendre qu'Israël avait suffisamment prouvé sa

M. Yasser Arafat a quitté Beyrouth

De notre correspondant

M. Yasser Arafat, chef de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), a quitté Beyrouth ce lundi matin. Le chef de la résistance palestinienne, accompagné de son épouse, a pris le train pour Damas, à 11 heures devant l'enceinte du port, sous escorte militaire française. Des tireurs d'élite de la légion étrangère surveillaient les immeubles en ruine de la région du port.

Après avoir, le leader de l'O.L.P. passé une nuit avec ses proches dirigeants du Mouvement national (gauche libanaise) réunis au domicile de M. Walid Joumblatt, président de ce Mouvement, « Je m'en vais, mais mon cœur restera à Beyrouth », a déclaré M. Arafat aux journalistes, qui se trouvaient chez M. Joumblatt, ajoutant : « Je continuerai la lutte. Mon séjour au Liban est une station dans mon combat ».

M. Arafat s'est ensuite rendu à la présidence du conseil, auprès du premier ministre libanais, M. Chafic Wazzan, pour lui faire également ses adieux. Accompagné de ce dernier, il s'est dirigé vers le port. Une délégation groupée des ministres libanais, les dirigeants du Mouvement national et du mouvement chiite (Amal) accompagnait le cortège.

Au port, de nombreux responsables politiques et religieux libanais, palestiniens et étrangers attendaient sur les quais. Parmi eux, le ministre de la Culture libanaise, cheikh Hassan Khulud, l'ancien premier ministre libanais Selim Al Foss, Abou Lyad, un des principaux responsables du Fatah, principale organisation palestinienne, ainsi que l'ambassadeur de France au Liban, M. Paul More Henry. — (A.F.P.)

Beyrouth. — M. Yasser Arafat avait adressé, dimanche, un message d'adieu au Libanais. « Nous sommes combattants ensemble et nous sommes sacrifiés pour défendre le Liban, cette terre où ont vécu nos pères et où vivront nos enfants », a-t-il écrit. « Cette terre sera arabe », a-t-il conclu.

Le chef de l'O.L.P. s'adressant à « ses frères libanais qui ont été témoins de nous pour différentes raisons », M. Arafat a déclaré que les Palestiniens et les Libanais « resteront unis jusqu'à ce que la terre soit libérée et la justice faite ».

« L'histoire a retenu son souffle pour laisser se dérouler cette époque difficile avec le sang par la population de Beyrouth et ses défenseurs contre la machine de guerre la plus sauvage de l'ère moderne ».

« Beyrouth a fait un miracle d'heroïsme et donné l'exemple du défi dans les circonstances les plus difficiles que nous ayons connues », a-t-il conclu. « Les mots ne suffisent jamais pour dire tous mes sentiments d'amour et de respect pour tous ceux qui ont donné leur vie pour la libération de ce pays qui a accueilli, au

pris des plus grands sacrifices et avec la plus grande générosité, la révolution de notre peuple, sa lutte et ses braves combattants. Les mots ne suffisent jamais pour traduire les liens qui nous unissent », a poursuivi le chef de l'O.L.P.

« Mes frères et moi-même portons en nous le gage de notre fidélité au Liban, à son peuple, à la population de Beyrouth, à la brève, Beyrouth la courageuse, Beyrouth la fidèle », a-t-il dit.

Le chef de l'O.L.P. note-t-on, n'a pas effectué d'annonce officielle vers le pouvoir libanais, encore moins envers le nouveau président, adressant nettement son discours à ceux des Libanais qui se sont tenus aux côtés des Palestiniens.

Avec le départ de M. Arafat, une page de l'histoire du Liban d'une part, de la résistance palestinienne de l'autre, est tournée. Cet épisode aura duré deux ans, de 1970 à 1982, durant lesquels le Liban, devenu le Q.G. et le sanctuaire de l'O.L.P., a été le théâtre de la plus grande bataille du monde moderne.

Entre-temps, l'évacuation des Palestiniens se poursuit à un rythme soutenu. Une centaine de quatre-vingt soldats de l'A.L.P. et cinq cents fedayin partis dimanche par la route pour Damas, et les premiers contingents de syriens retirés lundi matin par la même voie, ce sont près de six mille combattants qui auront quitté Beyrouth-Ouest. Les douze à quinze mille dont le départ est prévu conformément au plan Habib.

Le retrait des troupes syriennes s'est effectué, sur trois jours, à un rythme soutenu. Les douze mille hommes déjà regroupés, avec leurs véhicules et leurs tanks, en quelques points de la capitale. Contrairement aux Palestiniens, ils partent avec leurs armes lourdes. Contrairement aux Palestiniens aussi, leur convoi n'est pas suivi par les barouds d'adieu qui, depuis dix jours, ont rythmé les journées de Beyrouth-Ouest.

La progression de l'armée libanaise. Au fur et à mesure que l'opération d'évacuation avance, le déploiement de la force multinationale se développe. Les Français font l'essentiel du travail dans ce domaine, défilant entre tous. Deux soldats ont été blessés samedi et dimanche (1). Les Italiens, occupés à l'évacuation des réfugiés, ont des convois routiers vers Damas, où quand même légèrement élargi leur secteur d'implantation. Les Américains ne bougent pas du port, ce qui, dans leur présence, assure la couverture politique de l'opération et il est probable que sans les « marines » il n'y aurait ni baragouins ni même légionnaires et « paras » à Beyrouth.

Le contingent français a donc poussé jusqu'au Ring, à la lisière du centre-ville en ruine, ouvrant des rues qui n'avaient plus vu d'âme qui vive — si ce n'est des combattants se déplaçant de part et d'autre, à travers un réseau de sous-sols qu'ils avaient reliés entre eux et qui étaient devenus de gigantesques termitières. Depuis un à quatre ans, ils ont ouvert un chenal en démontant une voie de pénétration : de ce seul petit secteur, ils ont retiré près de 3 tonnes de mines et engins explosifs divers, ce qui donne une idée de la tâche qui reste à entreprendre, à supposer réelles les problèmes politiques, avant que le centre-ville puisse redevenir réellement accessible.

Dans le sillage des troupes françaises, l'armée libanaise a pris possession de la ville. Elle pénètre lentement dans Beyrouth-Ouest. Les milices progressistes libanaises, à qui les Palestiniens ont rendu une partie de leurs armes lourdes avant de partir, ce dont attestent quelques chars supplémentaires aux mains des morabitoun, cèdent le terrain de mauvaise grâce, mais, jusqu'à présent, sans incident notable, d'autant plus qu'elles remettent leurs positions aux Français, les soldats libanais

n'arrivant qu'ensuite. Ainsi, en trois jours, le grignotage a été de 700 à 800 mètres au départ du Musée, sur l'avenue Fouad-III, jusqu'à l'hôpital Berth.

Lundi, l'armée libanaise doit prendre la relève des troupes syriennes devant les édifices publics de Beyrouth-Ouest et y récupérer ses trois casernes, dont il reste peu de choses après les bombardements israéliens. Les leaders musulmans ont accepté l'entrée de la troupe nationale dans leur moitié de ville à condition qu'elle soit utilisée comme force d'appui à la police et à la gendarmerie, et qu'elle relève, dans ce cas spécifique, du ministre de l'Intérieur, qui est musulman.

Autre aspect important de la normalisation en cours : l'adoption de Beyrouth pourrait être ouverte jeudi. Les travaux y sont déjà en cours. Mais les Israéliens ne l'ont toujours pas évacuée. Ils devraient le faire dès que la force multinationale, en l'occurrence le contingent italien, s'y présentera. Les fonctionnaires sont appelés à leur tour à reprendre le travail ce lundi.

Le président élu, M. Bechir Gemayel, multiplie les appels à l'opposition islamique et non sioniste, à l'exception de ceux qui, comme tous les combattants, y compris ceux de l'autre bord, se sont battus et sont morts pour la cause libanaise, chacun selon l'idée qu'il s'en faisait. Il a lancé un appel express à son adversaire chrétien, M. Raymond Edde, exilé volontaire depuis six ans à Paris, pour qu'il rentre à Beyrouth afin de mener de la soit opposition.

L'ambassadeur américain, M. Habib, qui a reçu dimanche un des principaux leaders de l'islam libanais, M. Saeb Salameh, s'emploie à

arrondir les angles entre M. Gemayel et la fraction de l'islam qui le refuse. Cela semble être en bonne voie, en ce qui concerne au moins Beyrouth-Ouest. On croit savoir que, sollicités par les Américains, les Saoudiens se montreraient moins réticents qu'ils ne l'ont été lors de l'élection présidentielle. La Syrie, quant à elle, attaque le nouveau président tout en réévaluant sa politique au Liban.

M. Habib, après une semaine de vacances qu'il s'octroiera lorsque l'opération d'évacuation sera terminée le 4 septembre, aura promis de revenir à Beyrouth pour régler le problème des combattants palestiniens et des troupes syriennes de la Bekaa et du sud libanais.

Mais aussi important sinon plus que tous ces éléments politiques est peut-être le témoignage humain des Beyrouthins. Les dés du premier jour, démontaient par dizaines en écarquillant les yeux dans l'unique rue débarrassée vers le centre-ville pour jeter, enfin, un regard vers l'ouest. Les rues de Beyrouth-Ouest, découvertes, mûrissent, que les rues, sous un tapis d'herbes folles, hautes de plus d'un mètre, serpentent parmi les ruines.

LUCIEN GEORGE.

(1) Le premier, un sergent du 3^e B.A.12, le régiment parachutiste d'infanterie de marine, de faction à un point de contrôle dans le couloir d'interposition situé au nord de la zone de la gare, a été tué par une balle perdue au moment où se produisaient comme chaque soir, à Beyrouth, des tirs en l'air d'armes automatiques. Il a été soigné à l'hôpital chirurgical, où son état inspire une inquiétude. Le second, un sergent du 1^{er} R.G.P., a été blessé aux jambes par un éclat d'arme à feu. Il a été soigné à l'hôpital de la gare, où il se trouve actuellement dans le couloir d'interposition.

Dans une interview recueillie par Oriana Fallaci Le nouveau gouvernement libanais est un bébé né d'une césarienne et qui ne peut faire face à la situation déclare le général Sharron

Washington (A.F.P.) — « Il se serait hypocrite de dire » qu'Israël accueillerait au Liban « un gouvernement qui soit prêt à accueillir de nouveaux les Syriens et les terroristes », a reconnu le ministre israélien de la Défense, M. Ariel Sharron, dans une interview recueillie par la journaliste italienne Oriana Fallaci et publiée dimanche 29 août par la Washington Post.

« Le nouveau gouvernement libanais est un bébé né d'une césarienne », a-t-il déclaré. « Il n'est pas en mesure de faire face à la situation actuelle », a poursuivi M. Sharron.

« Si les Syriens restent aussi près de Beyrouth, si nous abandonnons le contrôle de la route Beyrouth-Damas, le nouveau gouvernement ne survivra pas », a-t-il ajouté.

Déclarant souhaiter éviter un combat dans la vallée de la Bekaa, le ministre de la Défense a toutefois prévenu la Syrie des conséquences d'un refus de se retirer : « Nos troupes et notre artillerie dans la vallée de la Bekaa sont à une portée de 25 kilomètres de Damas. Cela veut dire que nous pouvons bombarder Damas à tout moment, mais (...) nous préférons sincèrement une solution pacifique », a-t-il souligné.

Le ministre de la Défense a d'autre part estimé que l'Organisation de libération de la Palestine avait essuyé à Beyrouth une défaite politique et non une défaite militaire.

« Politiquement il [Yasser Arafat] est corrompu, a-t-il indiqué. Sa force consistait à avoir un centre international de terrorisme », qui ne pouvait exister qu'au Liban, en créant un État dans l'État.

M. Sharron a ensuite mis en garde les « terroristes » de l'O.L.P. : « Ils sont vivants parce que j'ai choisi de les laisser vivre. Une telle chance n'est pas une garantie pour l'avenir ».

« Malheur à eux, s'est-il écrié, s'ils osent reprendre leurs activités terroristes, même dans des pays étrangers d'Israël, malheur à eux ».

Les États-Unis étaient « totalement opposés » à l'opération libanaise, a admis M. Sharron, mais l'État hébreu n'avait « besoin d'une permission pour entrer au Liban ». Il a par ailleurs nié que les pressions américaines aient empêché de prendre Beyrouth-Ouest.

« La longue durée de cette guerre inquiète énormément les Américains, a-t-il poursuivi. Ils ne veulent pas comprendre qu'elle durait parce que j'évitais d'entrer dans Beyrouth ».

Abordant enfin le sort des réfugiés palestiniens dans le monde arabe et les territoires occupés, M. Sharron a répété qu'ils avaient déjà une patrie, « la Transjordanie » du roi Hussein.

« Nous ne permettrons jamais un autre État palestinien ». (...) « On ne touchera pas à la Judée et à la Samarie, ni à Gaza, n'y comptez pas », a conclu M. Sharron.

BAC et SC.PO

préparation simultanée pour élèves de bon niveau et redoublants terminale
CEPES

Le Monde

Service Abonnements

100 rue de la Harpe, 75004 Paris

01 47 33 60 00

01 47 33 60 01

01 47 33 60 02

01 47 33 60 03

01 47 33 60 04

01 47 33 60 05

01 47 33 60 06

01 47 33 60 07

01 47 33 60 08

01 47 33 60 09

01 47 33 60 10

01 47 33 60 11

01 47 33 60 12

01 47 33 60 13

01 47 33 60 14

01 47 33 60 15

01 47 33 60 16

01 47 33 60 17

01 47 33 60 18

01 47 33 60 19

01 47 33 60 20

01 47 33 60 21

01 47 33 60 22

01 47 33 60 23

01 47 33 60 24

01 47 33 60 25

01 47 33 60 26

01 47 33 60 27

01 47 33 60 28

01 47 33 60 29

01 47 33 60 30

01 47 33 60 31

01 47 33 60 32

01 47 33 60 33

01 47 33 60 34

01 47 33 60 35

01 47 33 60 36

01 47 33 60 37

01 47 33 60 38

01 47 33 60 39

01 47 33 60 40

01 47 33 60 41

01 47 33 60 42

01 47 33 60 43

01 47 33 60 44

01 47 33 60 45

01 47 33 60 46

01 47 33 60 47

01 47 33 60 48

01 47 33 60 49

01 47 33 60 50

01 47 33 60 51

01 47 33 60 52

01 47 33 60 53

01 47 33 60 54

01 47 33 60 55

01 47 33 60 56

01 47 33 60 57

01 47 33 60 58

01 47 33 60 59

01 47 33 60 60

01 47 33 60 61

01 47 33 60 62

01 47 33 60 63

01 47 33 60 64

01 47 33 60 65

01 47 33 60 66

01 47 33 60 67

01 47 33 60 68

01 47 33 60 69

01 47 33 60 70

01 47 33 60 71

01 47 33 60 72

01 47 33 60 73

01 47 33 60 74

01 47 33 60 75

01 47 33 60 76

01 47 33 60 77

01 47 33 60 78

01 47 33 60 79

01 47 33 60 80

01 47 33 60 81

01 47 33 60 82

01 47 33 60 83

01 47 33 60 84

01 47 33 60 85

01 47 33 60 86

01 47 33 60 87

01 47 33 60 88

01 47 33 60 89

01 47 33 60 90

01 47 33 60 91

01 47 33 60 92

01 47 33 60 93

01 47 33 60 94

01 47 33 60 95

01 47 33 60 96

01 47 33 60 97

01 47 33 60 98

01 47 33 60 99

01 47 33 60 00

PROCHE-ORIENT

La mort de Nahum Goldmann

(Suite de la première page.)

En 1914, le déclenchement de la première guerre mondiale interrompit tout à la fois ses études de droit à l'université de Heidelberg et son activité de journaliste et de propagandiste de l'idéal sioniste. En effet, possédant toujours la nationalité russe, il est considéré par les autorités allemandes comme sujet d'un pays ennemi et assigné à résidence à Bad Nauheim, station thermale proche de Francfort. En dépit de cela, pour lui comme pour la grande majorité de ses coreligionnaires de l'Allemagne de Guillaume II, le choix est fait : l'Allemagne étant en guerre contre l'empire russe, la plus grande puissance ennemie du sionisme, il soutiendra malgré tout les puissances de l'Axe avec l'espoir que, la guerre achevée, le Kaiser apportera son soutien à la création d'un foyer national juif en Palestine. Nahum Goldmann, malgré sa situation d'étranger, est appelé à Berlin par le ministre des affaires étrangères pour s'occuper de la propagande allemande auprès des juifs du monde entier. C'est donc au service du Kaiser que Nahum Goldmann fit ses premières armes dans la diplomatie, servant l'Allemagne pour servir les juifs.

La guerre finie, il retourna à Heidelberg pour y achever ses études et se parer, à l'allemande, d'un titre de docteur, dont il fera toujours précéder son nom. Jamais, même dans les heures les plus sombres du nazisme, Nahum Goldmann n'oubliera qu'il a été nourri de cet « esprit allemand », qu'il estimait

être le plus proche de l'esprit juif. C'est lui qui, plus tard, devant des auditeurs juifs médusés, parlait des « affinités électives schizophréniques » qui rapprochent, malgré l'holocauste, le peuple juif et le peuple allemand. Tout en poursuivant son activité de journaliste sioniste, Nahum Goldmann entreprend, en compagnie de son ami Jacob Klatzkin, une entreprise culturelle monumentale : l'édition de l'*Encyclopédie juive*.

Pendant dix ans, jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Hitler, Goldmann et Klatzkin publient, en allemand, dix volumes rassemblant tout le savoir juif dispersé dans le temps et dans l'espace. Surtout, interrompue, cette entreprise vit son achèvement à la fin des années 60, où fut publiée, en Israël, en seize volumes, l'*Encyclopédie juive* en anglais qui fut diffusée à plus de trente mille exemplaires.

Parallèlement, Nahum Goldmann prend une part de plus en plus active au mouvement sioniste. La déclaration Balfour, qui, au nom de l'Angleterre, reconnaissait le droit des juifs à un « foyer national » en Palestine, avait fait naître un immense espoir dans le mouvement sioniste. Mais la réalité était différente : la Grande-Bretagne, puissance mandataire en Palestine, soucieuse de ménager ses relations avec les Arabes, ne mettait pas, c'est le moins qu'on puisse dire, de hâte à faire passer dans les faits ce que tous les sionistes attendaient : la création d'un Etat juif en Terre sainte. C'est alors que commença la « longue marche » qui aboutit, en mai 1948, à la création de l'Etat juif.

La « longue marche » vers l'Etat juif

Entre les deux guerres, le mouvement sioniste était divisé en plusieurs tendances qui, souvent, s'affrontaient durement. Il était dominé par la personnalité de celui qui allait devenir le premier président de l'Etat d'Israël, Chaim Weizmann. Au congrès de Bâle, en 1901, Nahum Goldmann contribua à écarter Chaim Weizmann de la direction de l'Organisation sioniste mondiale, car il jugeait son attitude trop conciliante avec les Britanniques.

En même temps, il ne cessait de mettre en garde les juifs du monde entier contre les dangers du nazisme montant, sans grand succès d'ailleurs. Lorsque Hitler prit le pouvoir en Allemagne, en 1933, Nahum Goldmann se trouvait en Palestine, où il s'était rendu pour assister aux derniers moments de son père. Pendant son absence, ses biens furent confisqués, et il fut privé de la nationalité allemande.

A la fin de l'année 1933, Nahum Goldmann, devenu citoyen du Honduras grâce à l'intervention du ministre français Barthou, est chargé par l'Agence juive de défendre, auprès de la Société des Nations à Genève, les droits des minorités juives dans les pays où ceux-ci étaient menacés.

A Genève, Nahum Goldmann se lia avec de nombreux diplomates, dont le représentant soviétique à la S.D.N., Litvinov, qui s'était violemment opposé à la politique multinationale de la Société des Nations. Jusqu'à sa mort, et malgré toutes les vicissitudes de la politique soviétique envers les juifs, Nahum Goldmann garda des relations très étroites avec les diplomates soviétiques. Après Litvinov, il eut des contacts très proches avec André Gromyko et Anatoly Dobrynin, et il se garda toujours d'attaquer de front l'Union soviétique, étant en la matière bien souvent à contre-courant de l'opinion publique juive et israélienne. Cette attitude peut s'expliquer par des raisons historiques : Nahum Goldmann a toujours été persuadé que l'existence de l'Etat

juif ne pouvait être garantie que par un consensus des deux grandes puissances de l'après-guerre : les Etats-Unis et l'U.R.S.S. D'un autre côté, et c'est là ce qui fait à la fois l'originalité et la grandeur du personnage, il était persuadé qu'en pouvait tout obtenir, même de ses adversaires, en faisant jouer les ressorts psychologiques et la séduction. A l'égard des Soviétiques, tout en demeurant un adversaire résolu du communisme, il s'en tint toujours à cette ligne de conduite : ne pas provoquer, ce géant souffrant d'un complexe d'infériorité.

C'est ainsi qu'il put obtenir, à l'issue de la guerre, que l'Union soviétique soutienne activement la création de l'Etat d'Israël. En 1948, avec le rabbin américain Stephen Wise, Nahum Goldmann créa le Congrès juif mondial, dont il assumera la présidence jusqu'en 1977.

Stephen Wise et Nahum Goldmann, contrairement à d'autres dirigeants sionistes, étaient persuadés qu'il fallait réunir dans une organisation unique l'ensemble du judaïsme mondial, et cela en dépit des profondes divergences qui séparaient les juifs vivant dans des pays communistes, par exemple de ceux vivant dans les démocraties libérales. Pour Nahum Goldmann, la création de l'Etat d'Israël ne pouvait résoudre qu'une partie des problèmes des juifs, et il était nécessaire, à son avis, de préserver l'existence et de favoriser le développement du judaïsme dispersé.

En 1940, Nahum Goldmann quitte Genève pour les Etats-Unis. Sa tâche est alors double : mettre de l'ordre dans ce « chaos hyperorganisé » qu'est alors le judaïsme américain, et continuer à agir pour la création d'un Etat juif dans la Palestine mandataire. Les débats sont durs au sein de l'organisation sioniste. Avec David Ben Gourion et Chaim Weizmann, Nahum Goldmann est favorable à un plan de partage de la Palestine av les Arabes Gold Meir et d'autres dirigeants sionistes exigent une souveraineté juive sur l'ensemble de la Palestine. A l'issue de la guerre, Nahum Goldmann parvient, non sans difficulté, à rallier le président Truman à l'idée du partage de la Palestine. L'opposition résolue de la Grande-Bretagne rendait problématique l'obtention à l'ONU de la majorité des deux tiers nécessaire à la création de l'Etat juif. Il fallut toute l'habileté manœuvrière de Nahum Goldmann pour aboutir au scrutin historique du 29 novembre 1947, et six mois plus tard à la proclamation de l'Etat d'Israël par David Ben Gourion à Tel-Aviv.

Pourquoi, alors que l'objectif pour lequel il lutta depuis plus de vingt ans venait de se réaliser, Nahum Goldmann refusa-t-il de faire partie du premier gouvernement de l'Etat d'Israël ?

Tout d'abord, il était persuadé que la lutte pour la survie du jeune Etat était loin d'être terminée. Au fond de lui-même, il jugeait prématurée la création d'un Etat juif tant qu'il n'y aurait pas eu une « déclaration Balfour » des Arabes, ce qui aurait évité la guerre d'indépendance de 1948 et ses conséquences que nous subissons encore aujourd'hui. A cela s'ajouta son opposition personnelle à Ben Gourion. Les deux hommes se respectaient, mais c'était le jour et la nuit. Ben Gourion était le chef de guerre, celui qui ne comptait que sur la force des armes et l'aspect de sacrifice de son peuple pour parve-

nir à ses fins, et surtout ne supportait aucune contestation de son pouvoir absolu. De son côté, Nahum Goldmann, le diplomate, n'était pas non plus, précisément, un démocrate. Celui qu'on a appelé « l'aristocrate du judaïsme » tenait le démocrate pour un mal nécessaire, et prêtait toujours à force de ruse et d'obésité, de créer un Etat, mais il n'avait ni la volonté ni peut-être les capacités de le faire fonctionner au jour le jour.

Mais, plus profondément, Nahum Goldmann restait un juif de la tradition européenne, un juif cosmopolite, qui n'aurait jamais supporté de voir son champ d'action limité à l'horizon du kibboutz. Cet « anachronisme sans espoir », comme il aimait à se définir lui-même, était capable, à force de ruse et d'obésité, de créer un Etat, mais il n'avait ni la volonté ni peut-être les capacités de le faire fonctionner au jour le jour.

Les réparations allemandes

Nahum Goldmann entreprend alors ce qui sera la seconde grande affaire de sa vie d'homme d'Etat : la négociation, avec le gouvernement allemand, des réparations que le gouvernement de la République fédérale devait accorder aux victimes juives du nazisme. Encore une fois, ni juridiquement ni politiquement, l'affaire n'était simple. Juridiquement, il était difficile de faire admettre, en termes de droit international, que l'Allemagne devait des réparations à un Etat qui n'existait pas encore pendant la guerre. Politiquement, la période de guerre froide qui s'ouvrait entre les Occidentaux et le camp soviétique n'instaurait pas les allées de la veille à faire pression sur les Allemands dans ce sens. Chez les sionistes eux-mêmes les avis étaient partagés : une bonne partie d'entre eux repoussait avec horreur toute idée de négociation avec l'Allemagne. Lorsque les négociations entre le chancelier Adenauer, commencées dans le plus grand secret, furent connues, en vit des membres des mouvements sionistes insulter publiquement Nahum Goldmann, qui, pour la première fois de sa vie, se fit protéger par des gardes

du corps. Ces négociations, ce fut aussi la rencontre de deux hommes : Nahum Goldmann et Konrad Adenauer. Le chancelier allemand était persuadé que le retour de l'Allemagne dans la concert des nations passait par le paiement de la dette immense que son pays avait contractée à l'égard des juifs.

Nahum Goldmann, de son côté, estimait que seule une aide économique substantielle pourrait permettre au jeune Etat de décoller économiquement, et d'assurer sa survie dans un environnement hostile. Une fois de plus, Nahum Goldmann sait utiliser son charme, son habileté diplomatique pour obtenir du chancelier allemand une somme énorme au regard de la situation économique de l'Allemagne de l'époque : 500 millions de deutschemarks.

A ce sujet, Nahum Goldmann se plaisait à raconter l'anecdote suivante : « Le chancelier Adenauer s'étonnait de ma fixation sur le chiffre de 500 millions de deutschemarks. Je lui répondis en lui racontant une histoire juive : « Il y avait une fois, un épouvanté juif qui était bégue. « Entre un client qui lui demandait le prix du harang. Réponse :

« 20 kopecks Et le livre de beurre ? Réponse : 20 kopecks Le kif de sucre ? Toujours 20 kopecks. Comment ! s'étonne le client, tout est au même prix, chez vous ! Eh oui, répond l'épicier, c'est plus facile à prononcer. » Peu de temps après, l'accord se faisait sur la somme de 500 millions de deutschemarks... »

En 1962, Nahum Goldmann quitte les Etats-Unis, prend la nationalité israélienne et s'installe à Jérusalem. Il se tient cependant en retrait de la vie politique de l'Etat juif, tout en assurant toujours la présidence de l'Organisation sioniste et du Congrès juif mondial. Après la guerre de six jours, en 1967, son opposition à la politique expansionniste des gouvernements israéliens est telle qu'il est contraint d'abandonner la direction de l'Organisation sioniste. En 1968, il quitte Israël, prend la nationalité suisse, et, jusqu'à sa mort, partage son temps entre ses diverses résidences, à Genève, Paris et Washington. En 1970, il tente de prendre contact avec le président Nasser, mais y renonce devant le tollé suscité par son initiative en Israël et dans le monde juif. En 1977, il

« prend sa retraite » de la présidence du Congrès juif mondial, mais continue à intervenir activement dans deux domaines qui lui tiennent au cœur : la recherche d'une paix définitive entre Israël et les Arabes, et le sort des juifs de l'Union soviétique. Dans ces deux domaines, Nahum Goldmann est partisan d'une ligne modérée. Il manifeste vivement son opposition à la politique du gouvernement Begin dans les territoires occupés, et défend sans relâche le point de vue selon lequel Israël ne peut subsister que sous la forme d'un Etat neutre, dont l'indépendance serait garantie par les deux grandes puissances.

Par ses contacts fréquents, directs et indirects avec les dirigeants arabes de toute tendance, y compris ceux de l'O.L.P., il s'efforça de créer l'atmosphère favorable à une paix durable au Proche-Orient. Par tous les moyens, il tenta de rapprocher les dirigeants soviétiques, persuadé qu'il est que seul un contact direct, d'homme à homme, avec Leonid Brejnev ou Mikhail Soudov peut lui permettre de faire avancer la question du statut des juifs dans la société soviétique.

Un homme d'Etat à l'échelle humaine

Au-delà du diplomate de grande envergure, ce qui fascinait chez ce petit homme courtois, c'était l'incroyable dévouement avec lequel il considérait les hommes et les événements. Cela tient peut-être au fait que jamais, du cours de sa longue carrière, il n'a laissé entièrement envahir sa vie par son activité politique. Grand amateur de littérature et de musique, Nahum Goldmann a pris le temps de vivre dans la tourbillon de l'histoire que, comme

tout juif de sa génération, il ne pouvait éviter.

Peut-être est-ce aussi à cause de cela que les juifs de la nouvelle génération, les juifs « nés après », après l'holocauste et l'Etat d'Israël, ont le sentiment d'avoir perdu quelque chose de très proche malgré l'écart des générations, une sorte de grand oncle d'Amérique un peu original, un géant qui était humain, trop humain.

LUC ROSENZWEIG.



Jean de Bonnot, Éditeur de livres rares, présente dans la collection d'art dite « Centenaire » de Jules Michelet

L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Avec les 128 tableaux historiques, gravés au burin et à l'eau forte, imprimés en l'an XIII de la République*



1798
1874

Jules Michelet a eu le courage d'exhumer l'énorme dossier de la « Révolution Française » quelque soixante ans seulement après l'exécution de Robespierre. Nul, avant lui, n'avait interrogé avec cette conscience exemplaire les pièces à conviction et les dossiers de la grande tourmente ; nul n'avait eu le courage, ou simplement l'idée, de questionner avec méthode, les rares survivants. Nul n'avait eu la lucidité, l'énergie et le talent de faire revivre, dans leur authenticité, les artisans de notre apogée révolutionnaire.

C'est le véritable « dossier » de la Révolution Française.

Jamais on ne conta, avec tant de vérité et d'émotion, le procès et la mort de Louis XVI, les noyades de Carrier à Nantes et l'arrestation des Girondins, l'assassinat de Marat et le procès de Charlotte Corday, l'exécution de Marie-Antoinette et la fin de Danton et de Robespierre, de Saint-Just et de combien d'autres. Jamais le passé ne fut plus vivant, plus présent, jamais les acteurs de ce drame ne furent dépeints avec autant d'objectivité dans leur petitesse et leur grandeur.

L'Histoire de la Révolution Française de Jules Michelet brigue le double suffrage des amateurs d'Histoire et des fervents de grande littérature. Cette double réussite est presque unique et le miracle — car il y a un

miracle Michelet — c'est que l'Histoire, comme l'écrivain, sent, aujourd'hui plus que jamais, l'un et l'autre d'actualité. Les ans n'ont fait que raffermir cette œuvre exceptionnelle.

L'édition du centenaire réimprimée en collection d'art.

En 1974, à l'occasion du centenaire de la mort de Jules Michelet, j'avais considéré comme un devoir de marquer cet événement en rééditant l'Histoire de la Révolution Française dans une collection digne de la grandeur du personnage. Illustrée exclusivement avec des gravures de l'époque, cette édition dite du centenaire, très recherchée en bibliophilie, était devenue introuvable. Adhérent aux nombreuses demandes de bibliophiles et amateurs d'Histoire, j'ai réimprimé, en collection d'Art, cet

ouvrage majeur de notre culture nationale.

Un ouvrage fait de main d'ouvrier comme autrefois.

Tout l'ouvrage est réuni en sept volumes in-octavo (14x21 cm), parfaitement reliés à l'ancienne : chaque reliure est faite d'une seule pièce en plein cuir de mouton, sans défaut, est décorée de fers originaux d'époque révolutionnaire dont les motifs du dos s'inscrivent à l'or fin 22 carats sur fond jadis antique. Le texte intégral soigneusement revu d'après l'édition originale est imprimé avec un soin extrême sur un très beau vergé riche en chiffon et teinté dans la masse, dont les amateurs qui me sont fidèles savent qu'il est spécialement fabriqué sur mes indications. Chaque volume est truffé d'illustrations de l'époque révolutionnaire. Au total 128 tableaux historiques de l'an XIII de la Révolution.

CADEAU

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans le semaine, recevront une estampe originale. Cette gravure de 14x21 cm est une véritable petite œuvre d'art, numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision. Jean de Bonnot

BON D'EXAMEN GRATUIT

(sous réserve d'épuisement du tirage) Je suis curieux de voir, sans engagement de ma part, le premier volume de la « Révolution Française » de Jules Michelet. J'examinerai la qualité de cet ouvrage et, si je ne suis pas entièrement convaincu de sa valeur et de son intérêt exceptionnel, je vous le retournerai dans son emballage d'origine, sans rien vous devoir. Si, par contre, il me plaît, je vous en réglemerai le montant au prix spécial de 167 F (+ 10,70 F de timbres). Les 6 volumes suivants me parviendront à la cadence d'un par mois et au même prix.

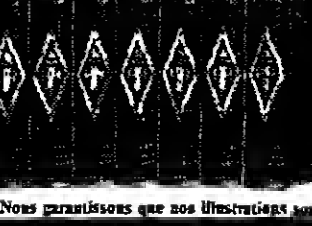
Nom..... Prénom..... Adresse..... Code postal..... Ville..... Signature..... (Signature des parents ou du tuteur pour les mineurs)

Vente exclusive par courrier chez le seul

JEAN DE BONNOT

Éditeur de livres rares et précieux.

7, Fg Saint-Hippolyte - 75392 Paris Cedex 08.



Garantie de vie

Il vaut mieux avoir moins de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres ne peuvent pas être vendus à vil prix et doivent à l'acheteur éclairé des satisfactions inépuisables. Jean de Bonnot ne publie que des œuvres soignées dans les plus petits détails qui prennent de la valeur chaque année, c'est pourquoi il s'engage à les racheter au même prix, aux souscripteurs qui le désirent.

* Nous garantissons que nos illustrations sont toutes directement sur les originaux gravés.

BAC et SC.P.

L'ayatollah Khalkhali réclame la peine capitale pour M. Ghotbzadeh

AMÉRIQUES

Le président du parti démocrate-chrétien est condamné à six ans de prison

ASIE

NOMBREUSES ARRESTATIONS DE MILITANTS AUTONOMISTES SIKHS AU PUNJAB

New - Delhi (Rauter, A.F.P. U.P.I.) — Environ trois cents personnes, membres de la communauté religieuse sikh, ont été arrêtés par la police indienne à l'Etat du Punjab, dans le nord de l'Inde. Elles appartenant à des familles de hauts fonctionnaires sikh. Parmi eux, le chef du parti sikh Akali dal qui fait campagne pour l'autonomie du Punjab, gouverné par le parti du Congrès, pour pouvoir devenir un Etat indépendant.

Les autorités ont affirmé que ces arrestations, qui portent à présent à 1.200 le nombre de personnes arrêtées des sikhes emprisonnées depuis le 4 août dans cet Etat, font suite au détournement de deux avions sikh, l'un à l'Etat du Punjab, l'autre à l'Etat du Bengale occidental, et à un attentat dont est sorti vainqueur le commandant en chef du gouvernement du Punjab, le chef du mouvement des sikhes dans le monde (22-23 août); elles sont destinées à empêcher les troubles, indiqués par un officier indien, de se répandre.

White a franchi les samedi 22 août, sans incident, la frontière des Cortes et a demandé l'asile politique en Corée du Nord. La police nord-coréenne, annonçant qu'elle avait arrêté le sikh militaire étiqueté opposé à la politique d'« agression » des Etats-Unis, a déclaré qu'elle n'avait pas été mis sous la « protection cordiale » d'un organisme spécial.

Les autorités américaines ont confirmé pour leur part que le soldat Joseph White, stationné à l'aéroport de l'Etat de New York, n'avait pas été autorisé à franchir la frontière, mais n'admet qu'il était possible que la version nord-coréenne de l'incident soit exacte.

Il n'y a pas eu de réaction de la Corée du Nord de personnel militaire américain depuis la fin de la guerre de Corée en 1953. La Corée du Nord a déclaré qu'elle avait été surprise par l'incident.

Un porte-parole de l'armée américaine a indiqué que sans avoir de détails sur ce qui sont devenus

UN SOLDAT AMÉRICAIN DEMANDE L'ASILE POLITIQUE

Un soldat américain Joseph White, a franchi le samedi 28 août, la zone démilitarisée entre les deux Corées et a demandé à être interrogé par les journalistes. La radio nord-coréenne annonçant cette defection, a indiqué que le militaire était opposé à la « politique d'agression américaine en Corée, et qu'il avait été mis sous la « protection cordiale » d'un organisme spécial.

Les autorités américaines ont confirmé pour leur part que le soldat américain, dont la stationnement, avait été dans la zone, se portait adrems qu'il était « possible » que la version nord-coréenne de l'incident soit exacte.

Le porte-parole américain de la Corée du Nord de personnel militaire américain depuis la fin de la guerre de Corée en 1953, La Corée du Nord, a déclaré en 1964. Un porte-parole de l'armée américaine a indiqué ne pas avoir de détails sur ce que sont devenus

AFRIQUE

Les relations de la France avec le Centrafrique et le Tchad se détériorent

Si, comme on a quelques raisons de le croire, le P.S. et son premier secrétaire sont ainsi visés sans être nommés — et, jusqu'à nouvel ordre, sans qu'un schéma explicite ait été proposé — la situation est pour le moins étrange. On se rend compte, en effet, que la situation est étrangement celle du prince de Galles, lorsque les militaires britanniques avaient fortifié Patnash, aujourd'hui renommé M. Patnash, aujourd'hui exilé au Togo, d'avoir tenté de prendre le pouvoir avec l'assistance de certains officiers français. M. Joseph avait alors été vigilement suivi, avoir été nommé M. Patnash, lequel avait, nous le savons, plusieurs contacts avec des officiers français l'inviter à se rendre en France.

de parallèle entre ces deux réactions est d'autant plus intéressante que beaucoup de « patates », déçus par les malheurs des autres, cherchent à se distinguer dans le rang du F.F.O.-P.T. En outre, en juillet, lors de la fête officielle de Jean-Pierre Laroche à Bangor, des milliers d'un accueil « privilégié », dont les autorités centrales avaient alors pris connaissance, à l'occasion de la réception

de deux douzaines de réfugiés devenus, du point de vue des autorités, « d'innocents ».

Algérie

- MENI-SOMMET PANAFRICAIN. Les présidents Euzene Oula Diallo, Moussa Maïnassita et Moussa Traoré du Mali sont arrivés, dimanche 28 août, à Alger pour s'entretenir avec le chef d'Etat algérien.

Chine

- HUIT ANCIENS PRÉSIDENTS

point les rangs du P.F.O.-P.T. — outre, en juillet, lors de la fête officielle de M. Jean-Pierre Le Gai, à Bangui, M. Gombas aurait pu être considéré « privilégié », dont les autorités centrales avaient alors pris ombrage à l'occasion de la réception offerte à l'ambassade de France. Le ministre délégué au développement économique et coopératif, en fait, à tort ou à raison, Bangui aurait pu l'effort insuffisant pour le pays par l'adieu à la capitale, et les conditions de la précarité de la situation du régime : la pale neu-

● **MINI-SOMMET PANAFRICAIN.** — Les présidents Khouna Oul Haidallah de Mauritanie et Moussa Traoré de Mali sont arrivés dimanche 29 août, à Alger, pour échanger avec le président Chadli Bendjedid du Sahara occidental et de l'avènement de l'indépendance. La première question a également été abordée, vendredi, à Rabat, lors de l'audience accordée par Hassan II à M. Ousama Al-Bairi, ambassadeur du président égyptien.

l'attaque et trois fonctionnaires cambodgiens blessés.

Chine

● **HUIT ANCIENS DIRIGEANTS DE LA VILLE DE SHANGHAI** accusés d'avoir été les complices de la « bande des quatre » (dont faisaient partie la veuve de Mao Zedong, Jiang Qing, et ses deux fils) condamnés à des peines allant de quinze à dix-huit ans de prison. Parmi eux figurent

permettent au gouvernement général Kolléba de faire face, à la situation. Les forces sud-africaines continuent à progresser dans la province de Hanla sud de l'Angola. Elles ont capturé le 28 août, à Luanda, des sources militaires. Des troupes de l'armée communiste ont été signalées au nord de la ville la plus importante qui ait été organisée contre d'anciens dirigeants du régime. Les forces sud-africaines continuent à progresser dans la province de Hanla sud de l'Angola. Elles ont capturé le 28 août, à Luanda, des sources militaires. Des troupes de l'armée communiste ont été signalées au nord de la ville

Le 20 avril, chef de la gendarmerie, tenté par un message de Pretoria, qui opère dans la proximité de Cuvellat (180 km de la frontière namibienne, sur la même axe routier), se serait déplacé et aurait adopté des positions plus avancées à l'intérieur du pays. Toujours de même source, on indique que les éléments de l'Armée nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), de même que les combattants enrôlés dans des troupes privées, occupent une partie de la province de Cuvellat, frontalière de la Namibie. Quelques cinq mille cinq cents soldats occupent le centre du pays, selon le ministre angolais de la défense, et trente mille autres environ sont massés dans le sud-est, au nord de la Namibie. (A.G.)

● POURSUITE DE L'ENQUÊTE SUR LE SCANDALE HOMOSEXUEL AU PARLEMENT. Le commissaire de l'Éthiopie de la Chambre des représentants a annoncé, samedi 28 août, qu'elle poursuivrait son enquête sur d'éventuelles relations homosexuelles entre des membres du Congrès et des jeunes gens, et a appelé les autres députés à porter leurs messages. Le principal témoin et accusateur dans cette affaire, un ancien « page » âgé de dix-huit ans, M. Leroy Williams, a cependant reconnu, il y a quelques jours, qu'il avait menti (*le Monde* date 29-30 août), et

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(1) M. Mitterrand doit également se rendre au Burundi, au Rwanda et au Congo, tous pays francophones.

(2) L'hypothèse selon laquelle M. Hlasné Habi, pour payer ses fonctionnaires, serait tenté de « décaisser » sur le Sud afin d'y récupérer des dividendes de la répartition de coton semble erronée. Celle-ci « d'environ 70 000 tonnes cette année, contre 130 000 tonnes en moyenne les années précédentes — a déjà été vendue et ses dividendes distribués, ce que le colonel Kamugné, en particulier, ne peut pas ignorer.

A TRAVERS LE MONDE

● **M. ABDUL GHAFFAR LE-GARWAL**, a été nommé, samedi 2 août, ministre de l'Agriculture et du remplacement de **M. Fazal Rahim Momand**. Ce changement intervient dans les mesures prises en formes agraires et les efforts pour relever la production agricole ont donné des résultats encourageants du point de vue des autorités.

● **M. ABDUL GHAFFAR LE-GARWALI**, a été nommé, samedi 2 août, ministre de l'Agriculture qui remplaçait de M. Fazal Rahim Momand. Ce changement intervient alors que les mesures de réformes agraires et les efforts pour relever la production agricole ont donné des résultats décevants, du point de vue des autorités. — (A.F.F.)

Algérie

● **MENI SOMMET**, BANABET

● **M. ABDUL GHAFFAR LE-GARWALI**, a été nommé, samedi 2 août, ministre de l'Agriculture qui remplaçait de M. Fazal Rahim Momand. Ce changement intervient alors que les mesures de réformes agraires et les efforts pour relever la production agricole ont donné des résultats décevants, du point de vue des autorités. — (A.F.F.)

Algérie

● **MENI SOMMET**, BANABET

● **MINY-SOMMET BANAZET**

SAÏN **CHADILI**
Les présidents
Khouna Ould Haddadja de
Mauritanie et Moussa Traoré
du Mali sont arrivés, dimanche
29 août, à Alger pour s'entre-
tenir avec le président Chadli
Bendjedid, du Sahara occi-
dental et de l'annuaire de
l'unité africaine. Cette ven-
dredi, l'ambassadeur algérien, a
présenté au président Chadli
Bendjedid, vendredi à Rabat,
lors de l'audience accordée
par Hassan II à M. Oestma
Al-Bas, ambassadeur du Gama
Arabie.

du Mail sont arrivés, dimanches 29 août, à Alger pour s'embarquer avec le président Chadli Bendjedid. Le ministre de la Santé et de l'Aviation de l'Unité arabo-étrangère, dans une dernière question a également été écorchée, vendredi à Rabat, lors de l'audience accordée par Hassan II à M. Casmia Ali-Benabou, chef de la mission arabo-étrangère, en A.P.F. Régistral

● **HUIT ANCIENS DIRIGEANTS DE LA VILLE DE SIANGHAI** accusés d'avoir été les complices de la « bande des quatre » (dont le chef est la veuve de Mao Zedong, Mme Jiang Qing), ont été condamnés à des peines allant de quatorze à dix-huit ans de prison. Parmi eux figurent

l'unité est un salafite occidental et de l'ancien mouvement égyptien. Cette dernière question a également été évoquée, vendredi à Rabat, lors l'audience présidée par Hassan II. M. El-Al-Bay, émissaire du président égyptien. » (A.F.P. Reuter.)

Angola

● **AVANCEE DES TROUPES SUD-AFRICAINES.** — Les forces sud-africaines continuent à progresser dans la province de Huila (sud de l'Angola), a-t-on affirmé, samedi 28 août, à Luanda, de sources militaires. Des troupes de l'armée sud-africaine ont été signalées au nord de la ville

SIANGHAI accusée d'avoir été les complices de la « bande des quatre » (dont font partie le général Gao Zong, Mme Jiang Qing), ont été condamnés à des peines allant de quatorze à dix-huit ans de prison. Par ailleurs, deux anciens vice-présidents du comité révolutionnaire de la ville, MM. Xu Jingxian et Wang Xuebin. Ce procès est le plus important qui ait été organisé contre d'anciens dirigeants « gauchistes » depuis celui ou furent jugés, à la fin mai 1981, les quatre anciens amis de la « bande des quatre » ainsi que plusieurs militaires accusés d'avoir été les complices de l'ancien ministre de la défense, Lin Biao, en septembre 1971. » (A.F.P.)

22 mil de Cavalei (180 km de la frontière namibienne, se serait dit dans le communiqué), et 200 positions plus avancées à l'intérieur du pays. Toujours de même source, on indique que des éléments de la garnison nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), de 500 hommes, ont été incorporés dans les deux camps. Les unités qui occupent une partie de la province de Cuzene, frontalière de la Namibie. Quant aux 200 mil cinq cents soldats occupant le sud du pays, selon le ministre angolais de la défense, et trente mille autres environ sont massés sur la frontière nord de la Namibie.

● POURSUITE DE L'ENQUÊTE SUR LE SCANDALE HOMOSEXUEL DES AFRICAIS. La commission de l'éthique de la Chambre des représentants a annoncé, samedi 28 août, qu'elle poursuivrait son enquête sur d'éventuelles relations homosexuelles entre des membres du Congrès et des jeunes gens, appelés « pages », chargés de porter les messages. Le député démocrate et accusateur dans cette affaire, un ancien « page » âgé de dix-huit ans, M. Leroy Williams, a cependant reconnu, il y a quelques jours, qu'il avait menti (*Le Monde* date 29-30 août).

positions plus avancées à l'intérieur du pays. Toujours des militaires, mais aussi des éléments de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), de la Frelimo, ou des combattants dans les troupes de Frelimo qui occupent une partie de la province de Cumané, frontalière de la Namibie. Quelques dix mille combattants soldats occupent le sud du pays, selon le ministre angolais de la défense, et trente mille autres environ sont massés sur la frontière nord de la Namibie. — A.P.

Le Monde

PIERRE MALROY ET LE PESSIMISME

Comment s'en

Gardner 's 217

[illegible]

SELON L'ARTICLE 11

[illegible]

... avec le Centrafrique et le Tchad
... déstabiliseront

VERS LE MONDE

M. PIERRE MAUROY ET LE PESSIMISME DE L'OPINION

Comment s'en sortir ?

« Les résultats des sondages seraient-ils si négatifs ? » cette réflexion de M. Bernard Delors, porte-parole du P.S., met l'accent sur l'une des principales difficultés du pouvoir. Après avoir confirmé, le 25 août en conseil des ministres, le nouveau cours économique et social, décidé au mois de juin dernier, le gouvernement aura-t-il su tenir ? La gauche a trop fait le prisme, au quatorze mois du pouvoir, de sa capacité à s'auto-déstabiliser — en multipliant notamment les prises de position contradictoires — pour que l'on ne soit pas tenté de poser la question.

Le solde de cette période cahotante s'inscrit désormais avec précision en négatif : pour la première fois depuis le mois de mai 1981, le président de la République enregistre un pourcentage d'opinions négatives (46 %) supérieur à celui des opinions positives (43 %), soit une chute de onze points par rapport au mois de mai 1982. (Cet état de fait est dû à une baisse de dix points pour le premier ministre qui enregistre 39 % d'avis favorables et 48 % d'avis défavorables.)

Les bases d'un redressement ne sont cependant pas absentes du sondage de l'IFOP : une majorité de Français continue de rendre la crise internationale responsable des maux du pays, 47 % (contre 43 %) estiment que le gouvernement qui reste majoritairement « proche des préoccupations des gens » — « la capacité de prendre en charge les problèmes de la France. Enfin, l'opposition amoindrit son image, sans parvenir à inquiéter la gauche : celle-ci conserve une majorité de préférences partisans.

Garder le cap

Il reste donc à resserrer l'opinion, et à garder le cap. M. François Mitterrand devrait ouvrir lui-même à la réalisation du premier objectif, en intervenant de nouveau notamment lors de son prochain voyage dans la région Midi-Pyrénées (du 27 au 29 septembre). M. Pierre Mauroy fait volontiers état de sa détermination à épauler la nouvelle ligne économique.

Tout se joue pour lui, dans les trois mois qui viennent. Tout, c'est-à-dire la réussite de la sortie du blocage des prix et des revenus et l'acceptation par les partenaires sociaux d'une rigueur inconnue jusqu'alors en matière sociale ; tout, c'est-à-dire non seulement la réussite ou l'échec de la sortie du blocage des prix et des revenus, mais aussi la réussite ou l'échec de la sortie du blocage des prix et des revenus, mais aussi la réussite ou l'échec de la sortie du blocage des prix et des revenus.

M. Mauroy a toujours raisonnablement assuré de conduire le gouvernement jusqu'aux élections municipales de 1983. Il continue d'agir en fonction de cette échéance. Mais il le fait avec d'autres armes : celles du réalisme économique.

Il avait, jusqu'alors, l'image imprimée par M. Mitterrand à la gauche : celle des promesses tenues, du respect de la tradition redistributive de la gauche et de son attachement aux nationalisations. Il se « positionne » désormais de façon plus conforme à la tradition social-démocrate : le fait que l'on parle maintenant, au sein du gouvernement, d'un axe Mauroy-Delors n'est pas fortuit. Ce recentrage compte des avan-

tages, comme en témoignent les réactions suscitées par les mesures prises en faveur de l'épargne. M. René Monory, sénateur (U.D.F.) de la Vienne et ancien ministre de l'économie, est dans l'opposition, le dernier en date à les approuver. Les inconvénients existent aussi : comment la « base sociale » de la gauche va-t-elle accepter les mesures draconiennes que MM. Mauroy et Delors nous promettent pour rétablir les équilibres financiers des budgets sociaux ? Si le front syndical paraît, au moins au niveau des grandes centrales ouvrières, plutôt rassurant, des prises de position telles que celle de M. Roland Leroy dans l'hebdomadaire *Le Point* peuvent avoir valeur d'avertissement. Le directeur du quotidien communiste semble craindre que la nouvelle politique économique n'apparaisse comme un retour au barmanisme. Son intervention — « La rigueur n'est pas l'austérité », dit-il — et celle de M. Pierre Juquin à l'Europe 1 ont été interprétées autant comme un appel à l'explication de cette politique (pour bien montrer ce qu'elle a de différent par rapport à une gestion de « droite » de la crise) que comme une incitation à en corriger les aspects barbares.

Il est, de toute façon, important pour la gauche de ne pas se limiter à un discours de dénonciation de l'économie, au demeurant peu enthousiasmant. M. Mauroy compte donc rapidement, mettre l'accent sur la préparation du IX^e Plan, afin d'ouvrir des perspectives qualitatives plus optimistes. Son schéma est simple : si la plan Mauroy-Delors réussit, le premier ministre pourra se prévaloir de la mise en place des réformes de structures, de l'amorce d'un redressement économique et d'une modification des équilibres sociaux : il pourrait donc aborder avec une relative tranquillité d'esprit l'échéance municipale et son propre départ.

Enfin, l'audace n'a été obtenue, entre-temps, des indices de prix analogues à celui du mois de juillet, et l'assentiment des partenaires sociaux. Encore faudra-t-il que chacun, au gouvernement, se tienne à cette ligne. « Cela passe, ou cela casse », doit se dire le premier ministre en son for intérieur.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

M. LEROY : la rigueur n'est pas l'austérité

M. Roland Leroy, membre du bureau politique du parti communiste, relève, dans l'hebdomadaire *Le Point* du 28 août, les « approximations tapageuses » qui ont sauté à droite, les mesures gouvernementales de « droite » à gauche. Le directeur de l'hebdomadaire estime que ces réactions ne traduisent « pas du tout un ralliement soudain à une politique de justice sociale et de solutions à la crise, de la part des soutiens fidèles du grand patronat, mais, au contraire, l'espoir né chez eux, et l'absence de mesures qui requièrent — par exemple pour celles qui concernent l'épargne — de rappeler la politique du passé, et elles ne sont pas accompagnées des garanties contraignantes indispensables ».

M. Leroy ajoute : « Afin de garder le cap, d'atténuer les causes structurelles de l'inflation, d'agir avec priorité contre le chômage et l'inflation, de donner à l'industrie les moyens de son développement, (...) il faut, évidemment, de la rigueur. Cette rigueur n'est pas l'austérité ».

SELON UN SONDAGE IFOP - « LE POINT »

Le bilan de M. Mitterrand est jugé plus négatif que positif

L'hebdomadaire *Le Point* publie, lundi 30 août, un sondage réalisé par l'Ifop selon lequel le bilan de M. François Mitterrand recueille, pour la première fois depuis le début du septennat, plus d'opinions négatives que d'opinions positives.

Selon ce sondage, réalisé entre le 18 et le 19 août (l'intervention télévisée du chef de l'Etat date du 17 août), auprès d'un échantillon de mille cinquante-sept personnes, âgées de dix-huit ans et plus, représentatif de la population française, 42 % des personnes interrogées jugent « très positif » ou « plutôt positif » le bilan du président de la République (au lieu de 54 % en mai), et 46 % le qualifient de « négatif » (au lieu de 35 % en mai). Les appréciations formulées à l'égard du bilan du premier ministre suivent une évolution parallèle : 39 % d'opinions positives en mai au lieu de 49 % en mai ; 48 % d'opinions négatives au lieu de 36 %.

Le nombre de personnes qui estiment que le gouvernement a « la capacité de prendre en charge les problèmes qui se posent en ce moment à la France » diminue (47 % en août au lieu de 54 % en mai). Le nombre de ceux qui pensent le contraire augmente (43 % au lieu de 32 %). En revanche, l'opposition est en progrès : 39 % au lieu de 35 % la jugent

capable : 39 % au lieu de 41 % ne lui font pas confiance de ce point de vue. Le gouvernement perd onze points lorsque l'on interroge les Français sur la manière dont il prend en charge les problèmes économiques : 36 % en mai, 47 % en août jugent qu'il agit bien ; 55 % (au lieu de 44 %) pensent le contraire. La chute est moindre dans le domaine social : 56 % au lieu de 63 % lui accordent une bonne note ; 38 % au lieu de 29 % lui en donnent une mauvaise. Le parti socialiste est le seul parmi les quatre grandes formations politiques à provoquer plus d'attraction que de rejet. Parmi les personnes interrogées, 46 % souhaitent qu'il augmente son audience dans le pays et 40 % espèrent que cette audience diminue. Ces pourcentages s'inscrivent à 18 % et 73 % pour le P.C.F., 20 % et 54 % pour l'U.D.F., 35 % et 50 % pour le R.P.R. La note des personnalités de la majorité les mieux perçues par l'opinion, MM. Michel Rocard et Jacques Delors, est en régression. Le premier perd six points par rapport à son score de mai (51 % au lieu de 57 %) et le second six points (40 % au lieu de 46 %). Dans l'opposition, MM. Chirac et Giscard d'Estaing sont à égalité à 35 %. Le premier gagne cinq points et le second quatre.

MM. Pinton et Monory émettent des avis divergents sur l'opportunité d'un programme de l'U.D.F.

La question d'un candidat à l'élection présidentielle continue de préoccuper l'U.D.F., même si c'est pour la classer au rang des « fariboles » comme le fait M. Pinton, ou pour la juger « prématurée » comme l'explique M. Monory. Ce dernier, membre du collège exécutif du C.D.S., reconnaît à l'U.D.F. le mérite d'être « une merveilleuse stratégie électorale », à laquelle son parti reste attaché sans pour autant accepter de s'y intégrer. Ni M. Monory ni M. Pinton n'évoquent les refus jusqu'à l'opposé par les centristes de participer au congrès de l'U.D.F. prévu en octobre. M. Pinton, secrétaire général de l'Union, fixe à ce congrès la tâche d'élaborer un « message d'espoir national », première pierre dans l'édification avec le R.P.R. d'un « pacte de salut national ».

M. MONORY : LA DÉGRADATION DE LA SITUATION DE LA MAJORITÉ « NE PEUT QUE SERVIR L'OPPOSITION »

Dans une interview publiée par le *Journal du dimanche* du 29 août, M. René Monory, ancien ministre de l'économie, approuve le projet de réforme de l'épargne du gouvernement. Après avoir souligné un retour à « des méthodes de gestion plus sérieuses qu'il y a eu », il juge « dangereux » le blocage des salaires, et « dangereux » celui des prix. Évoquant d'autre part la situation de l'opposition, M. Monory (C.D.S.), président du conseil général et sénateur de la Vienne, maire de Loudun, déclare : « Les Français ont de plus en plus exigé, à l'égard du gouvernement, la situation est donc plus favorable à l'opposition » dont la stratégie, précise-t-il, doit être « celle de l'union ». Il préconise pour les élections de « regarder plutôt à court terme qu'à long terme ». « Il ne faut pas se tromper de combat », dit-il avant d'ajouter : « Il est prématuré d'imaginer ce que sera le combat des présidentielles ».

M. Dominati pose sa candidature un secrétariat général de l'U.D.F.

M. Jacques Dominati (P.R.), ancien secrétaire d'Etat, député U.D.F. de Paris, a déclaré lundi 30 août : « Il faut une nouvelle conception des partis qui comprennent l'U.D.F. pour donner à notre mouvement une direction plus unitaire, plus efficace et plus représentative et ainsi un nouveau secrétariat général, lequel doit être un élu soumis à la sanction populaire. » Après avoir rappelé qu'il avait été chargé par l'U.D.F. « de mener et de coordonner la liaison avec le R.P.R. », la bataille municipale à Paris », il se déclare « prêt à assumer le secrétariat général », s'engageant à assurer par M. Michel Pinton.

M. Dominati évoque l'échec de l'opposition nationale en Corse, dit-il, « à une défaillance des instances de l'U.D.F. et non au suffrage populaire ». Après « cet événement politique grave », il estime « dérisoire » la querelle à laquelle donne lieu le congrès de l'U.D.F. à Fontainebleau. M. Dominati ajoute : « Même si le parti gouvernemental et le parti communiste s'engagent dans la révision de ses objectifs initiaux, le pouvoir n'est pas assuré de résister à la confiance que le bon sens populaire lui refuse après les illusions de mai. Pour ma part, je crois plutôt à une radicalisation, une fuite en avant et des temps difficiles. Face à cette situation, le devoir de l'opposition est d'être prête à assurer l'alternance dans l'union la plus large et, pour nous U.D.F., de structurer un mouvement fort de l'adhésion de l'ensemble des Français, de l'opposition et des hommes de l'opposition ».

national. Aux yeux de M. Pinton, il est nécessaire et urgent que l'opposition dise « quels projets » elle a pour la France, de manière à tirer profit de ces succès électoraux. S'il convient de « développer de grands thèmes » pour les municipales, M. Monory, en revanche, considère qu'il n'y a pas d'urgence à mettre au point un programme. Ces divergences sur l'opportunité d'un programme ne remettent pas pour autant en cause la stratégie d'union que l'U.D.F. entend conduire vis-à-vis de ses partenaires du R.P.R.

Pour sa part, M. Jacques Dominati (U.D.F.-P.R.), député du Paris, souhaite que « chaque élu U.D.F. soit appelé à se prononcer sur un nouveau projet républicain ».

M. PINTON : L'OPPOSITION DOIT CONCLURE « UN GRAND PACTE DE SALUT NATIONAL »

Dans le *Quotidien de Paris* daté du 30 août, M. Michel Pinton, secrétaire général de l'U.D.F., regrette que l'opposition n'ait pas su exploiter son succès aux élections cantonales de mars dernier. Il estime que les responsables

nationaux de l'opposition, « qui ont la charge de mettre un terme, le plus vite possible et dans les conditions les moins contestables possibles, à l'expérience socialiste, ne peuvent plus se contenter de succès partiels et sans lendemain ». Il ajoute : « Chaque victoire électorale doit désormais être exploitée le plus profondément possible. » Et il explique que « la tâche la plus urgente pour l'opposition est de dire quels projets elle a pour la France ». Il poursuit : « Ne pas faire cet effort aujourd'hui serait d'autant plus coupable que le pouvoir socialiste nous offre à nouveau une opportunité exceptionnelle de grandes victoires. Après le mieux du printemps, voici que l'été s'enfonce dans une politique économique délicate, maladroite et inopérante. Le mécontentement et le désarroi touchent des millions de Français de plus en plus dans les rangs « peuple de gauche ».

M. JOBERT PRÉVOIT UNE RENTRÉE « MOINS DIFFICILE » QUE LES PRÉCÉDENTES

« La rentrée sociale ne sera pas une rentrée plus difficile que d'autres, même moins », assure M. Michel Jobert, ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur, dans une interview publiée, lundi 30 août, par le *Matin*. « Ce qui sera difficile, ajoute-t-il, ce sera la rentrée de la France par rapport à ses propres réalités économiques », en soulignant que « l'ambition du gouvernement est de relancer l'investissement, l'activité, et de trouver une possibilité plus ample de répartition des fruits de cette activité ».

Dans un tour d'horizon de l'ensemble des problèmes économiques et sociaux, le ministre estime que le gouvernement a une « attitude plus ample de répartition des fruits de cette activité ». Dans un tour d'horizon de l'ensemble des problèmes économiques et sociaux, le ministre estime que le gouvernement a une « attitude plus ample de répartition des fruits de cette activité ».

Pour M. Pinton, l'U.D.F., à l'occasion de son congrès, doit lancer le « message d'espoir national » que les Français attendent « sans se laisser distraire par la recherche incongrue d'un candidat présidentiel ou autres fariboles ». Elle doit « se tourner » ensuite vers le R.P.R. « pour jeter avec lui les bases d'un grand pacte de salut national ». « Si l'en était autrement », indique M. Pinton, il faudrait craindre l'indifférence des Français à l'égard de l'opposition.

UNE MISSION DU SÉNAT EN NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Jean-Marie Girault, sénateur (R.L.) du Calvados, est arrivé vendredi 27 août en Nouvelle-Calédonie, à la tête d'une mission sénatoriale composée de MM. Girault, Collet (R.P.R.), Marcel Rindoff (centriste) et Michel Dreyfus-Schmidt (P.S.). Cette mission étudie la situation politique en territoire dans lequel une élection législative sera organisée le 5 septembre.

Cette élection fait suite à la décision de M. Jacques Lafleur (R.P.R.), qui s'est démis de son mandat de député le 4 juillet, quelques jours après un renversement de majorité au conseil de gouvernement et la constitution d'un nouvel exécutif local, au sein duquel les indépendantistes sont majoritaires.

D'autre part, l'assemblée territoriale a donné un avis défavorable au projet d'ordonnance sur la réforme foncière (le *Monde* du 23 juillet). La mission dirigée par M. Girault étudiera également ce problème.

Sté Paris Rénov
FABRICANT - INSTALLATEUR
PRIX DIRECT D'USINE
Contre le froid et le bruit
changez vos vieilles fenêtres
(bâti compris)
MENUISERIE EN P.V.C. (polichlorure de vinyle)
• Les fenêtres Rénov S 1 se posent en une journée
• Sont faites sur mesures • S'adaptent à tous les styles
• Sont déductibles des impôts.
10 ANS DE GARANTIE
Offre exceptionnelle (limitée jusqu'au 1/11/82)
Ex. de prix : Pour changer une fenêtre de 1 m 85 de haut x 1 m de large équipée en double vitrage BIVER ST-GOBAIN 4/8/4 ou en glace de 8 mm, comptez 2.950 F.T.T.C. posée
DEVIS GRATUIT - POSE PARIS GRANDE BANLIEUE
Sté PARIS-RÉNOV - 22, RUE FONTAINE
75009 PARIS - Tél. : 526.60.00
CRÉDIT GRATUIT 3 MOIS

L'I.D.R.A.C. c'est plus qu'un cycle d'études en 3 ans.
c'est une formation efficace à la vie active.
- action en 2 ans aux diplômes d'Etat des B.T.S.
- PRÉPARATION COMMERCIALE, COMMERCE INTERNATIONAL
ET TOURISME
- formation en 3ème année à la GESTION D'ENTREPRISE
- placement organisé par le Service Carrières de l'école
et l'association des Anciens Elèves
TESTS D'ENTRÉE : 2 sessions en septembre
I.D.R.A.C. - PARIS (75018)
14, rue de la Chapelle - Tél. (1) 205.83.19
I.D.R.A.C. - MONTPELLIER (34100)
710, rue d'Alco - Tél. : (67) 75.86.86
Etablissement privé d'enseignement supérieur commercial mtd
A VENDRE
Magasin optique - lunetterie
(avec bureau)
35 m2 sur grande artère
près Gare du Nord
Tél. 607-89-26 ou 206-66-11

10

antiterrorisme

stations de Vincennes

LA SÉQUESTRATION D'UN ENFANT DANS L'ESSONNE

Oser parler

par GEORGINA DUFOIX (*)

L'histoire de David, séquestré et maltraité, de même que celle de Laurent, témoin du calvaire de son frère, suscitent légitimement émotion, indignation et incompréhension.

Les faits choquent. Dès leur découverte, le juge d'instruction, après avoir placé les parents en détention provisoire, fera toute la lumière sur leurs actes ; ils en répondront devant la justice. Le juge des enfants, avec l'aide du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, prendra toutes les mesures propres à recréer, pour David et Laurent, des conditions de vie normales. Exceptionnelle à certains égards, cette affaire trouvera donc, autant qu'il est possible, son épilogue.

Mais des enfants sont encore, aujourd'hui, victimes de mauvais traitements, de sévices ou simplement privés des soins auxquels ils ont droit. Combien ? Il est, hélas, impossible de prendre l'exacte mesure du phénomène. Les seules données sûres que l'on puisse utiliser sont celles émanant des statistiques judiciaires (en 1979, mille six cent cinquante-six infractions pour mauvais traitement ont été constatées). Elles ne traduisent qu'une part d'une réalité difficilement estimable : les violences à l'enfant sont la plus souvent exercées dans le secret de la vie familiale ; l'entourage n'a pas toujours conscience du calvaire de certains enfants ; et le marge est parfois étroite entre la « fessée musclée » et le début des violences et des sévices. Aussi, nous sommes convaincus que des estimations. C'est pourquoi, il ne faut pas sous-estimer le nombre de ces situations, les chiffres avancés, et notamment ceux relatifs aux décès d'enfants par mauvais traitement, doivent être interprétés avec précaution.

En vérité, ce qui importe aujourd'hui, c'est de répondre aux deux questions essentielles que pose, à nos yeux, cette affaire, afin d'éviter qu'un autre David ne vive à son tour une telle enfance.

Je ne le crois pas. Il nous faut préserver un équilibre entre le légitime souci de protection des enfants et le respect des libertés individuelles, fondement de notre société.

En tout état de cause, les enquêtes judiciaires, d'une part, et la mission que j'ai confiée à l'inspection générale des affaires sociales, d'autre part, indiqueront les lacunes éventuelles de notre organisation sociale. Il conviendra d'en tirer les leçons.

Dialogue social

Mais la réalité est complexe ; car si chacun d'entre nous, professionnels ou simples citoyens, a l'obligation d'alerter les autorités administratives et judiciaires sur le danger couru par un enfant et si les uns et les autres ne manquent pas de signaler quotidiennement de tels faits, il n'en reste pas moins vrai que la preuve des mauvais traitements est dans bien des cas délicate à apporter. Souvent, les hématomes ou fractures constatés trouvent des explications plausibles, l'enfant lui-même ne peut ou ne veut parler par crainte des conséquences de ses propos, l'attitude extérieure des parents est empreinte de respectabilité... Seule un recoupement d'informations peut

alors permettre de reconstituer la vérité.

Rapprocher les différents intervenants de la protection de l'enfance, médecins, travailleurs sociaux, magistrats, est un des buts que je me suis fixés. Une meilleure connaissance réciproque de chacun de ces intervenants, personnelle et professionnelle, une habitude d'échanges et de travail en commun, permettront d'offrir aux parents l'aide qui peut leur être nécessaire pour répondre autrement que par la violence aux difficultés rencontrées avec l'enfant : soutien psychologique ou matériel, mais aussi, parfois, éloignement plus ou moins durable de l'enfant.

Cependant, et c'est la seconde mais capitale question que pose cette affaire, comment une mère et un père peuvent-ils en arriver là ?

On le sait désormais avec certitude, les conditions socio-économiques n'expliquent pas tout. Il y a des enfants martyrisés dans tous les milieux.

Achématisés contre un enfant, les parents maltraitants parviennent à l'égard de leurs enfants à un comportement normal. Une chose est sûre : ils présentent, du fait de leur histoire personnelle, des carences affectives et relationnelles importantes. Nombre de parents maltraitants ont été eux-mêmes des enfants martyrs. Il ne s'agit pas ici de justifier, mais de comprendre, dans l'intérêt des enfants à protéger.

L'enfant victime de sévices physiques ou moraux est souvent un enfant dont la venue n'est pas désirée. Il symbolise parfois un épisode difficile de la vie de ses parents ; il est le mauvais « sujet » par lequel tous les maux sont arrivés.

Plus que jamais, les préoccupations des pouvoirs publics doivent donc porter sur les circonstances de la naissance. Une meilleure politique de régulation des naissances, une aide des services sociaux aux futures mères, une information sur les possibilités offertes pour accueillir l'enfant : ce sont les conditions à réunir pour éviter que des parents qui ne bénéficient pas d'un entourage familial solide ne s'enferment dans le cercle de la violence comme un enfant en cage.

Plus que jamais, l'heure est venue d'une réelle politique de la naissance et de la petite enfance. Comme je m'y suis engagé, je ferai sur ces thèmes des propositions au gouvernement.

Enfin, il faut encore offrir aux parents maltraitants la possibilité d'un dialogue social. Ainsi, à partir de contacts téléphoniques, l'association est donnée à ces parents d'oser parler de leur violence et d'accepter l'aide et le soutien qui leur permettront de vivre « autre chose » avec leur enfant. Plus généralement, au travers d'une autre conception de l'habitat et des relations de voisinage, sera poursuivie l'action engagée ces derniers mois pour promouvoir un cadre de vie quotidien qui offre aux familles, aux parents et aux enfants plus de possibilités de rencontres, d'écoute et de solidarité.

Nous devons et nous pouvons apporter aux enfants la protection qui leur est due. Nos lois et nos institutions le permettent. Encore faut-il connaître une juste réaction sociale et l'ouvrir d'urgence à nos familles. Punir est nécessaire, mais cela ne suffit pas. Il faut comprendre pour mieux prévenir. Et, pour cela, il nous faut oser parler de cette violence.

(*) Secrétaire d'Etat chargé de la famille.

DANS L'OISE

Une femme esclave

De notre correspondant

Beauvais. — Raymond Poinc, cinquante et un ans, « n'a pas toute sa tête » comme on dit. Cette diminution mentale n'a jamais été vue comme tout le monde. Pensionné, en raison de son infirmité, elle vivait jusqu'ici dans une maison de la rue de la République (Oise), près de Noailles. Mais la roulotte était en très mauvais état et Raymond dut se résoudre à partir.

Un ami lui conseilla de se réfugier provisoirement chez une famille qu'il connaissait, les Saint-Léger, à Mouy : ces derniers occupaient un pavillon situé à la périphérie de la commune. Le père, M. Pierre Saint-Léger, aujourd'hui âgé de cinquante-cinq ans, et sa femme ont eu douze enfants en tout : cinq sont morts ; sur les sept restants, le plus âgé, vingt-trois ans, est marié et vit avec son épouse sous le toit paternel. Mme Saint-Léger, la mère, n'est pas souvent à la maison et l'arrivée de Raymond a été ressentie comme une aubaine.

Raymond se chargeait des corvées et, de travaux en travaux, elle est devenue un fil des semaines non seulement l'esclave mais encore le souffre-douleur de toute la famille. Gilles, coupe de poing, coups de pied, étaient le pain quotidien de la malheureuse. Le plus violent était le père, qui entre autres, sous la prétexte que « Raymond n'était pas propre », elle jusqu'à la déshabiller de force aidé de ses quatre fils majeurs, pour le plonger ensuite dans un baquet d'eau froide. Ce drame s'est terminé avec l'arrivée des gendarmes alertés par des voisins. Raymond a été hospitalisée à l'hôpital de Compiègne-Oise, où les médecins lui ont accordé un mois pour récupérer. Quant au père de famille, M. Saint-Léger, il a été écroué pour coups et blessures volontaires à la maison d'arrêt de Beauvais. L'enquête déterminera si les autres membres de la famille doivent être poursuivis.

M. L.

LES LIBRES-PENSEURS DEMANDENT L'ABROGATION DES LOIS ANTHIQUES

Le congrès national de la libre pensée, qui se réunit du 28 au 31 août à Boulogne-sur-Mer, a élu un nouveau président, M. René Labrousse.

Réaffirmant leur attachement à « la laïcité de toutes les institutions de la République », les libres penseurs ont constaté, « après quinze mois de gouvernement de gauche, l'obstruction faite à l'abrogation des lois antiques et à la création d'un grand service laïque et unique d'éducation ».

Dans leur résolution finale, ils ont regretté la réduction sans modification du budget de l'éducation nationale, la remise en cause du remboursement de l'interruption volontaire de grossesse, le fait que la loi « sécularité et liberté » n'a pas été abrogée dans sa totalité. Les congressistes ont cependant porté trois mesures au crédit du gouvernement (abolition de la peine de mort et celle de la Cour de sûreté de l'Etat, nationalisations).

● Les inondations causées par les pluies de la mousson, en Inde, ont entraîné la mort de cent quarante-huit personnes depuis la fin juin. Elles affectent plus particulièrement les Etats de l'Uttar Pradesh, du Madhya Pradesh et de l'Orissa. — (A.F., U.P.I.)

«Hara-Kiri» est mis en cause

pour deux pages concernant la catastrophe de Beaune

De notre correspondant

Beauvais. — Le préfet de police, M. André Collet, a pris, samedi, au fin de l'après-midi, une décision dans tout le département : la vente et l'exposition du dernier numéro de l'hebdomadaire «Hara-Kiri». Son collègue de la Côte-d'Or prenait également la même décision. Dans son numéro 282, mis en vente le matin même, le journal «bête et méchant» publie un «lit-parade» des grands événements de l'été 1982. En tête de ce classement figure l'accident de Beaune illustré sur une double page par des photos d'actualité agrémentées de légendes satiriques. L'un de ces documents représente les parents des victimes devant le cercueil de leurs enfants brûlés vifs ; sur les «couvertures» ont été rajoutées les mentions «tomates du Maroc» ou encore «Ouzo de Grèce».

Pour étayer sa décision, le préfet — commissaire de la République de l'Oise — invoque les articles L 131-2, troisième alinéa, et L 131-3 du code des communes. L'arrêté a été publié, les policiers et gendarmes du départe-

ment étaient priés d'en aviser les dépositaires de presse. A Compiègne, «des numéros ont été saisis mais les policiers ont dû les rapporter, l'arrêté ne visant expressément que la vente et l'exposition. L'avocat de l'association de défense des victimes de l'accident de Beaune dont le siège est à Crépy-en-Valois, M. Roland Wray, du barreau de Paris a déclaré dimanche qu'il allait «introduire une action en référé devant le tribunal de grande instance de Paris afin d'obtenir l'interdiction dans toute la France de la vente de ce numéro d'Hara-Kiri».

En tout état de cause, l'avocat a indiqué qu'il déposerait au nom de l'association une plainte avec constitution de partie civile. Vingt-quatre heures avant la mise en vente dans les kiosques de l'hebdomadaire, le maire avait informé le préfet de la teneur de cette pétition et réclamé l'arrêt d'interdiction. Si ce numéro avait été mis en vente, les habitants, qui sont restés extrêmement sensibles à ce drame, n'auraient pas compris et il aurait pu se produire des incidents graves », a ajouté le maire de Crépy-en-Valois. — M.L.

merlin

LE N° 7 DE L'IMMOBILIER-LOISIRS

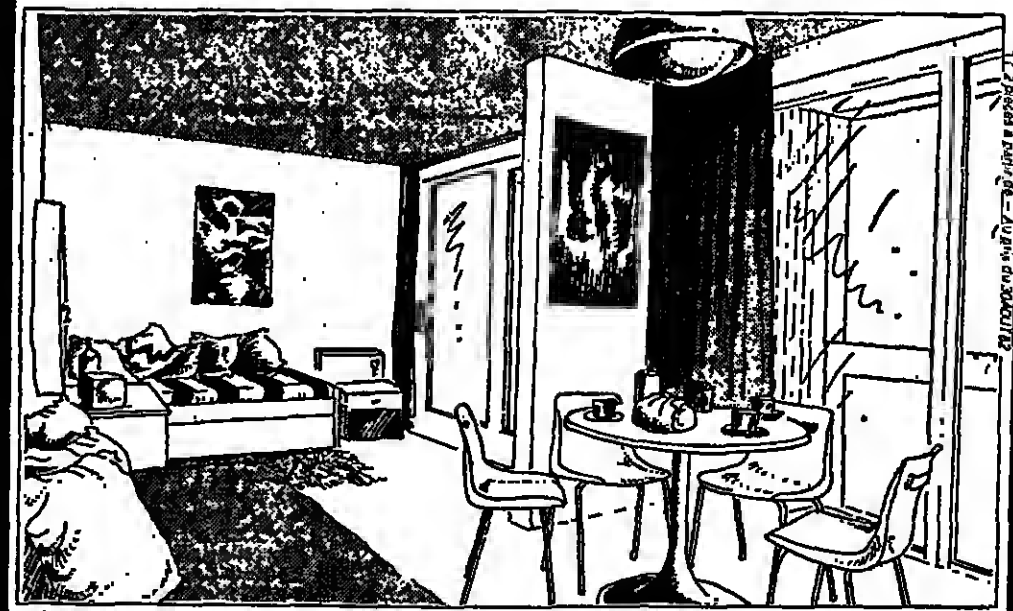
ENEZ VITE FAIRE UNE AFFAIRE EXCEPTIONNELLE DANS LES ALPES

à 1500 m d'altitude Proche du Parc de la VANOISE

DANS UNE STATION ETE/HIVER RENOMMEE. DANS DES IMMEUBLES DE GRANDE CLASSE, entièrement terminés, AU PIED DES PISTES !

DEVENEZ PROPRIETAIRE

A LA MONTAGNE POUR 6000 F² le m²*
"CLES EN MAIN" MEUBLES.



UNE SUPERFICIE TOTALE DE 43,50 m² AVEC LOGGIA DE 6,89 m² comprise, AVEC UNE VUE EXTRA. EN PLUS : VAISSELLE ET MEUBLES COMPRIS.

5000 F

SEULEMENT A LA RESERVATION

RENSEIGNEZ-VOUS VITE AUX BUREAUX MERLIN A PARIS

31, rue de Rivoli Paris 4^e tél. (1) 277.11.13

BON A RETOURNER A MERLIN

4, avenue de Paris - 94300 Vincennes

NOM :

ADRESSE :

TEL :

Le Monde

sports

AUTOMOBILISME

AU GRAND PRIX DE SUISSE DE FORMULE 1

La victoire du Finlandais Rosberg et les malheurs de Prost

Dijon. — Après avoir mené pratiquement de bout en bout la course, les Renault turbo pilotés par Alain Prost et René Arnoux, ont été battus au Grand Prix de Suisse, qui se déroulait, dimanche 29 août à Dijon, par la Williams à moteur atmosphérique de Kéké Rosberg. Le Finlandais prend donc la tête du championnat du monde des conducteurs de formule 1, devant, précisé-

ment, Alain Prost. Il faudrait au Français remporter les deux prochains et derniers Grands Prix pour prétendre désormais au titre suprême. Pironi — vrai second du championnat, mais sur le papier — ayant été, on le sait, grièvement blessé lors des essais du Grand Prix de R.F.A. disputé le 8 août sur le circuit d'Hockenheim.

De notre envoyé spécial

Mais qui pourra dire pourquoi ou à cause de qui le mauvais sort s'acharne sur Renault ? A peine remises de leur amère défaite en Autriche, il y a quinze jours, les turbo attendaient sans crainte la revanche de Dijon. Même tracé ou presque, tourmenté et rapide à souhait. De quoi contenter les moteurs surcomprimés et surtout ceux de Renault, chez eux, ici quasiment dans le paysage de leur enfance.

Ce ne sont pas les fâcheux qui prétendaient que, après tout, à Pironi, l'altitude favoriserait peut-être les bons et « vieux » moteurs conventi-

tionnels... Balivernes. La bonne respiration des moteurs classiques ne pouvait tout de même pas mettre en cause cette formidable poussée que donne la turbine quand la pression du pied fait faire, en sortie de virage, un bon surprenant au moteur. Allons donc. Soyons sérieux. La seule chose vraiment à craindre était la sortie de route ou l'accrochage. Mais tout s'était bien passé au départ pris en fanfare par les deux bolides jaunes et noirs. Alors...

Il faut bien le dire, tout le monde était venu ici pour voir sur la plus haute marche du podium monter Prost ou Arnoux et sur la seconde Arnoux ou Prost.

D'ailleurs, sans même regarder la piste, le son grave du turbo Renault qui passe, précédant de 4 secondes l'autre son grave de l'autre turbo Renault, a de quoi rassurer les quatre-vingt mille spectateurs arrivés ici aux aurores. Les mécanos aussi dans les stands, juchés sur les roues de secours pour voir à l'horizon débouler les monstres. Les attachés de presse, eux, sont tout sourire mais un peu crispés et Bernard Hanon, le P.D.G. de la Régie a sa grimace des jours qui pourraient devenir beaux. Allez ! Tout va bien, c'est

dans la poche. Même les chronos installés sur le rail qui jubilent. Tout baïge dans l'huile. Ça tourne comme une horloge et ce n'est pas le Cosworth rager d'un Lauda ou le B.M.W. pointu d'une Brabham qui nous fera trembler. C'est dans la poche, je vous dis.

On peut préparer les caméras sur leur pied, les braquer sur le stand national, ça laissera les mains libres pour « flasher » avec son Nikon personnel les deux bolides filles en short provoquant, qui posent sur des bolides hors de course. Allez, encore une pellicule sur la Brésilienne de service, cambrée comme une reine et qui laisse dans son sillage comme un parfum de victoire.

Mais il reste Prost caracolant comme à la parade. Et à quatre tours de la fin... Plus que trois tours. Tout va bien. Alors l'impossible se produit. « Kéké Rosberg », laisse tomber la voix du haut-parleur, « o passé Prost ». Stupeur. Sifflets. La kermesse a tourné court. Le grand jeu de la piste et de la mort a eu la fin que l'on ne voulait pas. Une fiévreuse en quelque sorte.

Sous une toile tendue près de la caravane Renault, Alain Prost, petit visage fatigué et étonné, ne comprend pas pourquoi la jupe de sa RE 30 B a éraqué. Il sait en revanche que, à partir de ce moment-là, à six tours de la fin, la voiture est devenue dangereuse, fuyante de l'arrière comme un cheval vicieux. Alors Kéké, qui guettait, a attaqué. Dans la confusion, il a fait même un tour de plus.

Et le champion du monde ? Il reste deux courses, dit Prost, mais ce sera bien dur. Dans quinze jours à Monza. Puis il y aura, alors, ensuite, Las Vegas. Mais déjà on saura tout, ou presque.

CLAUDE LAMOTTE.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

RECORD DE FRANCE
Au cours d'une réunion internationale à Stuttgart, Chantal Rege (vingt-sept ans) a pulvérisé le record de France du 400 m haies, réalisant 55 sec. 28. L'ancien record était détenu par Sylvie Rouvenot en 56 sec. 48.

Automobilisme

GRAND PRIX DE SUISSE
(sur le circuit de Dijon-Preziosi)
1. Kéké Rosberg (Fin.), Williams, les 307,8 km (80 tours de 3,8 km) en 1 h 32 min. 41 sec. 8 cent.; 2. Alain Prost (Fra.), Renault, à 4 sec. 44 cent.; 3. Niki Lauda (Aut.), McLaren, à 1 min. 0 sec. 34 cent.; 4. Nelson Piquet (Bré.), Brabham, à 1 tour; 5. Riccardo Patrese (Ita.), Brabham, à 1 tour; 6. Elio de Angelis (Ita.), Lotus, à 1 tour.

Patrick Tambay, sur Ferrari, qui souffrait de douleurs cervicales, n'avait pas pris le départ.
Classement du championnat du monde des conducteurs : 1. Kéké Rosberg (Fin.), 42 pts; 2. Didier Pironi (Fra.), 39 pts; 3. Alain Prost (Fra.), 31 pts; 4. John Watson (G.-B.), 30 pts; 5. Niki Lauda (Aut.), 29 pts; 6. Elio de Angelis (Ita.), 23 pts; 7. Riccardo Patrese (Ita.), 21 pts; 8. Nelson Piquet (Bré.), 20 pts; 9. René Arnoux (Fra.), 19 pts.

Football

En match comptant pour la quatrième journée du championnat de

Rosberg 1^{er} au Grand Prix de Suisse, en tête du Championnat du Monde F1.

"Avec Mobil, puissance accrue et lubrification sans problème !"

F. Williams



Frank Williams, patron de l'écurie T.A.G.-Williams.

"... Dans une course automobile de Grand Prix en Formule 1, pour rester en tête et gagner, il faut avoir de l'innovation et de la ressource. Les lubrifiants de synthèse Mobil assurent à nos moteurs une puissance accrue et une lubrification sans problème dans les conditions les plus dures."

Frank Williams

Retrouvez pour votre moteur la technologie et les performances Mobil, adaptées à vos besoins en utilisant l'huile de synthèse Mobil 1.

Mobil Mobil Mobil Mobil Mobil Mobil Mobil Mobil Mobil Mobil Mobil

AVIRON

Domination de la R.D.A. et de l'U.R.S.S.

Avec trois médailles d'or (skiff, quatre de couple et quatre barré) et quatre d'argent pour les huit épreuves, la République démocratique d'Allemagne a largement dominé la compétition masculine aux championnats du monde, organisés sur le Rousee, à Lucerne. Les Allemands de l'Est ont toutefois dû laisser deux médailles d'or aux surprénants Norvégiens (double scull et deux sans barreur), une à l'Italie (deux barré) et surtout la plus belle des victoires, celle du huit, à la Nouvelle-Zélande.

Les Soviétiques, qui ont dû se contenter de deux médailles d'argent et deux de bronze chez les messieurs, se sont rattrapés dans la compétition féminine, où ils ont remporté cinq des six épreuves, ne laissant que le deux sans barreur aux Allemandes de l'Est.

La France, qui avait qualifié trois bateaux pour les finales, a terminé sixième pour le huit masculin et le quatre de couple féminin. Le quatre de couple masculin (Boudoux, Pellerin, Fornara, Gaté), qui avait obtenu trois médailles ou cours des trois derniers championnats du monde, a dû cette fois se satisfaire d'une quatrième place, son chef de nage, Marc Boudoux, ayant été diminué par un début de grippe.

CYCLISME

Bondue reste champion du monde

En battant comme l'on dernier le Danois Oerstedt en finale, le Français Alain Bondue a conservé son titre de champion du monde de poursuite professionnelle, dimanche 29 août, sur la piste de Leicester : victoire acquise de justesse — par 43 centimètres de seconde seulement — mais qui confirme le talent et la supériorité du jeune Nordiste. A noter que Bondue avait réalisé en demi-finale le temps tout à fait remarquable de 5 min 55 sec pour les 5 kilomètres. La performance est révélatrice de sa qualité fondrière et elle pourrait éventuellement lui inspirer une tentative contre le record de l'heure. Le cyclisme français a obtenu deux autres médailles avec Yvon Cordard, troisième en vitesse professionnelle, et Jeanne Longo, troisième en poursuite féminine.

Quant au Japonais Nakano, vainqueur du Canadien Singleton en finale du sprint professionnel, il a conquis un sixième maillot arc-en-ciel sans égalier toutefois les chronos — deux cents derniers mètres en 10 sec 32/100 — réussis par le puissant Soviétique Kapilov, irrésistible chez les amateurs.

Le meeting de Leicester a, par ailleurs, mis en évidence le dynamisme du cyclisme féminin américain. Les Etats-Unis possèdent deux nouvelles championnes du monde : Connie Baraskevici en vitesse et Rebecca Twigg en poursuite.

J.A.

NEUILLY ET PHARMACIE QUARTIER LATIN
MEDECINE
classe préparatoire
pour combler en un an le fossé méthodologique et de connaissances qui sépare le niveau du baccalauréat des exigences du concours
CEPES 27, rue Chateaubriand, 92 Neuilly, 722.94.94/75.08.19
enseignement supérieur privé

LA PERTE DÉFINITIVE DE VOS CHEVEUX N'EST PAS UNE FATALITÉ

Vingt ans d'expérience dans nos instituts nous permettent d'affirmer qu'il existe deux catégories de personnes ayant des problèmes capillaires :

- 1^{re} : celles qui ne peuvent conserver définitivement les cheveux qu'après des traitements appropriés ;
- 2^e : celles qui ne peuvent qu'endiguer une dégradation en marche ou en retarder l'évolution ;

En général, la chance de récupération des cheveux perdus est faible. C'est pourquoi il faut agir vite, quand les cheveux sont encore là.

Les symptômes classiques d'agression des cheveux sont :
• pellicules et débris grasiers ;
• cheveux secs et cassants ;
• démangeaisons du cuir chevelu ;
• chutes importantes des cheveux.

AGISSEZ A TEMPS

Il importe que la cellule capillaire ne s'atrophie pas : ce serait trop tard. Téléphonez ou écrivez pour un rendez-vous, nous vous dirons honnêtement, sans engagement pour vous, si nous pouvons vous aider et dans quelle mesure.

INSTITUT CAPILLAIRE EURO-BRIDGECAP

Paris 75001-4, rue Casagrande
Téléphone : 111 280-38-84
Pour les cavités avancées, nous fabriquons nous-mêmes nos implants en céramique en cheveux naturels, non traités chimiquement ni mélangés. Montage à la main sans aucun point de colle, sur trame ultra-micro de conception inédite.

PROTHÈSE BRIDGECAP - « PETITES MAINS AUX DOIGTS DE FÉES »

SPECTACLES

théâtre

(Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

Comédie Caennaise (742-43-41), 21 h : *Reviens dormir à l'Elysée*.

Comédie de Paris (281-00-11), 22 h : *Les Amours de Jacques le Fataliste*.

Dramos (261-69-14), 21 h : *La vie est trop courte*.

Espace Café (327-95-94), 20 h 30 : *la Plaque*.

Gaiety Montparnasse (322-16-18), 20 h 15 : *Tite de l'ultra-jeu*; 22 h : *le Pâté Vêlo*.

Huchette (326-38-99), 20 h 15 : *la Canotière*; 22 h : *le Canot*.

Lacourrière (544-57-34), Théâtre Noir : 20 h 30 : *Mon cul sur la comode*; 22 h 15 : *Arlequin poli par l'amour*; Théâtre Rouge, 18 h 30 : *En*; 20 h 30 : *Tchoua*; 22 h 15 : *Milne Biron*; Théâtre de la Ville, 21 h : *le Fichtelstein*; 22 h 15 : *Dialogues de sourdes*.

Mathurins (265-90-00), 21 h : *Emballage perdu*.

Neuvenotés (770-52-76), 20 h 30 : *Folle Amanda*.

Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h 30 : *les Babes dantes*; 22 h : *Nous, on fait ça on nous dit de faire*.

Les chansonniers

Cercle de la République (278-44-45), 21 h : *Achetez Français*.

Le music-hall

Comédie de Paris (281-29-36), 20 h 30 : *Je persiste et signe*... Brel.

Les concerts

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 19 h et 21 h : *Ami Antiquaire de Paris*.

Lacourrière, 19 h 45 : *F. Plan Thinh* (Beethoven, Bach, Chopin, Scriabine).

Jazz, rock, pop, folk

Cercle de la Huchette (326-65-05), 21 h 30 : *L.P. Sasson Quintet*.

Chapelle des Lombards (357-24-24), 22 h : *Rachid*.

Petit Opportun (236-01-36), 20 h 30 : *M. Riquas, A. Jean-Marie, P. Carstini, R. Fortier*.

Les cafés-théâtres

Blancs-Manteaux (887-15-84), L. 20 h 15 : *Arlequin*; MC 2, 21 h 30 : *les Démones Loulou*; 22 h 30 : *Des bulles dans l'encier*; H. 20 h 15 : *Pas une pour rattrapper l'autre*; 21 h 30 : *Qui a tué Betty Grando ?*; 22 h 30 : *Comment ça va Zanni ?*

Café d'Edgar (322-11-02), 20 h 30 : *Tiens, voilà deux bouffins*; 21 h 45 : *Mangues d'homme*; H. 20 h 15 : *Cherchez sous la po*; 21 h 45 : *L'Amour, c'est comme un bateau blanc*.

Faust (233-91-17), 20 h : *la Manipule*; 21 h 15 : *les Grandes Sarrasines*.

Le Petit Casino (278-36-50), 21 h : *Douly, be good*; 22 h 30 : *les Bas de Hurlevau*.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

GRANDIOSE !
(LE MONDE)

MAD MAX 2

LE DEFI

AVERTISSEMENT : LE PUBLIC EST AVERTI QUE CERTAINS ASPECTS DU FILM PEUVENT BLESSER LA SENSIBILITE DES JEUNES ENFANTS

dirigé par WARREN COLLIER

LE LION DU DESERT

Produit et réalisé par MOUSTAPHA AKKAD

« Un monument à la fois fidèle à l'histoire et d'une ampleur grandiose, le spectacle est véritablement fabuleux. »

LA CROIX

MERCREDI 8 SEPTEMBRE

Seul FASSBINDER pouvait oser...

QUERELLE

Une histoire d'hommes, de sexe et de mort.

Interdit aux moins de 18 ans

SORTIE MERCREDI 1^{er} SEPTEMBRE

LEGITIME VIOLENCE

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »

704.70.20 (lignes groupées)
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 30 août

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de 18 ans, (**) aux moins de 16 ans.

La Cinémathèque

CHAILLLOT (704-24-24)
Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)
15 h : *Salvations* (Hunt, de J. von Sternberg); 17 h : *Marcellin*, pain et vin, de L. Viala; 19 h : *La science-fiction*; Robinson Crusée sur Mars, de R. Haskin.

Les exclusivités

AMERICAN TOUR OF THE ROLLING STONES 1981 (A. v.o.) : Vidéo-music, 6 (325-60-34).

AMORREUX FOU (L. v.f.) : Français, 9 (770-33-38).

L'ANCE DE LA VENGEANCE (A. v.o.) : (**) U.G.C. Danton, 6 (329-42-62); Normandie, 9 (359-41-18); V.F. : Rotonde, 6 (613-06-22); Maxéville, 9 (770-72-86); Paramount Galaxie, 13 (580-18-03); Paramount Montmartre, 19 (606-34-25).

LES ANNEES DE PLOMB (All. v.o.) : Quintette, 5 (633-79-38).

APHRODITE (Fr.) : (**) Français, 9 (770-33-38).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A. v.o.) : George-V, 9 (562-41-46); V.F. : 3 Hanssanna, 9 (770-45-76).

RANDITS, RANDITS... (Ang. v.o.) : Cluny-Ecoles, 3 (354-20-12).

LE BEAU MARIAGE (Fr.) : Haute-fleur, 6 (633-79-38).

BREL (Fr.) : Paramount City, 9 (562-45-76).

NUDEST BALLADE (Hog. v.o.) : Olympic Luxembourg, 6 (633-97-77); H. sp.

BUTTERFLY (A. v.o.) : (**) Marignan, 8 (359-92-82); V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33).

CALIGULA ET MESSALINE (Fr.) : (**) Ermitage, 8 (359-15-71); Rio Opéra, 2 (742-82-54); Maxéville, 9 (770-72-86); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Montparnasse, 14 (327-53-37).

ÇA VA FAIRE MAL (Fr.) : Maxéville, 9 (770-72-86).

LA CHEVRE (Fr.) : Impérial, 2 (742-72-52).

CING ET LA PEAU (Fr.) : (**) Saint-André-Arts, 6 (326-46-18).

LE CORBILLARD DE JULES (Fr.) : Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); Berlitz, 2 (742-60-33); Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Coblenz, 13 (336-23-44); Miramar, 14 (320-89-52); Mistral, 14 (539-52-43); Magic Convention, 15 (828-20-54); Maxéville, 9 (770-72-86); Clichy Pathé, 18 (522-46-01); Secrétaire, 19 (241-77-99).

COUNTRYMAN (Ang. v.o.) : Forum, 1 (297-53-74); Olympic Luxembourg, 6 (633-97-77); Elysée Lincoln, 8 (359-36-14); Parisienne, 14 (329-83-11); V.F. : Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41).

LE DESEINER VOI DE L'ARCHE DE NOÉ (A. v.o.) : Napoléon, 17 (380-41-46).

LA DERNIERE VAGUE (Aut. v.o.) : Marais, 4 (278-47-86).

DESCENTE AUX ENFERS (VICE SQUAD) (A. v.o.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45); V.F. : Maxéville, 9 (770-72-86); Mistral, 14 (532-92-43); Montparnasse, 14 (327-53-37).

LES DIPLOMES DU DERNIER RANG (Fr.) : Gaumont Hallé, 1 (297-49-70); Berlitz, 2 (742-60-33); Richelieu, 2 (233-56-70); Marignan, 8 (359-92-82); Faubourg, 13 (331-01-65); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06); Mistral, 14 (539-52-43); Gaumont Convention, 15 (828-20-54); Clichy Pathé, 18 (522-46-01); Gaumont Gambetta, 20 (636-10-96).

DIVA (Fr.) : Movies, 1 (260-43-99); Vendôme, 2 (742-97-52); Panthéon, 5 (354-15-04); Marignan, 8 (359-92-82); V.F. : 14 (329-83-11).

DRESSE POUR TUEUR (A. v.o.) : Paramount Odéon, 6 (325-71-08); V.F. : Arcades (ex-Omnia), 2 (233-39-36).

L'ETAT DE BONHEUR PERMANENT (Fr.) : J. Coquelle, 9 (354-47-62); H. sp. FITZCARRALDO (All. v.o.) : Quintette, 5 (633-79-38).

GEORGIA (A. v.o.) : Cluny-Ecoles, 3 (354-20-12); U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45).

GREASE II (A. v.o.) : U.G.C. Danton, 6 (329-42-62); Ermitage, 8 (359-15-71); V.F. : Rex, 2 (236-83-93); Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Coblenz, 13 (336-23-44); Miramar, 14 (320-89-52); Mistral, 14 (539-52-43).

LES FILMS NOUVEAUX

PARADIS POUR TOUS, film français d'Alain Jessa : Paramount Marbeuf, 8 (225-18-45); Cluny-Ecoles, 3 (354-20-12); U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); Paramount Marbeuf, 8 (225-18-45); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Coblenz, 13 (336-23-44); Miramar, 14 (320-89-52); Mistral, 14 (539-52-43).

LE PERE NOEL EST UNE OR : DURE, film français de Jean-Marie Poiré : Gaumont Hallé, 1 (297-49-70); Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); Berlitz, 2 (742-60-33); Ermitage, 8 (359-15-71); Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Coblenz, 13 (336-23-44); Miramar, 14 (320-89-52); Mistral, 14 (539-52-43); Magic Convention, 15 (828-20-54); Maxéville, 9 (770-72-86); Clichy Pathé, 18 (522-46-01); Secrétaire, 19 (241-77-99).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6 (544-57-34).

HAMMETT (A. v.o.) : Haute-fleur, 6 (633-79-38); Ambassade, 8 (359-19-08); 14 Juillet Bourgogne, 15 (575-79-79).

L'INDOCHINE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Berlitz, 2 (742-60-33); Bienvenue Montparnasse, 15 (544-57-34); Tourelles, 20 (364-51-98); 19 (522-46-01); Secrétaire, 19 (241-77-99).

INVITATION AU VOYAGE (Fr.) : 14 Juillet Paris, 16 (326-58-00).

LECONS TRÈS PARTICULIÈRES (A. v.o.) : (**) Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23); V.F. : Paramount Marbeuf, 8 (225-18-45); Paramount Montparnasse, 14 (327-53-37).

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Olympic, 14 (542-67-42).

LE LION DU DESERT (A. v.o.) : (v. ang.) : Colisée, 9 (359-29-46); V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70); Français, 9 (770-33-88); Faubourg, 13 (331-01-65); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).

MAD MAX II (Aust.) (v.o.) : Gaumont Hallé, 1 (297-49-70); U.G.C. Danton, 6 (329-42-62); Normandie, 9 (359-41-18); Marignan, 8 (359-92-82); Bienvenue-Montparnasse, 15 (544-57-34); V.F. : Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Biotop, 9 (222-57-97); U.G.C. Boulevard, 9 (770-11-24); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59).

2 (343-01-59); U.G.C. Coblenz, 13 (336-23-44); Gaumont-Sud, 14 (327-54-50); Magic Convention, 15 (828-20-54); Marais, 4 (278-47-86); Wapler, 18 (522-46-01); Secrétaire, 19 (241-77-99).

LA MAISON DU LAC (A. v.o.) : U.G.C. Berlitz, 2 (742-60-33); V.F. : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Rotonde, 6 (613-06-22).

LA MAITRESSE OU LIEUTENANT FRANÇAIS (A. v.o.) : Epe de Bois, 9 (337-57-47); Elysée Lincoln, 8 (359-36-14).

LES MAITRES DU TEMPS (Fr.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16); H. sp. MEGAFORCE (A. v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23); V.F. : Paramount Opéra, 9 (742-56-31).

MISSING (PORTÉ DISPARU) (A. v.o.) : Saint-Michel, 5 (326-79-17); Saint-Ambroise, 11 (700-89-16); Normandie, 9 (359-41-18); 14 Juillet Bourgogne, 15 (575-79-79); V.F. : Biotop, 9 (222-57-97); Caméo, 9 (246-66-44).

MON CURE CHEZ LES NUDISTES (Fr.) : Montparnasse 13, 6 (343-01-59); 14-27; Paramount Opéra, 9 (742-56-31).

MOURIR A 30 ANS (Fr.) : 14 Juillet Racine, 6 (633-43-71); 14 Juillet Bastille, 11 (357-90-81).

LA NUIT DE VARENNES (Fr.) : Studio de la Harpe, 5 (354-34-83); Calypso, 17 (380-30-11).

PARASITE (A. v.o.) : (**) Lumière, 9 (246-49-07).

PARISAL (All. v.o.) : Pagode, 7 (705-12-13).

LA PASSANTE DU SANS-SOUCI (Fr.) : Paramount Marbeuf, 8 (225-18-45); Paramount Odéon, 6 (325-71-08); Paramount City, 9 (562-45-76); Paramount Montparnasse, 14 (327-53-37).

PASSION (Fr.) : Studio-Alpha, 9 (354-39-47).

PINK FLOYD THE WALL (A. v.o.) : Impérial, 2 (742-72-52); Haute-fleur, 6 (633-79-38); Gaumont Champs-Élysées, 9 (720-76-23); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06); P.L.M. Saint-Jacques, 14 (589-68-42).

PORKY'S (A. v.o.) : Gaumont-Hallé, 1 (297-49-70); Quintette, 5 (633-79-38); Cluny-Ecoles, 3 (354-20-12); Marignan, 8 (359-92-82); Mayfair, 16 (525-27-06); V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70); Montparnasse-13, 6 (343-01-59); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount-Bastille, 12 (343-79-17); Faubourg, 13 (331-01-65); Gaumont-Sud, 14 (327-54-50); Gaumont Convention, 15 (828-20-54); Paramount-Maitre, 17 (758-24-24); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01); Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-96).

POUR 100 BRIQUES, T'AS PLUS RIEN (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Berlitz, 2 (742-60-33); Ermitage, 8 (359-15-71); Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Coblenz, 13 (336-23-44); Miramar, 14 (320-89-52); Mistral, 14 (539-52-43); Magic Convention, 15 (828-20-54); Maxéville, 9 (770-72-86); Clichy Pathé, 18 (522-46-01); Secrétaire, 19 (241-77-99).

QUEST-CE QUI FAIT COURIR DAVID ? (Fr.) : 14 Juillet Paris, 16 (326-58-00).

REDS (A. v.o.) : George-V, 9 (562-41-46).

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45); Parisienne, 14 (329-83-11).

ROX ET ROUXY (A. v.o.) : Napoléon, 17 (380-41-46).

LE SECRET DE VERONICA VOSS (AIL. v.o.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); U.G.C. Champs-Élysées, 9 (720-76-23); 14 Juillet Bastille, 11 (357-90-81).

TAG, LE JEU DE L'ASSASSINAT (A. v.o.) : (**) Forum, 1 (297-53-74); George-V, 9 (562-41-46); V.F. : Lumière, 9 (246-49-07); Paramount Montparnasse, 14 (327-53-37).

THE FRENCH (Fr.) : Marais, 4 (278-47-86).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Publicis Matignon, 8 (359-31-97).

L'USURE DU TEMPS (SHOOT THE MOON) (A. v.o.) : Cluny Palace, 5 (354-07-76).

Y-A-T-IL UN FRANÇAIS DANS LA SALLE ? (Fr.) : (**) Saint-Michel, 5 (326-79-17).

Les grandes reprises

APOCALYPSE NOW (A. v.o.) : Ambassade, 8 (359-19-08).

ALICE AU PAYS DES MERVEILLES (A. v.o.) : Grand Palais, 15 (554-46-85); Napoléon, 17 (380-41-46).

L'ARNAQUE (A. v.o.) : Forum, 1 (297-53-74); Quintette, 5 (633-79-38); Ambassade, 8 (359-19-08); 14 Juillet Bourgogne, 15 (575-79-79); V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse Pathé, 14 (327-53-37).

AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (h.) : (**) V.D. : Movies, 1 (260-43-99).

ATAUT EN EMPORTE LE VENT (A. v.o.) : Victor-Hugo, 16 (1271-49-75); V.A. : Athina, 12 (343-00-65).

BANANAS (A. v.o.) : Cimoches, 6 (633-10-82).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A. v.o.) : Grand Palais, 15 (554-46-85); Napoléon, 17 (380-41-46).

BEN HUR (A. v.o.) : Hausmann, 9 (770-47-55); Athina, 12 (343-00-65).

CARRETT (A. v.o.) : Forum, 1 (297-53-74); Action Chrétienne, 6 (325-47-46); George-V, 9 (562-41-46); Parisiens, 14 (329-83-11).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A. v.o.) : Action Ecclési, 5 (325-72-07); Mac-Nelson, 17 (380-24-81).

LES CHARIOTS DE FEU (A. v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45).

CHAUSSEUR A SON PIED (A. v.o.) : Studio Logos, 9 (354-26-42).

CHIA CHRYVOS (Esp. v.o.) : Studio de la Harpe, 5 (354-34-83).

LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A. v.o.) : Action Chrétienne, 6 (325-47-46).

DELIVERANCE (A. v.o.) : (**) Studio Logos, 9 (354-26-42).

DERZOU OUZALA (Sou. v.o.) : Cosmos, 6 (544-28-80).

DON GIOVANNI (It. v.o.) : Calypso, 17 (380-30-11).

EASY RIDER (A. v.o.) : (**) Gaumont Hallé, 1 (297-49-70); Quintette, 5 (633-79-38); Colisée, 9 (359-29-46); Parisiens, 14 (329-83-11); V.F. : Impérial, 2 (742-72-52); Nation, 12 (343-65-71); Gaumont Convention, 15 (828-20-54).

ELEPHANT MAN (A. v.o.) : St-Séverin, 5 (354-50-91).

EMMANUELLE (F.) : (**) Paramount City, 9 (562-45-76); Paramount Montparnasse, 14 (327-53-37).

EMMANUELLE II (Fr.) : (**) Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Galaxie, 13 (580-18-03); Paramount Montparnasse, 14 (327-53-37); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00); Paramount Marbeuf, 8 (225-18-45); Paramount Montparnasse, 14 (327-53-37).

L'EMPIRE DES SENS (Jap. v.o.) : (**) St-André-Arts, 6 (326-46-18); Olympic Balzac, 9 (561-10-60); V.F. : Lumière, 9 (246-49-07).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Relâche, 16 (285-64-44).

MERCREDI

SELECTION OFFICIELLE FESTIVAL DE VENISE 82

qu'est-ce qu'on attend pour être heureux !

UN FILM ÉCRIT ET RÉALISÉ PAR COULINE SERREAU

PRIME PAR LA FONDATION PHILIP MORRIS

sortie le mercredi 1^{er} septembre

PALME D'OR - CANNES 82

YOL

LA PERMISSION

YILMAZ GÜNEY

SPECTACLES

L'ENFER EST A LUI (A. v.o.) : Olympia, 14 (542-67-42).

EXCALIBUR (A. v.o.) : Opéra Night, 2 (296-62-56).

L'EXORCISTE (A. v.o.) : Capri, 2 (308-11-69).

LE FANFARON (A. v.o.) : Studio Média, 5 (633-25-97).

FELINI-ROMA (A. v.o.) : Champ, 5 (354-51-60).

LA FIEVRE DANS LE SANG (A. v.o.) : Action Christiane, 6 (325-47-46).

FRANKENSTEIN JR. (A. v.o.) : Opéra Night, 2 (296-62-56).

FRENZY (A. v.o.) : Ephe de Bois, 5 (337-57-47).

LA FUREUR DU DRAGON (Hough, v.o.) : Berlitz, 2 (742-60-33).

MONTE CARLO (A. v.o.) : Ambassade, 8 (335-15-08).

HOLLYWOOD BOULEVARD (A. v.o.) : Naxos, 12 (343-04-07).

FAUVETTE (A. v.o.) : Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00).

WEPHER (A. v.o.) : Ravel, 16 (285-64-44).

LA GUERRE DES ÉTOILES (A. v.o.) : Berlitz, 2 (742-60-33).

GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (F. v.o.) : Desfer, 14 (321-41-01).

HELLZAPOPPIN (A. v.o.) : Ciel Beau-bourg, 3 (271-22-36).

LA MONTE DE LA JUNGLE (F. v.o.) : Parisienne, 14 (329-43-11).

IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A. v.o.) : Hausmann, 9 (770-47-55).

Montparnasse, 14 (327-52-77).

Les festivals

BUSTER KEATON : Marais, 4 (278-47-86) : le Dernier round.

CARV GRANT (v.o.) : Nicolas-Ecoles, 3 (325-72-07) : Indiscret.

UN CLASSIQUE DU JEUNE BEL-MONDO : Bonaparte, 6 (326-12-12) : le Doulou, 16 h, 18 h, 20 h.

SAMUEL FULLER : l'ambiguïté (v.o.) : Bonaparte, 6 (326-12-12) : Shock Corridor.

HUMPHREY BOGART (v.o.) : Action-La Fayette, 2 (742-60-33) : la Femme à abattre.

FRITZ LANG (v.o.) : Action-La Fayette, 2 (742-60-33) : la Cinquième Victime.

CARLOS SAURA (v.o.) : Espace-Gaîté, 14 (327-95-54) : Elise Vida Mia, 16 h 30 et 21 h 30.

UNE HISTOIRE DU CINÉMA AMÉRICAIN (v.o.) : Olympia, 14 (354-51-60) : Qui a peur de Virginia Woolf?

IL ÉTAIT UNE FOIS LE WESTERN (A. v.o.) : Olympia, 14 (354-51-60) : John McCabe.

LUIS BUNUEL (la carrière de Sergio Siderman), Desfer, 14 (321-41-01). En alternance : le Journal d'une femme de chambre ; les Ministères de la nuit ; la Voie lactée ; le Charme discret de la bourgeoisie ; le Fantôme de la liberté ; Cet obscur objet du désir ; l'Âge d'or ; Tristana.

L'IMPORTANT, C'EST D'AIMER (F. v.o.) : Olympia-Luxembourg, 6 (633-77-77) ; Olympia-Balzac, 8 (561-10-40) ; 14-Juillet-Bastille, 11 (337-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15 (572-74-79).

LES INDOMPTÉS (A. v.o.) : Studio Bertrand, 7 (783-44-66) H. Sp.

L'INTROUVABLE (A. v.o.) : Olympia, 14 (354-51-60).

IRMA LA DOUCE (A. v.o.) : Champ, 5 (354-51-60).

JOSEPHIA (F. v.o.) : L'Espresso, 6 (544-57-34).

LAWRENCE D'ARABIE (A. v.o.) : Ravel, 16 (285-64-44).

LE LAUREAT (A. v.o.) : Saint-Germain Village, 5 (633-63-20).

LOVE STORY (A. v.o.) : Paramount-Maximus, 2 (296-62-56).

MICKY DONALD, FLUITO ET DINGO EN VACANCES (A. v.o.) : Ravel, 16 (285-64-44).

MUSC LOVERS (Ang. v.o.) : Ciel-Beau-bourg, 3 (271-22-36).

NEW-YORK, NEW-YORK (A. v.o.) : Saint-Germain Village, 5 (633-63-20).

NOSFERATU (A. v.o.) : Quartier Latin, 3 (326-84-45) ; Pagode, 7 (705-12-15) ; Olympia-Balzac, 8 (561-10-40) ; Parisienne, 14 (329-43-11).

V.I. : Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-34-43) ; Naxos, 12 (343-04-07).

ON L'APPELLE TRINITA (A. v.o.) : Français, 9 (770-33-88).

ON CONTINUE À L'APPELER TRINITA (A. v.o.) : Marignan, 8 (359-02-82) ; Rivecourt, 12 (223-56-70) ; Gaumont-Stud, 14 (327-84-50).

ON NE VIT QUE DEUX FOIS (A. v.o.) : Olympia-Hall, 3 (278-34-15) ; Paramount-Odeon, 6 (325-94-43) ; Paramount-City, 8 (562-45-76) ; V.I. : Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12 (343-79-17) ; Paramount-Gaîté, 13 (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14 (326-90-10) ; Paramount-Orléans, 14 (540-45-01) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Paramount-Madison, 17 (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18 (606-34-25).

OPÉRATION TONNERRE (A. v.o.) : Colisée, 9 (359-29-46) ; V.I. : Arcades, 2 (233-38-36) ; Montparnasse 83, 6 (544-42-27).

OSSESSONE (A. v.o.) : Olympia-Saint-Germain, 6 (222-87-23).

PAPILLON (A. v.o.) : Biarritz, 3 (723-69-23) ; V.I. : Capri, 2 (308-11-69) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; Montparnasse, 14 (327-84-50).

LE PARRAIN N° 2 (A. v.o.) : Rivoli-Bombourg, 3 (272-63-32).

PHANTOM OF THE PARADES (A. v.o.) : Clichy, 6 (633-10-82).

PINK FLOYD À POMPEÏ (F. v.o.) : Studio J.-Cocote, 5 (354-47-62).

POSSESSION (F. v.o.) : Olympia-Saint-Germain, 6 (222-87-23) ; H. Sp. : Les Bains de la Colère, 8 (561-10-40) ; Studio Corneille, 3 (272-63-32).

SAMSON ET DALILA (A. v.o.) : Arcades, 2 (233-38-36).

SEPT ANS DE RÉFLEXION (A. v.o.) : Action-La Fayette, 2 (742-60-33).

SERPICO (A. v.o.) : St-Germain Village, 5 (633-63-20) ; Elsydes Lincoln, 8 (359-36-14).

LE SHERIFF EST EN PRISON (A. v.o.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

SOUPEURS (A. v.o.) : Studio Bertrand, 7 (783-44-66) ; H. Sp. : 17 (627-60-20).

TES FOLLES OU QUOI ? (F. v.o.) : Arcades, 2 (233-38-36).

TO BE OR NOT TO BE (A. v.o.) : Naxos, 12 (343-04-07).

LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : 14-Juillet-Parade, 6 (326-90-10).

LES VALEUSEUX (F. v.o.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Ravel, 16 (285-64-44) ; Z. (F. v.o.) : Temples, 3 (272-63-32).

Les séances spéciales

À LA RECHERCHE DE MR. GOODBAR (A. v.o.) : Boite à Films, 17 (622-44-21), lun. mar. à 18 h.

AMERICAN GIGOLO : Châtel-Victoria, 14 (308-94-14), 17 h 30.

AMERICAN GRAFFITI (A. v.o.) : Châtel-Victoria, 14 (308-94-14), 16 h 15.

BUDAPEST BALLADE (A. v.o.) : Olympia-Luxembourg, 6 (633-77-77), 12 h et 24 h.

CLAIR DE FEMME (F. v.o.) : Châtel-Victoria, 14 (308-94-14), 20 h 15.

DARK VICTORY (A. v.o.) : Olympia-Luxembourg, 6 (633-77-77), 12 h et 24 h.

DESPERU GUZALA (Ser. v.o.) : Saint-Lambert, 15 (332-91-69), 21 h.

GATSBY LE MAGNIFIQUE (A. v.o.) : Boite à Films, 17 (622-44-21), 20 h 15.

MARATHON MAN (A. v.o.) : Châtel-Victoria, 14 (308-94-14), 22 h 15.

MEAN STREET (A. v.o.) : Olympia-Luxembourg, 6 (633-77-77), 12 h et 24 h.

MORT À VENISE (A. v.o.) : Studio Galand, 5 (354-72-71), 16 h.

NOS PLUS BELLES ANNÉES (A. v.o.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16), 21 h.

ORANGE MECHANIQUE (A. v.o.) : Studio Galand, 5 (354-72-71), 20 h 10.

PERFORMANCE (A. v.o.) : Olympia, 14 (354-51-60), 18 h.

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A. v.o.) : Châtel-Victoria, 14 (308-94-14), 22 h 20.

RAÏTIME (A. v.o.) : Châtel-Victoria, 14 (308-94-14), 19 h 40.

RECONQUÊTE AVEC DES HOMMES : REMARQUABLES (A. v.o.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16), 18 h 30.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A. v.o.) : Studio Galand, 5 (354-72-71), 22 h 15 et 0 h 20.

LES YEUX DE L'ANNA MAÏS (A. v.o.) : Temples, 3 (272-63-32), 22 h 10.

ZABRISKIE POINT (A. v.o.) : Boite à Films, 17 (622-44-21), 16 h 10.

RADIO-TÉLÉVISION

L'INSTALLATION DE LA HAUTE AUTORITÉ

Aucune instruction ne pourra être adressée aux neuf « sages »

Les neuf membres de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, qui sera officiellement installée mardi 31 août par le président de la République, n'auront pas le droit, pendant la durée de leur mandat, d'occuper, du sein d'un parti ou d'un groupement politique, tout poste de responsabilité ou de direction et, de façon plus générale, d'exercer une activité incompatible avec leur mission : c'est ce que stipule un décret signé du premier ministre et paru au Journal officiel du 29 août.

Ce texte ajoute que les neuf « sages » devront également s'abstenir de mentionner leur qualité de membre de la Haute Autorité dans tout document susceptible d'être publié ou diffusé à l'occasion d'une activité publique ou privée. En cas de manquements à ces règles, la « démission d'office » sera enregistrée.

Assurant que, dans l'exercice de leurs attributions, les membres de la Haute Autorité ne recevront au-

cune instruction, le décret précise les conditions de fonctionnement de cette instance. Ainsi, elle se réunira sur la convocation de son président (Mme Michèle Cotta), qui fixera l'ordre du jour, mais cette convocation sera de droit à la demande du tiers des membres (soit trois personnes).

D'autre part, ses décisions ou re-

commandations seront adoptées à la majorité simple - le président ayant une voix prépondérante - et elle délibérera « valablement lorsque le nombre de présents est au moins égal à cinq ». Toutefois, pour des questions essentielles, comme la nomination des présidents de société, le droit de réplique au gouvernement ou l'examen des cahiers des

charges, le quorum devra être de sept membres, « sauf cas de force majeure ».

Enfin, le texte gouvernemental prévoit la nomination, par décret et sur proposition du président de la Haute Autorité, d'un secrétaire général, qui dirigera les services administratifs de cette instance.

Lundi 30 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 **Cinéma** : Ruffalo sur la ville. Film français de F. Chénal (1957), avec C. Vanel, M. Mondy, M. Piccoli, G. Gervin, D. Patisson, B. Darvi (N.). Un policier qui cherche à arrêter un tueur en série tombe amoureux de la femme d'un inspecteur détaché. Pour ne pas décevoir de celui-ci, il le met en situation dangereuse dans la chaîne au bandit.

Un réalisateur pragmatique documentaire, une mise en scène rythmée, nerveuse, « à l'américaine ». Un film noir français méconnu par la critique. Pierre Chénal se situe pourtant avec cette œuvre du côté de Becker (Touches pas sa griffe) et de Jules Dassin (De l'argent chez les hommes).

21 h 55 **Documentaire** : Sur la voie. Une émission de l'Odéon national du film canadien. Le trajet en train de Whychang à la capitale Beijing (Pékin) : 200 km en quelques heures, vue par Georges Dufaux.

22 h 55 **Sports** : Rallye de montagne. Magazine mondial de tennis. Un reportage sur Tracy Austin, résumé des tournées du Grand Prix, etc.

23 h 30 **Journal**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 **Musique** : Pierre Boulez. De E. Ruggieri (en liaison avec France-Musique). Musique de Paris, dir. P. Boulez, interprète : Concerto pour piano et orchestre de Bartok et la Nuit transfigurée, de Schoenberg, sol. M. Pollak.

La réunion de Pierre Boulez et Maurizio Pollini semble idéale. Les deux artistes ont travaillé ensemble, avec rythmes constants du concerto de Bartok dans les deux musiciens donne une version chargée d'émotion.

21 h 55 **Documentaire** : Grands jours et jours ordinaires. Ma première femme, réal. L. Mollat. Quand un cinéaste, amateur d'une mini-école, apprend à nager.

22 h 35 **Chefs-d'œuvre en péril**. De P. de Lagarde. Les chefs français en exil. Au nord de la presqu'île de Manhattan, à New-York, a été

aménagé un étrange musée fait essentiellement de débris de monuments français.

23 h 5 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **Cinéma** : L'Ennemi public numéro un. Film français de H. Verneuil (1953), avec Fernandel, Zénon Gabor, M. Maury, A. Adam, J. Marchal, L. Seigner, (N. Ruffalo).

A New-York, un employé de magasin, noyé comme une taupe, revêt, par méprise, l'imperméable d'un redoutable tueur. Le policier l'arrête et le prend pour l'ennemi public numéro un, ce qui entraîne dans de folles aventures. Cette parodie de film policier américain fut tournée, en partie aux États-Unis. Henri Verneuil remplace Jules Dassin, considéré comme indéfectible à cause de la chasse aux sorcières. Échoué à diriger l'arméol, celui-ci nous en fait un bon dans la réalisation et l'utilisation comique du populaire acteur.

22 h 15 **Journal**.

22 h 45 **Musique**. Le théâtre musical de Maurice Kugel.

FRANCE-CULTURE

20 h. Une page de Léon Grandpierre, de J. Bransolle, avec : Y. Darcet, J. Collard, J. Noblet, etc.

21 h. L'histoire racontée en ses propres mots et les siens : La tradition orphique et le Christ des Gospels.

22 h. Nuits magiques : Rester, partir, oublier, écouter.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 35. Concert : En simphonie avec Antoine 2. Concerto pour piano et orchestre n° 2, de Bartok, « la Nuit transfigurée », de Schoenberg, par l'Orchestre de Paris, dir. P. Boulez, sol. M. Pollak, piano.

22 h 35. Concert : En simphonie avec Antoine 2. Concerto pour piano et orchestre n° 2, de Bartok, « la Nuit transfigurée », de Schoenberg, par l'Orchestre de Paris, dir. P. Boulez, sol. M. Pollak, piano.

23 h 5. Aspects de la musique française, œuvres de Messiaen ; 0 h 5. Musiques de nuit, œuvres de Debussy, Ravel, Schumann.

Mardi 31 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 30 **Faillite** : Les Faucheurs de marguerites.

13 h **Journal**.

13 h 35 **Série** : Amicalement vôtre. Regrus éternels (rediff.).

16 h 50 **Croque-vivants**.

18 h 20 **Série** : L'Éducation sentimentale. D'après G. Flaubert. Réal. M. Crammes (4^e épisode, rediff.).

19 h 45 **Émissions régionales**.

19 h 45 **Émissions régionales**.

20 h **Journal**.

20 h 35 **Au théâtre** ou soir : Ce que femme veut. D'E. Ruy et A. Savoir, mise en scène J. Kerbrat, avec Y. Pélissier, G. Beller, P. Borge, C. Allary.

Musique de Saint-Hubert par la Compagnie de Nicole de Benjumeau, une jeune chanteuse renouée par le jeune maître à leur mariage.

22 h 35 **L'Avant**, mode d'emploi. Magazine de l'information sur l'économie professionnelle. Comment cette information est reportée, vérifiée, rédigée, dans les centres de l'ONISEP.

23 h 5 **Journal**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 30 **A.L.T.I.O.P.E.**

12 h 10 **Journal**.

12 h 15 **La vérité** est au fond de la mer. Avocat taxi croquet et volait d'avocat.

12 h 45 **Journal**.

13 h 35 **Série** : Les Arpents verts. Ah ! les femmes (rediff.).

14 h 15 **Journal**.

14 h 35 **Série** : L'Âge de cristal. Ombres dans la nuit (dernier épisode).

15 h 55 **Sports**. Séminaire, 3^e jour : bascul.

16 h 15 **Révisé A 2**. Les quatre amis : Casper, Spectreman.

18 h 30 **Journal**.

18 h 50 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 **Émissions régionales**.

19 h 45 **Documentaire**.

20 h **Journal**.

20 h 35 **Cinéma** : Le Dossier 51. Film français de M. Deville (1978), avec F. Marthuret, R. Flancon, C. Marraut, F. Lagarde, A. Prieval, L. Sabo.

Un haut fonctionnaire français est nommé à un poste-clé. Un service secret étranger l'égale, réuni sur lui toutes les informations possibles, cherche dans sa vie intime la faille qui permettra de le manipuler.

Transposition cinématographique d'un livre de Gilles Perrot. Utilisant le procédé de la « caméra subjective », Michel Deville a distillé une atmosphère d'angoisse en suggérant l'action journalière des violences de conscience, portant atteinte à la liberté et à l'identité d'un homme. Ce film passionnant est un art d'alarme sur la mise en surveillance de l'individu.

22 h 30 **Musique** : Mozart. (En liaison avec France-Musique). Le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. H. Soudant, interprète la « Gran Partita », de Mozart.

Œuvre aux allures de symphonie pour onze instruments, pathétique presque romantique.

23 h 15 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 10 **Journal**.

19 h 20 **Émissions régionales**.

19 h 40 **Pour les jeunes**. Contes des pré et des bois : Le boulier pauvre et le roi du vent ; « Aïoli » ; Jeunes et vieux.

19 h 55 **Dessin animé**. Il était une fois l'homme.

20 h **Les jeux de l'été**.

20 h 35 **La dernière séance**. Une émission d'E. Mitchell et G. Jourdain.

Le chanteur veut emmener un chien. Avec, comme toujours, les actualités de l'époque, des dessins animés et deux films.

20 h 50 **Cinéma** : Les Pionniers de la Western Union. Film américain de F. Lang (1940), avec R. Scott, R. Young, D. Jagger, V. Gilmore, J. Caradine, S. Sumner (rediff.).

En 1881, un bandit repart travailler à l'établissement du télégraphe international dans les territoires de l'Ouest. Il retrouve un ancien complice, qui ne veut pas travailler, malgré ses efforts, en respect d'une parole donnée.

Un des films les moins personnels de Fritz Lang. Le cinéaste a fait un film de genre, mais il a su en faire un film de western, mais l'action est bien menée et l'interprétation de Randolph Scott très intéressante.

22 h 50 **Journal**.

23 h 5 **Cinéma** : Le Bouffon du roi. Film américain de N. Fajina et M. Frank (1955), avec R. Kays, G. Jones, B. Rathbone, A. Lombard, C. Parker (rediff.).

En Angleterre, au Moyen Âge, un croqueur de crime, chargé de protéger un noble, héritier d'un grand domaine, s'introduit comme bouffon à la cour de l'empereur.

Comédie baroque et musicale, raillant les films de chevalerie à la manière hollywoodienne, avec pas mal d'allusions au célèbre Robin des bois. Danny Kaye se déchaîne.

0 h 5. Prévisions à la nuit.

Variations d'A. Boulogne, par A. Ranc, piano.

FRANCE-CULTURE

7 h 2. Marcel Schwob, de M. Cholevsky (et à 14 h, 19 h 23 et 23 h 50).

7 h 7. Mathématiques : Colportage (Larzac, terre en marche).

8 h. Les Chansons de la connaissance : Les âges de la vie (le jeune homme et la cité) : à 8 h 12 : Proust de fil. Dégans et Baudouin. Paroles de fil : à 8 h 50 : Dégans et Baudouin.

9 h 7. La méditation des autres : Les quatre solistes ont luit sur le 10 h 45. Un quart d'heure avec... Jacques Bloch-Morhange : La grenouille et le scorpion.

11 h 2. Congrès de la société internationale de musicologie de Strasbourg (et à 17 h 32).

12 h 15. Agnès.

12 h 45. Panorama : Actualité des festivals et de la province.

13 h 30. Livres parus variés.

14 h 5. Un livre, des voix : « Les aventures d'Antoine Didi », de C. Vernet.

14 h 45. Le monde en singulier.

15 h 30. Poésie caritative.

16 h 30. Microscopie : Le tour du monde en trente minutes.

17 h. Ronsard : Poésie autres, où sont les faiblesses d'autant.

17 h 32. Sont : Fêtes de la vigne à Dijon.

18 h 30. La vie entre les âges : « La vallée des roses », de B. Bachelard.

19 h 25. Jazz à l'ancienne.

19 h 30. Éthnologie, tout de monde : Le massif himalayen.

19 h 45. Dialogues : Choderlos de Laclos : révolution et libertinage. avec L. Verneil, H. Coniel et J.-L. Seylaz.

21 h. Musiques de notre temps : Éthnologie pour un alphabet. M. Crammes, musicien.

22 h. Nuits magiques : Rester, partir, oublier, écouter.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Musiques du matin : Œuvres de Weber, Oriz, J.-S. Bach, Couperin, Beethoven, Rossini, Dvorak, Fauré.

8 h 7. Quatuor musical.

9 h 5. D'une oreille à l'autre : Œuvres de Purcell, Geminelli, Schubert, Satie, Poulenc, Caldara, Beethoven, Durufé, Marais.

12 h. Œuvres de Beethoven.

12 h 35. D'une oreille à l'autre : M. Arroyo, soprano, œuvres de Verdi, Halévy.

14 h 4. Mémoires de l'Orchestre national : Œuvres de Wagner. Chabrier, Fauré, dir. A. Chytrons.

16 h. Rapports contemporains : œuvres de Harrison, Marsh.

17 h 2. Les intégrales : G. Bizet.

18 h. Concert (donné en l'abbaye St-Michel-de-Cuxa le 7 août 1981). Festival de Prades, œuvres de Bruch, Prokofiev, Bartok.

19 h 30. Jazz-ensemble 1968.

20 h. Premières lignes : Hommage à K. Böhm, œuvres de R. Strauss.

20 h 30. Concert (en direct de l'Église Saint-Julien-le-Pauvre à Paris). Festival de Prades, « Chants grégoriens et école de Notre-Dame par l'ensemble Guillaume Dufay, dir. A. Bodols.

21 h 45. La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit, œuvres de Mendelssohn ; 22 h 30, Concert (en liaison avec A2) : « Gran Partita », de Mozart ; 23 h 15, Jazz-chub.

LE LION DU DESERT

MOUSTAPHA AKKAD

« Le spectacle est superbe, le paysage attachant, les chevaux incroyables, le sable infini... Quelle distribution ! »

LE FIGARO.

LIDO MUSIQUE

TOUS LES ENREGISTREMENTS VIDEO

SECAM - PAL - NTSC

VHS-BETAMAX

CHAMPS-ÉLYSÉES 68

Tél. : 225.30.86

A ses lecteurs qui vivent hors de France

Le Monde

présente une

Sélection hebdomadaire

Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien.

Numéro spécimen sur demande.

Fièvre électronique : 140 milliards de francs pour quoi faire ?

Pourquoi consacrer 140 milliards de francs à la recherche et au développement électronique ? C'est la question que se posent les députés de la commission des finances de l'Assemblée nationale, après avoir constaté que le montant des crédits alloués à la recherche électronique a augmenté de 100 % en 1982.

La commission des finances de l'Assemblée nationale a examiné le budget de la recherche électronique pour 1982. Elle a constaté que le montant des crédits alloués à la recherche électronique a augmenté de 100 % en 1982, passant de 140 milliards de francs en 1981 à 280 milliards de francs en 1982.

La commission des finances de l'Assemblée nationale a examiné le budget de la recherche électronique pour 1982. Elle a constaté que le montant des crédits alloués à la recherche électronique a augmenté de 100 % en 1982, passant de 140 milliards de francs en 1981 à 280 milliards de francs en 1982.

LES AMBITIONS D'I.B.M. EN FRANCE

Quelle est l'ambition d'I.B.M. en France ? C'est la question que se posent les députés de la commission des finances de l'Assemblée nationale, après avoir constaté que le montant des crédits alloués à la recherche électronique a augmenté de 100 % en 1982.

La commission des finances de l'Assemblée nationale a examiné le budget de la recherche électronique pour 1982. Elle a constaté que le montant des crédits alloués à la recherche électronique a augmenté de 100 % en 1982, passant de 140 milliards de francs en 1981 à 280 milliards de francs en 1982.

La commission des finances de l'Assemblée nationale a examiné le budget de la recherche électronique pour 1982. Elle a constaté que le montant des crédits alloués à la recherche électronique a augmenté de 100 % en 1982, passant de 140 milliards de francs en 1981 à 280 milliards de francs en 1982.

De l'effort que chacun de nous doit faire pour que la France reste une grande nation, c'est la question que se posent les députés de la commission des finances de l'Assemblée nationale, après avoir constaté que le montant des crédits alloués à la recherche électronique a augmenté de 100 % en 1982.

La commission des finances de l'Assemblée nationale a examiné le budget de la recherche électronique pour 1982. Elle a constaté que le montant des crédits alloués à la recherche électronique a augmenté de 100 % en 1982, passant de 140 milliards de francs en 1981 à 280 milliards de francs en 1982.

La commission des finances de l'Assemblée nationale a examiné le budget de la recherche électronique pour 1982. Elle a constaté que le montant des crédits alloués à la recherche électronique a augmenté de 100 % en 1982, passant de 140 milliards de francs en 1981 à 280 milliards de francs en 1982.

Le Monde

ECONOMIE

Filière électronique : 140 milliards de francs pour quoi faire ?

Présenté comme le grand dessein industriel du septennat de M. François Mitterrand, le plan d'action quinquennal pour le développement des industries de la filière électronique se met peu à peu en place. Le cadre tracé, les grandes orientations en matière de recherche, de formation et d'utilisation définies lors du conseil des ministres du 28 juillet, deux grandes questions restaient en suspens.

Comment financer un effort d'investissement que le chef de l'Etat a lui-même fixé à 140 milliards de francs sur cinq ans ? Comment aménager les structures industrielles d'un secteur, aux situations si contrastées, dont l'Etat assure désormais, à travers les groupes nationalisés (I.C.E., Thomson, Matra, C.I.L., Honeywell Bull), la moitié de la production ?

VOLONTÉ des uns de ne pas officialiser des chiffres qui ne sont pour l'instant que des estimations ? Craintes des autres de se lier par des engagements pluri-annuels ? Toujours est-il que le gouvernement est resté fort discret sur le chapitre et il semble exclu qu'il détaille prochainement un plan de financement dont seules les grandes lignes ont été arrêtées au début de l'été.

Les fourchettes qui ont été calculées par les pouvoirs publics, même si elles n'ont encore qu'une valeur indicative, ont cependant le mérite de bien situer l'ampleur

des ambitions de la filière électronique (140 milliards de francs par an), qu'il faut trouver. La part des filiales étrangères se maintient à 20 milliards, ce sont donc l'Etat et les entreprises privées et publiques qui se partageront cet effort supplémentaire. La contribution de l'Etat serait comprise dans une fourchette de 55 à 60 milliards, soit 11 à 12 milliards par an. On trouve chaque année ces 6 milliards de francs supplémentaires ?

Les P.T.T. sont, semble-t-il, prêts à faire un geste. A condition, bien sûr, que le budget leur laisse les moyens financiers nécessaires et que les ponctions opérées sur le cash-flow de la D.G.T. (Direction générale des télécommunications) ne deviennent pas une habitude. On pourrait, par exemple, recourir en partie sur l'engagement des P.T.T. de faire baisser, en francs constants, les tarifs des communications téléphoniques (4 % par an). Les recettes supplémentaires ainsi dégagées pourraient aider au développement des industries électroniques.

Les crédits du ministère de la recherche et de l'industrie pour la filière dépasseront des 1983 les 2 milliards de francs par an. Enfin le solde serait fourni par les dotations en capital aux groupes nationaux et divers prêts à des conditions privilégiées, voire à trouver des formules de financements plus originales, faisant intervenir indirectement l'Etat.

Des objectifs ambitieux

Resteraient donc 60 à 65 milliards de francs à la charge de l'industrie, elle-même pour partie par autofinancement, les emprunts traditionnels, les augmentations de capital (pour le privé), voire de nouvelles formes d'épargne. Le financement des investissements est une chose. Mais, pour atteindre les objectifs ambitieux que s'est donné le gouvernement, encore faut-il assurer des débouchés aux industries électroniques : agir sur la demande en créant une chaîne de produits et de services qui profite surtout aux importations. Ainsi, le plan « Filière électronique » devra-t-il être soutenu par des grands programmes d'équipements à l'image de ce qui s'est fait pour le développement du nucléaire.

Dans cette optique, les armées ont toujours un rôle majeur à jouer. Les P.T.T. également. Or, les investissements dans le téléphone vont plafonner, puisque, à la fin de 1982, 80 % des réseaux français seront équipés. Il faut donc trouver des relais qui assurent de nouveaux débouchés à l'industrie et offrent des perspectives de recettes aux P.T.T. Le vidéotex (terminal électronique) et le câblage des réseaux pour recevoir des chaînes de télévision par satellite ou par câble sont deux des programmes sur lesquels on compte avec le plus de sérieux. Ils représenteraient respectivement des marchés potentiels pour l'industrie française de 15 et 45 milliards de francs pour les cinq prochaines années. Ils permettraient d'acquiescer la maîtrise de technologies nouvelles, comme celle des fibres optiques.

Les matériels vidéo, les micro-ordinateurs, les ordinateurs personnels sont eux des marchés de masse qu'il convient de ne pas négliger. A condition, encore une fois, que l'industrie française soit capable de faire face à la demande potentielle. C'est dire que le plan d'action pour l'électronique doit, si l'on ne veut pas qu'il reste un catalogue de vœux pieux, comporter un vaste volet industriel.

J.-M. QUATREPOINT.

(Lire la suite page 16.)

RECHERCHE : la trop grande puissance des firmes nationalisées

La recherche industrielle est devenue, en France, comme le fut naguère le Plan. Précédée par des assises régionales de la recherche et de la technologie, les Etats généraux de la science, patronnés par le gouvernement, ont connu, en janvier 1982, un succès qui en a surpris plus d'un.

Le gouvernement a décidé de faire un gros effort pour relancer cette activité qui est la « clé du renouveau » économique pour reprendre une image développée par le président de la République. Depuis le début de cette année, et dans un premier temps jusqu'en 1985, les crédits pour la recherche doivent équivaloir à 2,5 % du produit intérieur brut (P.I.B.) (1,8 % en 1981). Pour atteindre cet objectif, les entreprises industrielles devraient accroître de 6 %, en volume chaque année, leurs dépenses pour la recherche. Certains doutent déjà qu'elles l'atteignent ou l'approchent en raison des résultats économiques prévisibles.

DANS le sillage du mouvement en faveur de la science, le Crédit national (1) publie, dans son bulletin du deuxième trimestre, plusieurs études consacrées à la recherche dans les entreprises. Ce texte, s'appuyant sur de nombreuses statistiques (notamment celles rassemblées par le commissariat général du Plan), met à plat, si l'on peut dire, ce qui a été fait en France pour la recherche depuis une vingtaine d'années. Il s'attarde sur la participation des sociétés industrielles à cet effort.

De son côté, le rapport sur l'état de la France en mai 1981 (2), dont la rédaction avait été confiée à un groupe d'experts présidé par M. François Bloch-Lainé, comprenait, bien évidemment, un chapitre sur la science et ses applications. Des suggestions n'y manquent pas.

« L'effet de levier »

Le rapport de M. Bloch-Lainé remarque tout d'abord : « En 1980, l'effort français de recherche et de développement représentait 1,8 % du P.I.B. et occupait à peu près l'équivalent de trois cent mille personnes, secteurs public et privé réunis. C'est dire la place que, du seul point de vue quantitatif, et en dehors même de leur effet de levier sur l'ensemble des activités, la science et le développement technologique tiennent dans l'économie. »

Si, en matière de recherche fondamentale, « on observe un réel progrès du niveau international de la recherche française », il n'en est pas de même s'agissant de la recherche appliquée et du développement technologique. « La France n'a ni le matériel ni les moyens humains traditionnels (...) La technologie

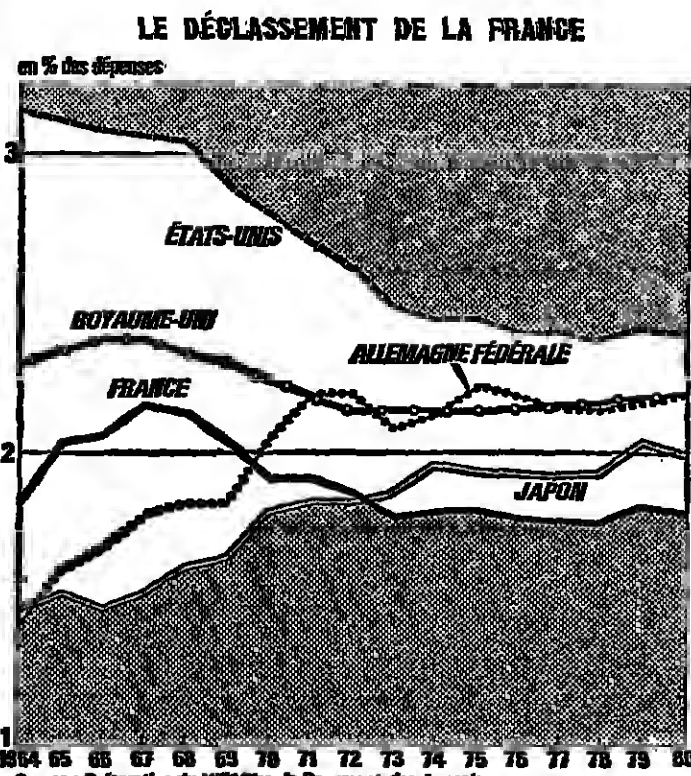
française est forte dans un nombre très limité de secteurs de pointe, mais dispose d'une base générale faible. A cet égard, la situation est plutôt dégradée au cours des dernières années. »

Malgré un accroissement du nombre des brevets déposés à l'étranger, qui montre une capacité certaine à se maintenir dans la compétition technologique dans quelques domaines, la balance française des recherches pour les brevets et les licences reste largement déficitaire, confirmant que notre pays demeure un importateur structurel d'inventions, ainsi qu'un transfère de technologies avant la vente d'usines clés en main aux pays en voie d'industrialisation.

Toutefois, comme le souligne le Crédit national, l'effort du pays pour la recherche est resté stable pendant une dizaine d'années. En revanche, ses principaux concurrents ont consacré aux investissements scientifiques une part plus importante de leur richesse nationale (voir le graphique ci-dessous). Mais sans doute en est-il pour la recherche comme pour nombre d'autres investissements : leur croissance n'est pas linéaire. Après une période marquée par un important financement, un pays peut, relativement et pendant un temps, relâcher son effort sans grandes conséquences pour les résultats.

Une interrogation majeure

Le gouvernement a donc décidé de consacrer 2,5 % du P.I.B. à la recherche. « Cette ambition, note le Crédit national, vise à renouer avec l'effort accompli vers la fin des années 60 ; elle se situe toutefois dans un contexte économique nettement moins favorable (...) ». Enfin, « cet objectif



Depuis une dizaine d'années, dans les cinq grands pays industrialisés « occidentaux », la part des dépenses de recherche et de développement est restée stable par rapport au produit intérieur brut (P.I.B.). Pour l'ensemble, la raison en est la crise économique, conséquence du premier « choc » pétrolier, qui a contraint chacun de ces pays à réduire sensiblement leurs dépenses budgétaires.

La France, qui était jusqu'en 1969, troisième dans ce classement (21,5 %), se retrouve à présent, et depuis 1973, quatrième (18,0 %) derrière les Etats-Unis (24,0 %), l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne (23,0 %) et le Japon (22 %).

Deux raisons principales expliquent le décalage de la France : 1) Les investissements scientifiques pour la défense nationale ont diminué à partir de 1969 ; cet argument peut être aussi invoqué pour les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ; 2) Si, en France, l'effort de l'Etat pour la recherche est comparable à celui fait par ses principaux concurrents, en revanche, jusqu'à ces toutes dernières années, il n'avait pu (en en) entraîner les entreprises privées à l'imiter.

Plus généralement, la tendance s'est profondément modifiée depuis 1979 à la suite d'un conseil des ministres restrictif. L'effort de l'Etat, qui a repoussé le projet du VIII^e Plan (1980-1985) ; celui-ci prévoyait finalement que la part du P.I.B. pour la recherche et le développement, serait de 2,3 % en 1985.

Le loi-programme, qui a été voté sur proposition du gouvernement de M. Pierre Mauroy, prévoit que ce pourcentage devrait être de 2,5 % en 1985.

(1) En 1980, le P.I.B. de la France était de 1 764 milliards de francs.

L'emploi industriel en perte de vitesse

QUE le chômage soit dû, en grande partie, aux restructurations et même au repli de l'industrie européenne, tout le monde s'en doute. Mais la publication par la Communauté européenne des statistiques sur l'emploi de 1970 à 1981 révèle, avec la sécheresse brutale qu'ont les chiffres, l'importance des changements dans la répartition des emplois selon les secteurs d'activité.

La réduction des effectifs dans l'agriculture s'est poursuivie à un rythme rapide dans le plupart des pays de la C.E.E., mais, — phénomène plus inquiétant, — l'industrie a perdu un nombre très élevé de salariés.

C'est en valeur absolue que la compression du personnel est la plus significative : 700 000 salariés en moins en France, 1 800 000 en R.F.A., ce qui est considérable, et 2 643 000 au Royaume-Uni, ce qui est énorme et confirme la véritable crise de la reconstruction de l'industrie britannique.

Pour l'ensemble des pays de l'Europe des Dix, la chute des effectifs de l'industrie est aussi impressionnante : c'est de près de 5,5 millions qu'on fondus les effectifs. La modernisation, l'automatisation et tous les progrès de la productivité sont, certes, à l'origine de ce « dégraisement ». Mais le poids des avantages sociaux, ainsi que la concurrence des nouveaux pays industriels ont aussi provoqué des coupes dans le personnel des entreprises de certaines branches, comme le textile, l'habillement, etc.

Face à ces bouleversements de la structure des emplois — plus nous en avons eu l'Europe —, l'Europe suit ou subit. Le phénomène n'est pas nouveau : il s'agit d'une lente et ancienne évolution des sociétés dites « avancées ». Mais, depuis la crise internationale, l'important gonflement des effectifs dans les services s'est ralenti et il ne suffit plus, dans certains pays, à compenser la poussée de la population active.

Jouent aussi les facteurs démographiques. Si, au total, la population employée en France a légèrement augmenté (+ 2,9 %), grâce au fort accroissement du tertiaire, le chômage s'est cependant accru en raison de l'arrivée sur le marché du travail de contingents importants de jeunes.

Au Royaume-Uni, non seulement l'industrie régresse, mais depuis 1980, le tertiaire n'est plus un moteur de l'emploi. Les taux rouges s'allument dans tous les secteurs et expliquent le très fort accroissement du chômage, en dépit d'une diminution de la population active.

A l'heure où la machine remplace de plus en plus souvent l'homme et commence à envahir le tertiaire, reléguant les employés aux écritures, la politique de restriction des charges sociales et de réduction des horaires devrait être amplifiée, mais elle s'avère déjà insuffisante. Comme l'a souligné récemment M. Mauroy, il faut faire confiance à la machine : de nouvelles techniques, de nouveaux produits... et de nouvelles machines peuvent aussi, par effet multiplicateur créer à terme des emplois.

JEAN-PIERRE DUMONT.

LA DIMINUTION DES EFFECTIFS DANS L'INDUSTRIE EUROPÉENNE : DE 9 % A 23 %

	1970	1981	Evolution en %
R.F.A.			
Agriculture	2 282 000	1 495 000	-33,8
Industrie	12 902 000	11 101 000	-13,95
Services	11 364 000	13 864 000	+22,0
Total	26 548 000	26 660 000	+0,4
FRANCE			
Agriculture	2 822 000	1 688 000	-40,2
Industrie	9 814 000	7 380 000	-25,2
Services	10 015 000	12 362 000	+23,4
Total	22 651 000	21 430 000	-5,4
ROYAUME-UNI			
Agriculture	784 000	647 000	-17,5
Industrie	10 913 000	8 370 000	-23,3
Services	13 049 000	14 371 000	+10,1
Total	24 746 000	23 388 000	-5,5
EUROPE DES DIX			
Agriculture	12 629 000	8 388 000	-33,8
Industrie	44 879 000	38 388 000	-14,5
Services	59 435 000	59 838 000	+0,7
Total	116 943 000	106 614 000	-8,8

L'emploi — salariés, travailleurs indépendants — dans la C.E.E. Source : Eurostat, 4-1982.

UN CONTRAT NATIONAL POUR L'INDUSTRIE

par BERNARD CARRÈRE (**)

Le gouvernement a adopté, le 25 août, un projet de loi qui vise à canaliser l'épargne vers des placements industriels à long terme (comptes en actions, certificats d'investissement, titres participatifs). Toutefois la formule du compte courant des salariés dans les entreprises, préconisée par M. Delors sous le nom de compte d'épargne-industrie ou d'épargne-investissement, que défend l'auteur de l'article ci-dessous, n'a pas été retenue pour l'instant.

AINSI, le gouvernement a entrepris de demander beaucoup aux Français : un arrêt dans la progression des pouvoirs d'achat, malgré les inégalités persistantes et tant d'aspirations encore insatisfaites... Il a raison. A condition de manifester avec vigueur l'enjeu central : le renforcement de l'appareil de production, dont les pertes de compétitivité, les déficits de croissance ont mis en péril les prix, les échanges extérieurs, la monnaie... c'est-à-dire le niveau de vie de chacun d'entre nous.

En 1981, la France aura enregistré un déficit commercial de 55 milliards de francs avec l'ensemble de la C.E.E., des États-Unis et du Japon ; ainsi, loin d'alléger le coût de notre facture énergétique, nos échanges avec les grandes régions industrielles accentuent la dépendance économique du pays. Ce chiffre, appelé à encore s'aggraver en 1982, sanctionne un déclin d'ensemble de l'industrie française, longtemps masqué par quelques brillantes réussites. Entre 1973 et 1981, l'investissement dans l'industrie a décliné de 2 % l'an en moyenne chaque année, alors qu'il avait progressé au rythme de 6 % l'an sur la période 1963 à 1972.

La relance et la reprise

Dès lors, la France sous-produit par rapport à ses besoins comme par rapport à sa dimension et à ses ressources ; alors que sa population représente les neuf dixièmes de celle de la R.F.A., sa production industrielle n'atteint que six dixièmes de celle de nos voisins. Ce qui en résulte ? Au-delà d'un certain niveau, les dépenses de consommation bénéficient à l'importation, créent des emplois hors de nos frontières et nourrissent chez nous la hausse des prix. La relance ne produit plus la reprise.

De quel s'agit-il ? Il faut aujourd'hui consacrer à l'industrie des efforts et des ressources d'une tout autre dimension. Comme nous le verrons, celles-ci ne peuvent venir que des revenus individuels eux-mêmes, dont une fraction plus importante doit être affectée impérativement au développement de la production nationale.

Le relèvement de l'industrie française, succédant à la remarquable ascension des années 60, s'est produit au moment où les pays industrialisés sont confrontés à un triple effort industriel pour surmonter la crise. Il s'agit simultanément : de restaurer la compétitivité des industries traditionnelles — lorsque cela est encore possible — par des injections de technologie, des réformes de structure ; de développer des capacités en réponse aux nouvelles demandes (microélectronique...) et pour préparer les activités du futur (robotique, télématique...), enfin, de financer les délais de maturation, naturellement plus longs en période de croissance ralentie, et les coûts sociaux inévitables.

Les chiffres qui « tombent » depuis quelques mois — déficits des grandes entreprises du secteur énergétique, besoins de financement du secteur industriel nationalisé, enveloppes des plans sectoriels — placent très haut la barre de l'effort à consentir : disons une trentaine de milliards supplémentaires par rapport au niveau actuel de l'investissement industriel, ce qui nous mènerait au même niveau d'effort que l'industrie allemande.

Un investissement supplémentaire de 30 milliards de francs doit être à la portée d'un pays

qui consacre aujourd'hui 650 milliards à ses investissements de toutes natures. Mais la vraie question est celle du financement de cet effort qui doit procurer un rendement économique maximal sans déperdition sous forme de hausse des prix de production. L'endettement extérieur ne peut être accru sans limites, aux taux d'intérêt prévalant. Le renforcement du crédit en pleine conjoncture de récession met à découvert les entreprises les plus solides ; aujourd'hui, les frais financiers atteignent le montant des dépenses d'investissement ; le coût du futur se trouve ainsi doublé. Les marges financières des entreprises atteignent de leur côté un point très bas après trois années de chute des rentabilités. Enfin le budget de l'État a déjà fort à faire pour parer aux urgences les plus pressantes de consolidation industrielle et pour soutenir les politiques de solidarité particulièrement nécessaires en période de crise dans une démocratie digne de ce nom.

Les ressources indispensables

Il faut donc que la communauté des citoyens elle-même se mobilise autour de l'industrie pour concourir aux ressources indispensables. À partir de l'instant où un socle de consommation profite essentiellement à l'importation, une part du revenu distribué doit s'affecter en toute priorité à l'élargissement de la base de production nationale.

Cette épargne pour l'investissement pourrait prendre la forme de comptes courants constitués par les salariés dans les entreprises industrielles pour une période de trois à cinq années, remboursables au terme de ce délai à une valeur tenant compte de l'érosion monétaire constatée. Ce système d'épargne serait assez comparable à celui constitué chez nos voisins allemands grâce aux « fonds de pension » accumulés par les salariés dans leur entreprise ; fonds qui, par leur ampleur et leur stabilité, ont contribué puissamment à la solidité financière des firmes industrielles de la R.F.A.

Ainsi serait mis en œuvre notre triple objectif :

• L'abaisssement des coûts de production et, par là, le ralentissement de l'inflation, les entreprises pouvant sur les prochaines années stabiliser leurs prix et élargir les remboursements à venir sur un volume d'activité accru ;

(*) Economiste.

• L'accroissement de l'investissement, l'allègement des charges financières se conjuguant avec la disposition de ressources fraîches en fonds permanents ;

• La diminution des importations, par l'amélioration des compétitivités et une meilleure couverture des besoins nationaux. Le secteur industriel disposerait ainsi d'une force de frappe financière permettant d'acquiescer d'un tiers l'investissement actuel. Il resterait à en tirer le meilleur parti en termes d'activité, d'emploi, de lutte contre l'inflation et de déficit commercial.

D'autres mesures, également importantes, devront concerner l'emploi (meilleur partage du travail, notamment par extension du travail à temps partiel), la fiscalité (pour que les budgets sociaux ne croissent pas plus vite que la base productive du pays), la politique industrielle (pour que le nouveau flux d'investissements irrigue au maximum l'industrie nationale, et permette de ralentir la montée de l'importation).

Ainsi seraient posés les termes d'un « contrat national » avec l'État, les citoyens et les entreprises pour faire de la modernisation de l'industrie le passage obligé des croissances et des revenus à venir. Chaque Français, en cette huitième année de stagnation de notre économie, s'en convaincra, par expérience ou par simple observation : il nous faut aujourd'hui entreprendre sur la durée, ouvrir sur les fondations de notre économie, agir sur les grands déterminants de la richesse nationale. Cette mécanique doit être présentée avec franchise, dans sa chronologie et ses effets attendus.

Cohésion nationale

Comment ne pas voir dans ce contrat national pour l'industrie un sujet majeur de cohésion nationale, alors que maints débats politiques de second ordre distraient le pays des efforts essentiels ? Un tel effort est-il hors de notre atteinte ?

L'engagement d'épargne préconisé représente environ 2 % des revenus salariaux, ou 1 % du produit national brut (P.N.B.) national, soit le quart du prélèvement opéré par l'O.P.E.R. sur notre économie entre 1974 et 1979. On peut espérer que la France consacre aujourd'hui, de son plein gré, au redressement de son industrie le quart de ce que nous avons été contraints de consentir pour assurer notre approvisionnement pétrolier ; sachant que cette épargne s'investirait en totalité à l'intérieur de nos frontières, au bénéfice de notre emploi d'aujourd'hui et de notre revenu de demain.

RECHERCHE : la trop grande puissance des firmes nationalisées

(Suite de la page 15.)

« Il reste, note le Crédit national, que le pourcentage de financement du privé reste inférieur en France (0,75 % du P.N.B.) à ce qu'il est chez ses principaux concurrents, puisqu'il atteint 0,9 % au Royaume-Uni, 1,1 % aux États-Unis et au Japon, et 1,2 % en Allemagne fédérale », sans plus étudier les causes profondes qui ne peuvent être de nature intellectuelle. En volume, l'effort est encore plus sensible. À titre d'exemple, General Motors seule fait trois fois plus de recherche que tous les constructeurs français I.B.M. en réalise cinq fois plus que l'informatic, et Hoechst fait plus de recherche que toute la branche chimie.

D'une façon générale, la recherche tend à se concentrer sur un petit nombre de secteurs. En France, trois branches seules représentent la moitié des dépenses de recherche : l'électronique (19,6 %), l'aéronautique (18,1 %) et l'automobile (12,6 %). La construction électrique et électronique pour tous les grands pays industrialisés absorbe entre 20 et 25 % de la dépense totale. En revanche, l'effort mené dans l'aéronautique, considérable aux États-Unis, en France et au Royaume-Uni (de l'ordre de 20 % du total), est de 6 % en Allemagne fédérale et est négligeable au Japon, ce qui est la traduction d'une politique industrielle et militaire différente.

Pour l'automobile, la France, l'Allemagne fédérale et les États-Unis (13 % des dépenses) font un effort similaire. Le Japon (14 %) les dépasse ; mais les Britanniques (5,4 %) sont derniers. On sait ce qu'est devenue la construction chez eux depuis une dizaine d'années.

Pour l'industrie chimique, la France (8,4 %), le Japon (11,7 %) et le Royaume-Uni (9,8 %) présentent des efforts similaires, mais l'Allemagne fédérale (21,6 %) caracole en tête, ce qui ne peut être une surprise, quand on sait la puissance de cette branche outre-Rhin.

Les P.M.E.

D'une manière générale aussi, la recherche est l'affaire des grands groupes. Pourrait le rapport sur « La France en mai 1981 » remarquer : « Il se trouve que, pour des raisons dues en bonne partie à la rigidité et à l'omnipotence des grandes entreprises, ce sont souvent les petites et moyennes entreprises qui participent le mieux à l'innovation technologique et souvent aussi des individus, ingénieurs et artisans, qui parfois deviennent ensuite des entrepreneurs. La sous-traitance par des petites entreprises est essentielle ainsi que la recherche sous contrat. Ceci est vrai dans tous les pays, mais plus méconnu en France et c'est une des causes des déficiences de l'industrie française. »

Cependant « la recherche dans l'entreprise française est, pour l'essentiel, le fait d'un petit nombre de grandes entreprises ; moins de mille dans notre pays participent à [cette activité], la moitié d'entre elles pour moins de 11 % en ne retenant que 4 % de l'aide publique. L'and 90 % d'entre elles assurent les deux tiers de la dépense et représentent les trois quarts des aides publiques (Thomson-C.S.F. d'ailleurs au budget R et D de 3,8 milliards de francs, aucune autre entreprise n'est à ce niveau ; rappelons que le budget du C.N.R.S. est de 3,8 milliards de francs !) ; mais cette recherche

FILIERE ÉLECTRONIQUE : 140 milliards de francs

pour quoi faire ?

(Suite de la page 15.)

Tâche ardue que celle des pouvoirs publics, car il leur faut naviguer entre deux tentations contradictoires. La première serait de s'en remettre purement et simplement — au nom de la liberté de gestion — aux présidents des entreprises nationales concernées. La seconde — toujours forte dans l'administration — serait de décider une répartition arbitraire des tâches entre les sociétés. Bref, de faire du dirigisme tatillon et d'oublier que l'industrie électronique ne se limite pas au secteur public.

D'innombrables réunions, rassemblant industriels et représentants de l'administration, ont montré qu'il n'est pas de se mettre autour d'une table pour résoudre les problèmes. Cette voie médiane — à combien étroite — les pouvoirs publics pensent, pourtant, en entrevoir maintenant les contours, même si bien des points restent dans l'ombre.

« Jouer au Meccano »

Ceux qui attendent un nouveau « Yalta de l'électronique », à l'image de la répartition des tâches intervenues, sous l'égide des pouvoirs publics, en 1969, entre la C.G.E. et Thomson, seront vraisemblablement déçus. Autre temps, autres mœurs.

L'évolution technologique en électronique est caractérisée par une interdépendance croissante entre les diverses composantes du secteur. Tracer, dans ces conditions, des frontières rigides entre les groupes — à l'un les composants, à l'autre le téléphone, au troisième la bureautique, etc. — serait illusoire. Tout au plus peut-on concevoir, pour les créneaux où l'évolution technologique est la même, comme pour ceux où elle est déjà une position dominante de fait, l'affirmation de la prééminence de tel ou tel groupe.

C'est le cas de l'électronique grand public et du matériel électroménager qui relèvent bien évidemment de la compétence de Thomson Brandt, tout comme l'électronique professionnelle (radars, équipements divers, militaires). L'informatic du mini-ordinateur en haut de gamme sera du ressort de Honeywell-Bull, les activités mini-informatiques (hors le militaire) de Thomson pesant vraisemblablement dans son orbite. Enfin, il semble que l'on s'oriente vers la constitution d'un « pôle robotique » autour de Matra, dont la

filiale Manurhin pourrait développer ses compétences dans ce domaine.

Dans d'autres secteurs, on conserverait, en revanche, une certaine dualité.

● **Téléphone** : l'idée de constituer une grande société nationale autour de C.G.E. semble, pour le moment, abandonnée. Les P.T.T., pour ne citer qu'eux, y sont opposés et tiennent à conserver deux fournisseurs tant pour la communication que pour la transmission. Thomson et C.G.E. pourraient cependant coopérer, avec d'autres sociétés et laboratoires, pour les recherches sur les matériels de la prochaine génération.

Reste à régler le sort des anciennes filiales d'I.T.T. Faut-il les rattachées directement à la C.G.E., à Thomson — ce que ces deux groupes ne souhaitent pas — ou constituer une nouvelle société regroupant la C.G.E.T., I.C.T., la division téléphone voire les transmissions de Thomson, sous la responsabilité de cette dernière et avec, éventuellement, une participation de CII-Honeywell-Bull ?

● **Composants** : le plan « Composants » du précédent gouvernement avait créé trois pôles de production de circuits intégrés M.O.S (Metal Oxide Semiconductor). Le premier, Elicis, du groupe Thomson, travaille sous licence de l'américain Motorola. Les deux autres regroupent des firmes d'origine française : Matra-Harris et Eurotechnique (filiale de Saint-Gobain et de National Semiconductor). « Il y a au moins une société de trop » estime-t-on. Ainsi un de ces pôles — Eurotechnique — serait-il rattaché à l'un des deux autres vraisemblablement à Rfcs.

● **Bureautique** : la C.G.E. s'y verrait confirmer un rôle moteur, notamment pour les matériels bas de gamme et le traitement du courrier. CII - Honeywell Bull serait également présent sur ce marché, alors que la bureautique ne serait pas un véritable cheval de bataille pour Thomson. Reste le sort de la participation d'environ 40 % détenue par les Machines Bull et les banques françaises dans la société italienne Olivetti.

Il semble que toute idée de coopération étroite entre CII-H.B. et la firme dirigée par M. Carlo de Benedetti soit abandonnée. Une « incompatibilité d'humeur » dont chacune des deux parties a sa part de responsabilité. Faut-il, dans ces conditions, inviter la C.G.E. à prendre le relais et à discuter avec Olivetti ? Faut-il vendre cette participation à un Américain, voire à un Japonais, récupérer ainsi le milliard de francs investi et... faire une croix sur toute coopération avec l'industrie électronique transalpine ?

Il est enfin des secteurs où le marché est encore difficile à cerner et les investissements ne sont pas les mêmes : celui de grandeur. La micro-informatique, l'ordinateur personnel, les applications de l'informatic, de la télématique, les logiciels, etc., doivent être l'affaire de tous. Ce serait une grave erreur que de confier à tel ou tel un monopole.

Retards

Plus il y aura de projets, plus il y aura de matériels, plus il y aura de bibliothèques de programmes réalisés en France, plus il sera possible de résister à l'invasion naissante de produits américains ou japonais, aux Apple et autres Commodore. Aux pouvoirs publics d'encourager les sociétés de ne pas les souffrir ; en leur sein, comme à l'extérieur.

Ces idées générales devront rapidement trouver leur application sur le terrain à travers les plans d'entreprise des groupes nationalisés. Ceux-ci tardent quelque peu à voir le jour.

Il est vrai que les retards apportés dans la fixation de leurs dotations financières pour 1982, l'incertitude sur les montants exactes que l'État est prêt à leur attribuer en 1983 et les années suivantes, ne facilitent pas la tâche des dirigeants. Ceux-ci alimenteraient en outre se garder une certaine marge de manœuvre et ne pas se lier tout de suite par des engagements précis sur tel ou tel sous-secteur, telle ou telle opération.

Thomson — pour ne citer que lui — va devoir pourtant prendre des décisions stratégiques capitales dans l'électroménager. Doit-il se porter acquiescent, et à quel prix, des dénouements de A.E.G.

Telefunken que longe le Suédois Electrolux ? Dans l'électronique grand public, faut-il envisager une coopération avec Grundig-Philips ou refaire un tour de piste avec les Japonais ?

M. Alain Gomez, le président du groupe, a d'abord cherché à assoir son pouvoir et à remettre de l'ordre dans la maison. Car, même si le grément avait encore belle allure, les voles d'eau dans la coque du navire Thomson étaient nombreuses. Toutes ne sont pas comblées, loin de là, ce qui explique peut-être une certaine hésitation du nouveau responsable à se lancer dans des opérations audacieuses et donc risquées. Ce qui explique aussi les tentations qu'il a eues de se concentrer sur les points forts traditionnels du groupe.

On prête, enfin, l'intention au président, M. Stern, de CII-H.B. de présenter les grandes lignes de sa politique à la mi-septembre, à la veille du SICOB. Ce plan mettrait surtout l'accent sur une stratégie privilégiant la notion de réseau, d'informatic distribuée. CII-H.B. a développé ces dernières années sa propre norme de réseau informatic (D.S.A.) en concurrence avec celle d'I.B.M. (S.N.A.). Il s'agit désormais de « vendre » cette norme, d'en diffuser les spécificités, alors que jusqu'à présent l'entreprise veillait jalousement sur elles ; de développer des logiciels permettant l'interconnexion avec le réseau S.N.A. et les utilisateurs dotés de machines I.B.M. ou autres.

Second axe de ce plan : la mise en chantier d'un mini-ordinateur, à partir du Mini-6, d'origine Honeywell, qui offrirait également aux utilisateurs des gammes Mitra et Solar de la SEMS une voie d'évolution. Troisième axe : le projet « Archer » ; il s'agit de revenir à une gamme unifiée de produits pour les machines de moyenne puissance.

La seule réponse

Pour le moment, cette politique laisserait de côté le problème du haut de gamme. « CII-H.B. ne peut pas couvrir tous les besoins à la fois », dit-on. Il lui faut d'abord redresser sa situation financière — elle aurait besoin de 1,2 milliard de francs en 1983, — améliorer sa gestion et la qualité de ses services aux utilisateurs. Sans doute ces tâches sont-elles prioritaires. De même, la campagne devrait retisser ses structures et envisager de donner une plus large autonomie à certaines de ses activités, notamment pour les projets nouveaux.

Reste que le développement à l'horizon 1985 d'un ordinateur haut de gamme « compatible » ou plutôt « substituable I.B.M. » apparaît encore, comme la seule réponse pour s'attaquer au marché et conserver une compétence dans ce secteur. Il y a là un défilé de fond qu'il ne conviendrait pas d'écarter.

Pourquoi ne pas associer aux recherches sur les prochaines générations d'ordinateurs haut de gamme d'autres firmes européennes ? Ce plan « filière électronique », qui suscite un réel intérêt hors de France, pêche encore par le manque d'ouvertures. Certes, pour coopérer, il faut être au moins deux. Cependant, il conviendrait que le gouvernement français dépasse maintenant le stade des pétitions de principe pour proposer des applications concrètes, dans le domaine de la recherche et de l'industrie électronique, à cette coopération européenne jugée par chacun indispensable.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

E.P.E.C. FORMATION

REVISIONS EXAMENS

— REVISIONS CERTIFICATS

— SUPERIEURS (J.E.F. O.E.) :

— Septembre 82.

— REVISIONS B.P. COMPTA-

— BLE : Septembre 82.

— REVISIONS C.P.E.C.F. :

— Octobre 82.

— Renseignements,

— 248-55-14

— Se perfectionner, ou apprendre

— la langue est possible

— en suivant

— LES COURS D'ANGLAIS

— DE LA B.R.C.

— Cours avec applications en français

— Documentation gratuite

— EDITIONS DISQUES BECM

— 8, rue de Belfort - 75008 Paris

Des parias de la cinquième

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1

1. (6 lettres) : ...

2. (4 lettres) : ...

3. (5 lettres) : ...

4. (3 lettres) : ...

5. (4 lettres) : ...

6. (5 lettres) : ...

7. (4 lettres) : ...

8. (5 lettres) : ...

9. (4 lettres) : ...

10. (5 lettres) : ...

11. (4 lettres) : ...

12. (5 lettres) : ...

13. (4 lettres) : ...

14. (5 lettres) : ...

15. (4 lettres) : ...

16. (5 lettres) : ...

17. (4 lettres) : ...

18. (5 lettres) : ...

19. (4 lettres) : ...

20. (5 lettres) : ...

21. (4 lettres) : ...

22. (5 lettres) : ...

23. (4 lettres) : ...

24. (5 lettres) : ...

25. (4 lettres) : ...

26. (5 lettres) : ...

27. (4 lettres) : ...

28. (5 lettres) : ...

29. (4 lettres) : ...

30. (5 lettres) : ...

INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE Des parias de la cinquantaine

« Nous sommes des accidentés de l'économie ! Nous sommes des demandeurs d'emploi, âgés de plus de cinquante ans, nous ne sommes ni des pré-retraités, ni des gens en cessation anticipée d'activité. » Avec une véhémence certaine, une centaine de cadres, parfois accompagnés de leur famille, venus en ce début d'été, au Cap d'Agde pour participer à une session de réflexion organisée par l'AGIRC et l'IN-RAC, ont manifesté leur volonté, avant tout, de rester des travailleurs soucieux de retrouver un emploi (1).

La plupart (70 %) ont été licenciés pour motif économique (« il a fallu restructurer l'entreprise », « la maison a déposé son bilan »), avant d'avoir atteint cinquante-quatre ans (pour 50 %, le quart des participants a perdu son travail à 55 ans. Le licenciement s'est presque toujours déroulé de façon brutale et imprévisible pour l'intéressé, même si bien des éléments laissent prévoir un avenir plutôt sombre pour l'entreprise. Deux ou trois ans après « l'événement », ils en parlent encore avec émotion ou, au contraire, se refusent à en dire quoi que ce soit : ils sont trop pleins de rancœur. Ils ont un statut de « cadres », certes, mais acquis, pour la majorité d'entre eux, dans l'entreprise de leur début. Auto-didactes, ils ont commencé à travailler dès quatorze, quinze ans. Leur compétence vient de leur connaissance du travail dans leur entreprise. Leur manque de diplômes, diminue les faibles et aléatoires chances de retrouver un emploi que le handicap majeur de leur âge laisse subsister.

Ils se sont uniquement consacrés à leur travail. Ce que leur dit l'épouse de l'un d'eux : « Mon mari était cadre commercial. Ces hommes, on les a vidés de leur substance tout au long de leur vie. Ils ne savent rien faire d'autre que travailler. Quand on leur enlève leur raison de vivre à cinquante et un ans, ils n'ont plus rien. Ils se sentent trahis. Il y a mille façons de tuer. C'est une leçon à tirer, c'est l'enseignement : la culpabilisation, la honte (« Vous n'avez plus marché dans votre appartement de peur que les voisins entendent »), l'isolement, la répression, la dépression, la maladie. Certains ont même accumulé en quelques années deux ou trois périodes de chômage. « Quand vous cherchez du travail à cinquante-deux ans et qu'on accepte de vous embaucher, vous ne regardez pas de trop près la situation de l'entreprise. Et, six mois ou un an après, vous vous retrouvez à nouveau au chômage ! »

Bien sûr, comme les autres demandeurs d'emploi, ils jonglent avec les possibilités de stage (« J'ai joué le jeu et fait un stage de gestion d'entreprise, en sachant que c'était en pure perte ! »), ils font des démarches et écrivent des lettres pour avoir un dossier solide à présenter et conserver leurs prestations. Mais, c'est à l'heure de l'hypocrisie. Comment espérer être embauché à plus de cinquante ans lorsque les contrats de solidarité officialisent en quelque sorte notre mise à l'écart. Ce qui

L'anéantissement

La chômage pour ces cadres, c'est l'anéantissement. Il faut faire des choix, abandonner l'idée même de vacances, restreindre l'alimentation, se séparer de la voiture pour ne plus avoir à payer d'assurance. « Il faut renoncer à tout projet d'avenir, quand le quotidien devient trop difficile à vivre. » Ce quotidien, il est assuré, tant bien que mal par les allocations versées par l'ASSEDIC.

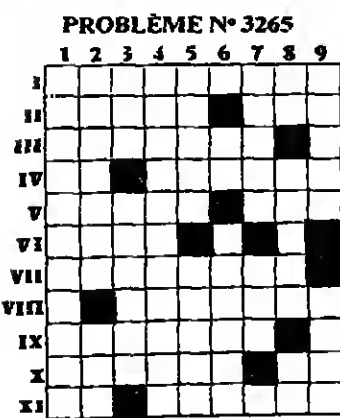
Pour ceux qui ont été licenciés après 55 ans, ils peuvent espérer faire la jonction avec le gisement de ressources accordées à soixante ans et ensuite la retraite. Mais les autres ? Ceux qui auront épuisé leurs droits aux allocations à cinquante-huit ou cinquante-sept ans ? Il existe bien une aide de secours exceptionnel versée par l'ASSEDIC et renouvelable tous les six mois, mais elle n'atteint pas 1 000 F par mois. Son attribution, primitivement limitée au 31 juin 1982, a été prolongée jusqu'au 31 décembre 1982 (2). Les caisses de retraite complémentaire accordent pour leur part des « aides » financières, qui redonnent un peu de souffle mais épuisent très vite. Cadres ou non, tous ceux qui arrivent en fin de droit à vivre la même angoisse et peuvent reprendre à leur compte la définition qu'en donnaient d'eux-mêmes les « stagiaires » du Cap d'Agde : « Nous avons produit, nous avons alimenté la collectivité, nous demandons la solidarité ! Humilité, déclin, tristesse, désespérance et pourtant... nous voulons vivre ! »

CHRISTIANE GROULIER.

(1) IN-RAC (Institut national pour la retraite active), 26, rue de la Trémouille, 75008 Paris ; tél. : 723-84-63. AGIRC (Association générale des Institutions de retraite des cadres), 4, rue Leroux, 75116 Paris ; tél. : 501-53-20.
(2) Il s'agit de la circulaire 81-15. La nouvelle directive est en cours de rédaction.

« Adaptabilité, âge et évolution » de la revue « L'Entreprise ». Le C.P.D.G. (Centre pluridisciplinaire de gérontologie) organise au stage les 5, 6 et 7 octobre 1982, à Grenoble.
* C.P.D.G., 5, rue de la Liberté, 38000 Grenoble ; tél. : (76) 54-67-28.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

1. Amène un problème au moment de la pose, mais se repose sans difficulté. - II. Arrive toujours du fait d'un agitateur. Règle définitivement un compte. - III. Il est préférable de ne pas se froter à ses occupants malgré leur petite taille. - IV. Pratiques respectables. Il est inutile d'y élever la voix pour se faire entendre. - V. Se jette dans le Rhône. Manque maintenant de tolérance. - VI. Tranche quand il y a du tirage. - VII. Ne sont pas forcément bons, bien qu'ils soient devenus des hommes de bien. - VIII. Semblerait bien dans leur peau, bien qu'ils soient en léger manque. - IX. Permet d'éviter les fausses notes lorsqu'on est de concert. - X. Peut nous faire changer de ton à tout propos. Marque le lieu. - XI. N'incite pas à arrondir les angles. Travail de chenilles.

VERTICALEMENT

1. Changement à vue qui peut n'être qu'un trompe-l'œil. - 2. Per-

met de se distinguer au cours de certains exercices. Pour une femme, c'est... une manière plus que familière de se présenter. - 3. Peut être « détournée » à la suite d'une agression. Ne manquant pas d'être dressés à la suite de fautes. - 4. Peut être remis en place ou la perdre. - 5. Entraîne bien des personnes dans sa chute. Mûr sur pied. - 6. Commence une élection. Sans conséquence si elles arrivent juste au poil. - 7. Dernière étape avant la grande course. Scène de la vie passée. - 8. Personnel familial. Passé au orbe. - 9. Peut être de sales individus comme de bons vivants. Ancien empereur.

Solution du problème n° 3264

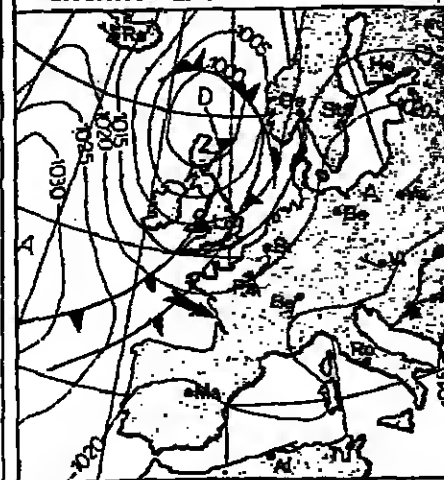
Horizontalement
I. Plombier. Abrupt. - II. Aiguille. Rar. - III. Tarin. Utilité. - IV. Inédit. Agric. - V. Ses. Ondatze. Usé. - VI. Stupéfiants. - VII. Idée. Fr. Dé. C. v. - VIII. Eu. Tablier. Rire. - IX. Résurrection. EL. - X. Lasso. Rival. - XI. Pli. Cravate. To. - XII. Ninas. Egotiste. - XIII. Estaminet. Out. - XIV. Utérine. Eoserré. - XV. Ses. Gosses. Ut.

Verticalement
1. Pâtissier. Pneus. - 2. Liane. Duelliste. - 3. Ogresse. Saintes. - 4. Muid. Tétus. Aar. - 5. Binou. Ars. SMIG. - 6. Il. TNP. Broc. Ino. - 7. Elu. Dé. Li. Rènes. - 8. Rot. Affichage. - 9. Ni. Tirt. Votée. - 10. Lari. Ri. At. N. S. - 11. Brigands. Orties. - 12. Rata. Ternies. Eu. - 13. Utérus. Tort. - 14. Sis. Créateur. - 15. Tu. Cervelle. Têt.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 30.8.82 A 0 h GMT.



Evolution probable des temps en France entre le lundi 30 août à 0 heure et le mardi 31 août à 24 heures :

Le passage d'un chenal bien marqué, associé au sol au front froid d'une perturbation, va provoquer sur le pays une évolution orageuse à l'avant de ce front et une instabilité importante à l'arrière, au sein de masses d'air progressivement plus froides.

Mardi, des Pyrénées centrales et orientales, jusqu'au nord-est et aux Alpes, le ciel sera très nuageux et des pluies orageuses se produiront. De ce fait, les températures maximales y seront en baisse, avec 18 à 22° C, du nord au sud de ces régions. Le vent y sera de secteur sud.

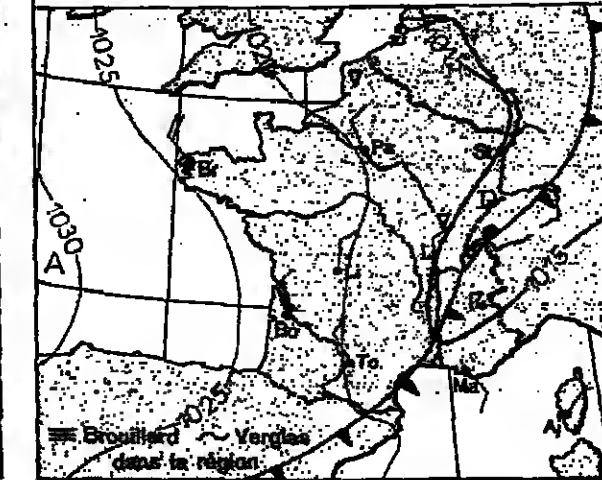
Sur l'extrême sud-est et la Corse, l'aggravation ne sera ressentie, qu'en fin de journée, avec développement d'orages. Elle sera précédée d'un temps ensoleillé.

Sur toutes les autres régions, le ciel sera peu nuageux nuageux. Les averse seront fréquentes, localement orageuses et fortes. En fin de journée, elles gagneront les régions du nord-est, tandis qu'elles deviendront plus rares près de l'Atlantique. Ce temps instable sera accompagné de vent nord-ouest, modéré dans l'intérieur, assez fort près des côtes, et d'une baisse sensible des températures qui atteindront des maximales de 18 à 23° C du nord au sud.

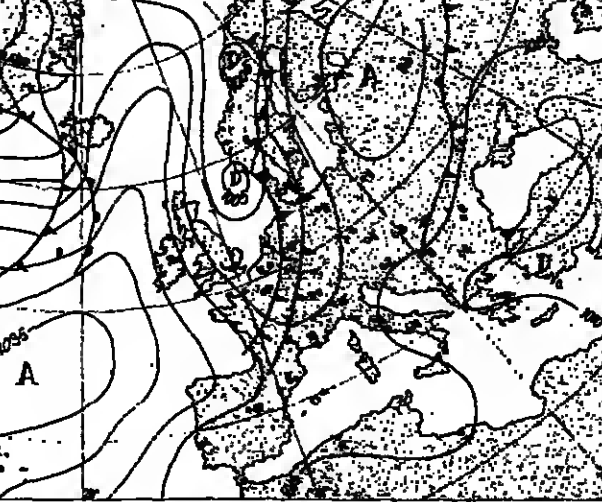
La pression atmosphérique redra au niveau de la mer à Paris, le 30 août à 8 heures, de 1016,2 millibars, soit 763,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 28 août ; le second, le minimum de la nuit du 28 au 29 août) : Ajaccio, 27 et 14 degrés ; Biarritz, 24 et

PRÉVISIONS POUR LE 31.08. DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 31 AOUT A 0 HEURE (G.M.T.)



13 : Bordeaux, 27 et 11 ; Bourges, 26 et 10 ; Brest, 19 et 13 ; Caen, 24 et 13 ; Cherbourg, 20 et 14 ; Clermont-Ferrand, 24 et 11 ; Dijon, 24 et 10 ; Grenoble, 23 et 11 ; Lille, 22 et 10 ; Lyon, 23 et 10 ; Marseille-Marguare, 26 et 14 ; Nancy, 24 et 8 ; Nantes, 26 et 10 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 19 ; Paris-Le Bourget, 24 et 11 ; Pau, 27 et 12 ; Perpignan, 30 et 15 ; Rennes, 25 et 13 ; Strasbourg, 24 et 10 ; Tours, 26 et 9 ; Toulouse, 26 et 12 ; Pointe-à-Pitre 31 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 23 degrés ; Amsterdam, 21 et 12 ; Athènes, 31 et 21 ; Berlin, 22 et 11 ; Bonn, 24 et 9 ; Bruxelles, 21 et 13 ; Le Caire, 33 et 22 ; Les Canaries, 25 et 21 ; Coppenhague, 18 et 13 ; Dakar 30 et 27 ; Djibouti, 33 et 23 ; Genève, 21 et 9 ; Jérusalem, 21 et 18 ; Lisbonne, 29 et 14 ; Londres, 22 et 14 ; Luxembourg, 23 et 9 ; Madrid, 30 et 15 ; Moscou, 28 et 15 ; Nairobi, 22 et 14 ; New-York, 20 et 14 ; Palma-de-Majorque, 29 et 17 ; Rome, 28 et 18 ; Stockholm, 18 et 8 ; Téhéran, 38 et 25 ; Ténis, 32 et 21.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MERCREDI 1^{er} SEPTEMBRE

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M^o Allaz.
« Salar-Germain-en-Laye », 15 heures, R.E.R., face au château. M^o Becheval.
« Jardin des Tuileries », 15 heures, Arc de triomphe du Carrousel, M^o Garnier-Auberg, (Caisse nationale des Monuments historiques).
« Le Marais », 15 heures, place des Vosges (Approche de l'art).
« Le Père Lachaise », 15 heures, entrée boulevard de Ménilmontant (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« L'Île Saint-Louis », 15 heures, 39, quai d'Anjou, M^o Hager.
« Le Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, P-Y. Jastot.
« La Conciergerie », 15 heures, 1, quai de l'Horloge (Paris et son histoire).
« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).
« Le Père Lachaise », 15 heures, métro Père-Lachaise (Tourisme culturel).

ANIMAUX

LA REVUE DES ZOOS. - Un parc zoologique peut-il être éducatif ? Comment élever un flamand rose orphelin ? Les spécialistes allemands affirment que les exhibitions d'animaux sauvages sont profitables à la santé psychique des bêtes en cage. Tout cela se trouve dans le n° 4 d'Interzoos, revue d'information éditée par le Syndicat national des directeurs de parcs zoologiques français (S.N.P.Z.).

* Interzoos et S.N.P.Z. : 16, rue A.-Delacour, 59139 Lamberville.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 29 août :

DES DÉCRETS

« Relatif à l'organisation et au fonctionnement de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. »
« Relatif au rendement des appellations contrôlées du ressort du comité régional de l'Institut national des appellations d'origine (I.N.A.O.) pour la Bourgogne. »

DES ARRÊTÉS

« Concernant les cahiers des charges des chaînes de la télévision française. »

UN COIN POUR JOUER

Avec cette dernière « réponse » à un problème dont nous avons publié l'énoncé dans notre numéro daté du 28 août, nous remercions M. Pierre Collignon, acheteur aujourd'hui la série des Jeux pour l'été de 1982.

La résolution du problème pouvait être facilitée par l'établissement du tableau ci-après, où l'on inscrit les renseignements sur le fur et à mesure en utilisant les quinze informations selon l'ordre : 10, 15, 12, 5, 8, 6, 13, 2, 11, 4, 3, 7, 1, 14 et 9. (Nous avons indiqué entre parenthèses le numéro de la proposition qui permettait d'insérer l'élément dans la case.)

Les renseignements apportés par l'information n° 10 s'inscrivaient directement. L'élément n° 15 découlait du n° 10. Les éléments des n° 12 et 5 s'inscrivaient sans problème. Le renseignement n° 8 était mis en valeur par le n° 5. Les dossiers 2, 4 et 1 étant déjà placés dans le tableau, et le vainqueur étant Alex Terrier, Alexis Barrie, avec son dossier n° 3, ne peut être que le troisième de la course (renseignement n° 6). De ce fait, Alex Terrier ne peut avoir que le dossier n° 5, et le renseignement n° 13 nous précise le nom de son « parrain » : Tenebato-Aomori. L'élément n° 2 peut être inscrit grâce au renseignement précédent. Connaissant les noms des deux autres athlètes qui ont terminé dans les trois premiers, on pouvait inscrire Tony Truand et son maillot blanc à la deuxième place. Le coureur classé cinquième portant un maillot bleu, et le troisième étant

Alexis Barrie, Jean Rougy de Ont et son maillot rouge ne peut être que le quatrième. D'ores et déjà, nous pourrions savoir qu'Alexis Barrie porte le maillot vert - puisque les quatre autres couleurs sont inscrites. Les noms des quatre autres athlètes ayant été portés dans le tableau, le nom de Laurent Barr et celui de la firme qui est de nationalité belge et court pour Vielerheit. L'élément n° 14 permettait aisément de répondre à la deuxième question : la nationalité suisse ne pouvait s'inscrire que dans la colonne du 1^{er} celle d'Alex Terrier. Du même coup, on obtiendrait que Laurent Barr était le Canadien. Enfin, l'élément n° 9 ne pouvait s'appliquer qu'à Jean Rougy de Ont. Donc, le Français Tony Truand court pour Western Froster.

Le deuxième petit problème de ce jeu n° 20 nous permet de rendre hommage à ces « fous du langage » que furent (que sont) les membres de l'Œuvre de littérature potentielle (l'Œulpo), fondé par François Le Lionnais : Raymond Queneau, Jean Quével, Jacques Boes, Jean Leseur, Luc Éricenne.

Le jeu n° 20 nous permet de rendre hommage à ces « fous du langage » que furent (que sont) les membres de l'Œuvre de littérature potentielle (l'Œulpo), fondé par François Le Lionnais : Raymond Queneau, Jean Quével, Jacques Boes, Jean Leseur, Luc Éricenne.

Jeu n° 20 « Of course ! »

(réponse)

Georges Perce... Reprenant en quelque sorte les recherches des Grands Rhétoriciens (Jean Molinet, Octavien de Saint-Gelais, Jean Marot, Jean Bouchet, Jean Lemaire des Belges...), les Œulpiens se sont attachés à se libérer des contraintes de la grammaire et du vocabulaire et se sont voués à la découverte et à l'invention. (Les passionnés travaux de ces souriants et érudits acrobates du langage sont présentés dans un « poche Idées » Gallimard (n° 289) : Œulpo, la littérature potentielle.)

Nous avons donc transformé le « Sédas » de Victor Hugo (l'année terrible, « Août ») selon la méthode « S + 7 » due au poète Jean Leseur. En gros, disons que « S + 7 » signifie que l'on remplace tous les substantifs (S) d'un texte par le septième substantif qui les suit dans un lexique donné (un dictionnaire de votre choix). Les résultats sont inégaux, bien sûr. Plus volumineux sera le dictionnaire, « codeur », plus on aura de « chances » de tomber sur un « S + 7 » obsolète, sophistiqué et méconnu.

Nous aurions pu rendre le texte de Hugo complètement indéchiffrable en appliquant une méthode « S + 7 » développée, en remplaçant les noms propres par « P + 4 », les adjectifs par « A + 15 », les verbes par « V + 10 », etc. Toutes les variations sont possibles, avec comme résultat un texte abracad-

brant - qui rejoint ce que l'on peut obtenir par le « cadavre exquis ». Bien au contraire, nous avions cherché à faciliter (?) la tâche des lecteurs en remplaçant chaque substantif par un nom de même genre, quitte à aller le chercher en dixième position si les septième, huitième et neuvième substantifs rencontrés étaient de l'autre genre.

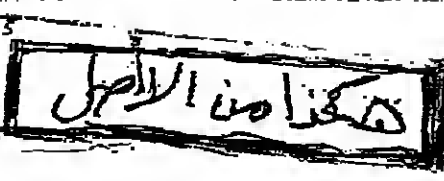
En utilisant cette méthode « M + 7 » rectifiée, et en employant le Petit Larousse illustré 1982, nous avions remplacé respectivement homme, destin, logique, forjail, yeux, éternellement, dût, appropre, regard, crime, tyran, larve, spectre, ombre, histoire et personne par homographie, destructeur, logopédie, forgeage, yogis, évêques, débaltage, optimisme, régent, criminologie, tcar, laryngoscopie, spectrophotomètre, omelette, historique et pette.

A partir du texte : « Marché alourdi. Des prises de bénéfice ont eu lieu, aujourd'hui encore, mais les offres ont été absorbées beaucoup moins aisément que la veille » extrait du Monde du 6 mai 1961, Jean Leseur avait obtenu, en utilisant le Petit Dictionnaire français-anglais Haier : « Marché alourdi. - Des privautés de bénitier ont eu lieu, aujourd'hui encore, mais les oiseaux ont été absorbés beaucoup moins aisément que le vélocipède ».

JEAN-PIERRE COLIGNON.

OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication

Cabinet de M^{rs} BOUCHET et REDON, Avocats
B.P. 51 - 74200 THONON-LES-BAINS - Tél. (50) 71-13-77
Ventes aux enchères
au Tribunal de Grande Instance de
THONON-LES-BAINS (74200), place de l'Hôtel-de-Ville
le VENDREDI 24 SEPTEMBRE 1982 à 14 heures
UN STUDIO de 31 m² (pour 4 personnes)
à AVORIAZ (Haute-Savoie)
Mise à prix : 129 800 F



OFFRES D'EMPLOI	Page*	tarif TTC	ANNONCES ENCADRÉES	tarif TTC	tarif TTC
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50	OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
IMMOBILIER	21,00	24,70	DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
AUTOMOBILES	48,00	56,45	AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	48,00	56,45	AGENDA	31,00	36,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	184,84			

ANNONCES CLASSEES

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

SAE FILIALE DE TRAVAUX PUBLICS

d'un des tous premiers groupes français du B.T.P., notre expansion à l'étranger nous fait rechercher notre REPRESENTANT

NIGERIA et au MOYEN ORIENT

Vous êtes

INGENIEURS D'AFFAIRES T.P.

Diplômés d'une grande école ou équivalent

Vous avez une large expérience de terrain en béton armé, génie civil, ouvrages d'art. Vous venez de la compléter ces trois dernières années par une expérience commerciale réussie. Une grande partie de votre carrière se sera déroulée à l'étranger, de préférence dans un pays anglophone. Négociateurs dans l'âme, patients, tenaces, convaincus, vous êtes entraînés à NEGOCIER AU PLUS HAUT NIVEAU DES CONTRATS DIFFICILES.

Vous êtes, bien sûr, parfaitement bilingues français-anglais. Basés au NIGERIA ou au MOYEN ORIENT, vous aurez une logistique et l'appui d'une équipe d'experts à une implantation déjà ancienne. Le salaire et les compensations sont de nature à faciliter l'intégration familiale dans le pays.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. très détaillé, photo et prétentions de salaire sous référence LM à : S.A.E. Direction du Personnel - 32, Avenue de New York 75784 Paris cedex 16

CONTREMAITRE ELECTROMECHANICIEN

10 000 000 F CFA

Campagne Minière
Afrique Equatoriale

Une compagnie minière (4 000 pers.) opérant en Afrique Equatoriale, recherche un CONTREMAITRE ELECTROMECHANICIEN. Sous l'autorité du Chef d'Exploitation du téléphérique, il sera chargé de l'exploitation, de l'entretien et du dépannage de l'ensemble des installations de la station de départ : équipements de reprise aux stocks, de chargement et de lancement de bennes fonctionnant en continu. Il assurera la liaison avec les services de la mine (laveries) afin de réaliser le programme hebdomadaire d'expédition des différentes sortes de minerais. Il gèrera le personnel (40 personnes). Il participera au programme d'automatisation, en cours, des installations de la station de départ. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, possèdera une formation de type B.T.S., B.E.I... en électromécanique et de solides connaissances en électronique, de même qu'une expérience de la conduite et de l'entretien d'installations fonctionnant en continu. Ecrire sous référence 533/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS
Discreté assurée.

SAE

Un des plus grands groupes B.T.P. français poursuivant son expansion à l'étranger, recherche pour sa filiale :

TRAVAUX PUBLICS

INGENIEUR RESPONSABLE D'ETUDES ET D'OPERATIONS T.P.

Chargé de la conception du projet, il dirigera à PARIS une équipe qui devra mener à bien les études tant au niveau technique qu'au niveau des prix.

Il aura l'opportunité de voir concrétiser ses efforts sur le terrain puisqu'il assurera le suivi de l'exécution des travaux tant en France qu'à l'étranger.

Ce poste nécessite un candidat parfaitement bilingue. Français, Anglais ou Espagnol, autonome, mobile, disponible, qui devra justifier d'expériences antérieures réussies. De réelles perspectives d'évolution existent pour un candidat de valeur.

Adresser un CV convaincant précisant expérience détaillée et prétentions de salaire sous référence LM à : S.A.E. 32, Avenue de New York 75784 Paris cedex 16

Filiale de l'un des plus importants groupes pétroliers (1.700 personnes en France, 800 à l'étranger), notre activité se situe dans le domaine de la Chimie de Spécialité.

Nous recherchons pour notre Centre de Douala (CAMEROUN) :

UN CADRE COMPTABLE ET FINANCIER

Chargé :

- de tenir la comptabilité générale et analytique ;
- d'effectuer le suivi des trésoreries, des relances et des créances clients, des règlements fournisseurs ;
- d'établir les déclarations fiscales locales en liaison avec les administrations concernées.

pour trois de nos filiales en Afrique noire.

Le candidat retenu aura plusieurs années d'expérience dans un poste identique, en Afrique de préférence.

Envoyer votre manuscrit + C.V. + prétentions sous réf. 298 à TENDANCES, 9, rue Armand-Houssaye, 75008 PARIS, qui transmettra.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES
296-15-01

Une société française (chiffre d'affaires 700 millions - effectif 800 personnes) spécialisée dans la conception, la construction et la mise en place d'équipements destinés à la production de pétrole off-shore et offrant des services tels que des études océanographiques... recherche :

DIRECTEUR D'AGENCE
260 - 320 000 F Afrique

Sous l'autorité du Directeur Général, il sera chargé de la gestion financière (budgets, trésorerie, comptabilité...), commerciale (suivi et développement de la clientèle), technique (études et travaux) et humaine (1000 personnes) de son agence. Il assurera les relations avec les banques, les assurances et les administrations. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation ingénieur Centrale, Mines, T.P., I.N.S.A., possèdera une expérience professionnelle acquise soit dans une société d'engineering construisant des unités industrielles d'hydrocarbures, soit en direction de gros chantiers de T.P. Génie Civil. La connaissance de l'off-shore pétrolier constituerait un atout supplémentaire. Il sera bilingue français, anglais. Ecrire sous réf. 523/M.

CHEF COMPTABLE
180 000 F Egypte

Sous l'autorité du Chef d'Agence, il sera chargé de la gestion comptable (comptabilité générale, comptabilité analytique) et administrative (paie du personnel local...) de l'agence. Il veillera au suivi des comptes clients et au recouvrement des créances. Il établira les prévisions de trésorerie et il en suivra la réalisation. Il pourra réaliser des études à caractère juridique et fiscal. Le candidat retenu, âgé d'au moins 26 ans, de formation comptable, type O.E.C.S., possèdera une expérience analogue acquise de préférence en P.M.I./P.M.E. La connaissance de l'anglais est requise. Ecrire sous référence 524/M.

INGENIEURS DE TRAVAUX
140 - 160 000 F Paris / étranger

Sous l'autorité d'un Chef de Département, ils participeront aux négociations commerciales et techniques (devis...) avec une clientèle de compagnies pétrolières. Après obtention des contrats, ils en assureront le suivi au niveau de la préparation des chantiers (négociations avec les sous-traitants, définition des moyens en hommes et en matériel...) et ils seront responsables de l'exécution des travaux (travaux de planning, suivi des coûts...) jusqu'à la facturation et à la réception par le client. Les candidats retenus, âgés d'au moins 28 ans, de formation ingénieur Centrale, Mines, T.P., & M... possèderont 2 à 5 ans d'expérience professionnelle acquise dans une société de T.P. Génie Civil ou d'engineering à des postes d'études et de travaux. L'expérience de direction de travaux à l'étranger constituerait un atout supplémentaire. La connaissance de l'anglais est requise. Ecrire sous référence 525/M.

GRH conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS.
Discreté assurée.

emplois régionaux

LA CHANCE DE PARTIR VITE...

Le temps perdu ne se rattrape jamais. Dans la vie professionnelle, plus que partout ailleurs, plus vite vous serez investi d'importantes et réelles responsabilités : sur le plan humain, de la gestion, des relations commerciales et du commerce, plus vite vous pourrez vous réaliser, mesurer vos compétences et devenir progressivement un MANAGER efficace et polyvalent, capable de diriger une P.M.E. de 500 personnes.

Ce challenge, une grande société de distribution vous le propose en étant d'abord RESPONSABLE COMMERCIAL dans ses magasins de la REGION PARISIENNE et de NORMANDIE.

Vos chances de réussir sont augmentées par une solide formation au départ de l'activité.

Formation et qualités requises :

- 23 ans minimum. Formation économique supérieure : HEC, ESC, ISG, SCIENCES ECO, etc... ou niveau équivalent ;
- ingénieurs AM, ISA, avec un sens commercial développé.

Les candidats autodidactes compensant cette formation supérieure par une responsabilité réelle acquise sur le terrain après 5 à 6 années d'expérience, sont également dans le profil souhaité.

Pour réussir, vous devez être : enthousiaste et disponible, apte à créer un climat de confiance avec vos collaborateurs, commerçant et autonome, déterminé pour atteindre vos objectifs.

90 à 100.000 F pour un jeune diplômé débutant. Salaire de départ plus élevé pour des candidats ayant une expérience professionnelle, il sera étudié par rapport à l'adéquation au poste et évoluera ensuite en fonction des résultats personnels.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo, à : **promonor** 52 rue du Douai, 59000 LILLE qui traitera chaque dossier avec discrétion et répondra à toutes les demandes.

GIXI Ingénierie Informatique

pour son secteur informatique industrielle à GRENOBLE

chef de projet

Outre une formation en informatique et électronique, vous avez déjà une expérience en informatique industrielle d'environ 5 ans. Le poste devant évoluer à court terme vers la responsabilité de notre antenne, votre personnalité et vos capacités d'adaptation constitueront un atout important.

jeunes ingénieurs informaticiens :

Vous participerez à la réalisation de projets complexes mettant en oeuvre les techniques de pointe qui font notre notoriété (instrumentation, contrôle de procédés, robotique) et vous permettrez une évolution de carrière intéressante.

Merci de nous envoyer un C.V. détaillé : Annie-Ruth SANVITI Z.A. de Courtaboeuf 1, Avenue de la Balque BP 110, 91944 LES ULIS CEDEX

GROUPE CISI

LE CRÉDIT AGRICOLE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

recrute

UN CHEF DE PROJET POUR SON SERVICE INFORMATIQUE.

- FONCTIONS :** Responsabilité des projets informatiques et contrôle des actions liées à leur mise en place.
- FORMATION :** Maîtrise informatique (MIS, MIAGE) ou Ecole d'Ingénieur.
- QUALITÉS REQUISES :** Expérience dans une fonction similaire. Connaissance des techniques de bases de données et de méthodologie de conception d'applications.

Adresser C.V. détaillé + photo et prétentions à : C.R.C.A.M. des Bouches-du-Rhône Service du personnel, boulevard des Lices 13200 ARLÈS.

emploi régional

3 Ingénieurs Agronomes Expérimentation

centre inform

se sera selection

UN CHARGE D'ETUDES ECONOMIQUES

- FORMATION : Supérieure
- EXPERIENCE : 5 à 10 ans
- MISSIONS : Études économiques, analyses de conjoncture, prévisions, etc.
- QUALITÉS PERSONNELLES : Autonomie, sens de l'initiative, rigueur, etc.

CONSEIL DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALISTE ADMINISTRATEUR

LA VILLE D'AMIENS

UN INGENIEUR SUBDIVISIONNAIRE

Adresser votre candidature à : M. le Directeur de l'Urbanisme, 1, rue de la République, 80000 AMIENS.

REPRODUCTION INTERDITE



emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux

DU PONT

DU PONT DE NEMOURS (France) S.A.
recherche pour son Département Biochimie

3 Ingénieurs Agronomes Expérimentation

Ils auront la responsabilité de l'évaluation technique des nouveaux produits phytosanitaires à l'échelle d'une région: expérimentation, analyse et exploitation des résultats.

Ils assureront également les contacts avec les services de recherche et les organismes professionnels.

Ingénieurs, si vous êtes débutants ou avez une première expérience dans une fonction de recherche (phytosanitaire par exemple), posez votre candidature.

Une bonne maîtrise de la langue anglaise et une grande disponibilité géographique vous ouvriront de larges possibilités d'évolution au sein de la société.

Les postes à pourvoir sont situés en Bourgogne, Picardie, Touraine.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à DU PONT DE NEMOURS (France) S.A. Service du Personnel, 9, rue de Vienne, 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

Région Pyrénées

Une importante entreprise de fabrications mécaniques
faisant appel à des technologies avancées,
recherche, pour renforcer ses services comptables et financiers :

Contrôleur interne

qui participera à la réorganisation du système comptable :

- mise en place de procédures comptables,
- application prochaine du nouveau Plan Comptable,
- modifications consécutives à une saisie conversationnelle directe.

Le candidat devra donc être un praticien de la comptabilité générale (formation Expertise souhaitée ou économique supérieure + DECS), connaissant bien les méthodes modernes de travail (procédures, contrôle interne, systèmes informatiques), capable d'analyser les circuits et de les améliorer.

(Réf. 2511/LM)

Contrôleur de gestion

qui aura pour mission d'introduire un contrôle de gestion appliqué aux structures et aux activités spécifiques de l'entreprise, en collaboration étroite avec le jeune patron des services comptables et financiers.

Il devra poursuivre, sur la base des premiers résultats de revente du système de comptabilité analytique, la mise en place de systèmes de gestion informatisée et participer à la rédaction de manuels de procédures. Pour ce travail de longue haleine, il est indispensable que le candidat, de formation économique supérieure, ait acquis une bonne connaissance d'un ou de plusieurs systèmes de contrôle de gestion en milieu industriel.

(Réf. 2512/LM)

Dans les deux cas, il s'agit de création de postes qui nécessitent des candidats expérimentés et pragmatiques, capables d'évoluer vers des responsabilités d'encadrement.

Merci d'adresser votre candidature avec lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à OCS, notre Conseil, en mentionnant la référence choisie. Les entretiens auront lieu à Paris et Bordeaux.



Conseil en recrutement
1, rue Guillaume Brochon
B.P. 37 - 33024 BORDEAUX CEDEX

centre informatique des Caisses d'Epargne

Aix en Provence

complete son équipe de Conseil et d'Assistance, chargée des relations avec les utilisateurs (20 Caisses d'Epargne)

Ce collaborateur aura à mener une action de conseil dans la mise en place et l'utilisation des produits développés par le Centre, à animer des réunions et des sessions d'information et de formation, à bâtir une documentation opérationnelle. Des déplacements dans la région sont à prévoir.

Le candidat retenu aura une formation supérieure (école d'ingénieurs, ou de commerce ou équivalent), le sens de la communication écrite et orale, le goût pour les relations. Des connaissances en informatique sont indispensables. Une expérience professionnelle est souhaitée.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite sous la référence 14021 à : Coffin, Sema-Selection, 5, rue Saint Hermenault 13008 MARSEILLE.

sema, selection

Stabilité d'emploi + responsabilités + perspectives d'avenir.

Vous êtes ambitieux, mais pas téméraire.

En matière de carrière professionnelle, vous prenez des risques calculés.

Vous souhaitez que vos efforts et vos compétences se valorisent.

En fait, vous voulez être jugé sur vos résultats et construire votre avenir.

Notre client, leader dans la grande distribution, peut satisfaire vos aspirations si vous répondez au profil de RESPONSABLE COMMERCIAL.

10 Postes sont à pourvoir pour ses magasins du SUD-OUEST.

Profil du poste: 23 ans minimum.

Formation commerciale supérieure: HEC, ESC ou niveau universitaire équivalent: SCIENCES PO, INGENIEUR ENSAIT, ISA, etc...

+ sens commercial développé.

Les candidatures d'autodidactes pouvant justifier de responsabilités importantes après 5/6 années d'expérience professionnelle seront étudiées avec intérêt.

Qualités requises:

- enthousiasme et disponibilité,
- goût du commerce et des responsabilités,
- aptitudes à diriger et animer du personnel sur le terrain,
- autonomie. Recherche de résultats concrets.

Formation complémentaire assurée

80 à 100.000 F pour débutant sortant d'études supérieures.

Le salaire de départ des candidats ayant une expérience professionnelle sera étudié par rapport à l'adéquation au poste. Il évoluera ensuite en fonction des résultats personnels.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à:

TELEFORMATION, 52, rue de Douai, 59000 LILLE, qui traitera chaque dossier avec discrétion et répondra à toutes les demandes.

L'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération TROYENNE

recrute:

UN CHARGÉ D'ÉTUDES ÉCONOMISTE-SOCIOLOGUE

- FORMATION SOUHAITÉE : supérieure en sciences économiques, sociologie et éventuellement complétée par une formation en urbanisme.
- EXPÉRIENCE : expérience souhaitée dans des organismes publics ou parapublics au sein d'équipes pluridisciplinaires.
- MISSIONS : intégration dans une équipe d'études pluridisciplinaires pour y apporter une approche économique et sociologique. Prise en charge d'études spécifiques. Participation à l'organisation et à l'animation d'études.
- QUALITÉS PERSONNELLES : aptitude au travail en groupe et à l'animation. Vocation pédagogique et de conseil souhaitée.

Adr. C.V. détaillé et lettre manuscrite avec photographie à M. LE DIRECTEUR DE L'AGENCE D'URBANISME, 24, bd V. Hugo, 10000 TROYES. Tél. : (25) 72-28-68.

CONSEIL DE L'EUROPE

GREFFE DE LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME ADMINISTRATEUR

Sont invités à postuler les ressortissants d'un Etat membre âgés de moins de 32 ans, possédant un diplôme universitaire en droit au moins du niveau de la maîtrise décerné par une université de langue française, une bonne connaissance de l'anglais et une certaine expérience professionnelle. Les fonctions consisteront à rédiger des documents et résoudre des affaires, accomplir des recherches y relatives et préparer des réunions.

Traitement mensuel brut de début (suivant l'âge et l'expérience) : soit 9.618,25 FF, soit 12.288,13 FF, plus, le cas échéant, indemnités de résidence et/ou pour conjoint + enfants (s) à charge. Exonéré d'impôts.

Des renseignements détaillés et le formulaire officiel d'acte de candidature (à retourner au plus tard le 20.09.1982) peuvent être obtenus à l'adresse suivante :

Division du Personnel
CONSEIL DE L'EUROPE
B.P. 431 R6
67006 STRASBOURG CEDEX.

LA VILLE D'AMIENS

recrute

UN INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE

Ayant une formation en électricité et en électromécanique.

Il sera chargé de la production d'eau potable, du suivi des travaux neufs en assainissement et de l'entretien des réseaux.

Adresser candidature et C.V. à Monsieur le Maire, B.P. 2720, 80027 AMIENS, avant le 15 septembre 1982.

amri

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
ROBINETTERIE

recherche

pour sa Direction Industrialisation

implantée dans la Région de PAU

INGÉNIEURS PRODUITS

(Réf. 334)

Sous l'autorité du responsable des études

développement des produits, ils prendront en charge la gestion intégrale d'un produit ou d'une famille de produits.

Ils devront avoir obligatoirement une formation Arts et Métiers ou équivalent et une maîtrise de l'anglais.

Une expérience similaire ou celle d'un poste de production sera appréciée.

Débutants acceptés.

INGÉNIEUR MÉTHODES

(Réf. 335)

Il assurera l'encadrement et l'animation

du Bureau Coûts et Méthodes.

De formation ingénieur-mécanicien, il devra justifier d'une expérience analogue d'au moins 5 ans ainsi qu'en informatique de production.

Ecrire avec C.V., photo, prétentions et référence du poste à :

Société AMRI

Service du Personnel

"Les Mercurelles" - 40, rue Jean-Jaurès

93176 BAGNOLET

MIDI PYRÉNÉES

responsable du personnel

ECONOMIE SOCIALE

Le Directeur Général d'une entreprise, à but non lucratif, gérant plusieurs établissements dans un département de Midi Pyrénées et employant 500 personnes, recherche son futur collaborateur direct pour lui confier la direction générale du personnel.

Poste fonctionnel auquel sont rattachés les domaines suivants : gestion des ressources humaines, formation, relations sociales, administration du personnel.

Situation de Cadre Supérieur qui peut passer une formation de dialogue qui excelle dans les négociations. Formation supérieure et expérience indispensables. Salaire élevé (départ 150.000 environ).

Très bonne qualité de vie dans ville moyenne agréable. Mer et montagne à proximité.

Pour recevoir une information détaillée sur cette offre, veuillez envoyer votre C.V. et une photo sous réf. 2902-14 à :

MLM Conseil

36 ans Jean Jaurès

31000 TOULOUSE

Tél. : (81) 62.73.66

RESPONSABLE COMMERCIAL

140 000 F

Auvergne / Bourbonnais

Une P.M.I. spécialisée dans l'élaboration de calcaire et de chaux (grasse, vive, éteinte) à partir de gisements (capacité 250 000 tonnes/an), recherche un RESPONSABLE COMMERCIAL. Sous l'autorité du Directeur Général, il sera chargé de promouvoir la vente des produits et d'assurer le suivi d'une clientèle de distributeurs (organismes agricoles, négociants dans les secteurs agricole et industriel) et d'utilisateurs. Il négociera les marchés. Il animera une petite équipe de vente. Il se tiendra constamment au courant de l'évolution du marché et de la concurrence. Le candidat retenu, âgé d'au moins 28 ans, de formation commerciale, possèdera quelques années d'expérience de la vente. La rémunération mentionnée progressera en fonction des résultats. Ecrire sous référence 526/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur - 75007 PARIS

Discrétion assurée.

GRUPE LEADER SUR SON MARCHÉ

TRANSPORTS DE VOYAGEURS

recherche

pour l'une de ses filiales

(250 personnes) un

CADRE COMMERCIAL

Dans un premier temps, il lui sera confié la responsabilité

de la gestion des recettes, des études de marchés, enquêtes, etc. (l'administration générale du service).

De réelles opportunités d'évolution existent pour un candidat motivé, débattant ou ayant 1 à 2 années d'expérience.

Diplômé E.S.C. (ou équivalent).

Adresser lettre manuscrite et C.V. à :

M. le Directeur de S.T.D.C.

Place du Canada, 14000 CAEN.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ AGRO-ALIMENTAIRE

Filiale d'un des principaux groupes multi-nationaux U.S.

recherche pour son unité du Sud-Ouest un

CHEF DU SERVICE ENTRETIEN

Le candidat recherché est diplômé Arts et Métiers ou d'un

niveau équivalent et a une expérience de quelques années en entretien d'unité de production.

Dans un premier temps, il aura pour mission de mettre en place le programme d'entretien préventif d'une unité fonctionnant en 2 x 8.

Ce poste évoluera à court terme vers une prise en charge des travaux neufs.

Une connaissance des automatismes est souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite avec curriculum vitae et prétentions sous la référence n° 8.874 à Le Monde Publicité, SERVICE ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Institut psycho-pédagogique

Place de l'Eglise

60740 St-Martin recherche

EDUCATEUR

OU STAGIAIRE

EDUCATEUR

pour encadrer groupes

PROFESSEUR

DE LETTRES

(histoire et géographie)

PROFESSEUR

D'ÉDUCATION

ARTISTIQUE

pour classes de 6^e, 5^e, 4^e.

Ecrire ou tél. à l'institut

(41) 424-00-10.

POUR LYON

GRUPE INDUSTRIEL IMPORTANT

recherche pour le service qualité

de son CENTRE D'ÉTUDES

et de PRODUCTION de MATÉRIELS

ELECTRONIQUES (400 personnes)

INGENIEUR QUALITE

pour prendre en charge l'activité assurance

qualité de produits fabriqués par notre

entreprise.

Il doit avoir une expérience de l'industrie

électronique dans l'une des fonctions

suivantes :

- QUALITE
- CONTRÔLE
- PRODUCTION
- METHODE

Formation de base souhaitée : INSA,

INPC, E.S.E.

Adresser CV, photo s/réf. 3952 à

Contesse Publicité 74, rue Béchervell-

69363 Lyon Cedex 07, qui fera suivre.

CENTRE DE

PRÉFORMATION

PROFESSEUR

Public Jeanne Mignotte

recherche

RESPONSABLE

PÉDAGOGIQUE

(coordination pédagogique,

suivi, Placement stagiaire,

formation, Formateurs)

Envoyer C.V. détaillé

C.P.P. 88,

28 bis, rue de Provence,

75009 PARIS.

Association socioculturelle

importante Le Mans

recherche animateur

socio-culturelle pour

deux ans minimum de

vacances

Envoyer C.V. et photo

s/réf. 8.370 à

service ANNONCES

CLASSEES, 5, rue des

Italiens, 75009 PARIS.

Tél. : (41) 62-19-28.

Tél. : (41) 62-19-28.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Effectif 250 Ingénieurs 170
4 filiales 5 agences en province.

Vous êtes Ingénieur débutant, Informaticien ou non. Vous souhaitez orienter votre carrière vers l'informatique. Vous cherchez une structure d'accueil à haute technicité prête à guider votre début de carrière. Nous vous proposons :

SI VOUS N'ÊTES PAS INFORMATICIEN :

- de suivre d'abord une session de formation interne pour acquérir les bases indispensables.

DANS TOUS LES CAS :

- de participer au développement de projets informatiques, techniques ou de gestion très variés.
- de vous aider enfin à cerner vos points forts pour transformer ensemble votre volonté en succès professionnel.

Date d'entrée : non-informaticiens : 14 septembre 82 - Réf 01
informaticiens : au choix - Réf 02.

LOGISTA

Envoyez CV, photo, prétentions et référence à Alain Chéron, Logista, 30 Quai de Dion-Bouton 92806 Puteaux, ou téléphoner 776 41 00 p.4701

l'ingénierie informatique: un métier pour votre avenir

Nous sommes l'une des plus importantes entreprises françaises d'ingénierie en informatique et notre progression en 1981 a été l'une des plus fortes de la profession. Nous proposons une carrière dans l'informatique à des **Ingénieurs jeunes diplômés**. Après une formation, suivie d'un stage pratique, ils seront intégrés dans les équipes de réalisation de SOPRA Paris, dont la mission est de développer des systèmes d'information de haut niveau. Rémunération assurée dès le début de la formation qui se fera à PARIS à compter du 13/9/1982.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo à SOPRA Recrutement, sous réf. 248 MJ, 90 rue de Flandre 75019 Paris.

SOPRA.
Constructeur d'informatique

E.S.C. Université

Jeunes diplômés, débiter à Auchan c'est...

• Développer un C.A. considérable en toute autonomie

Le chef de rayon AUCHAN est responsable d'un C.A. allant de 10 à 100 millions de francs annuels. Il sélectionne ses produits, définit ses promotions et ses actions publicitaires.

• Maîtriser sa gestion

Le chef de rayon AUCHAN gère ses stocks, fixe ses prix, détermine ses marges et ses objectifs, contrôle ses résultats.

• Animer une équipe

C'est-à-dire assurer le recrutement et la formation de ses collaborateurs. Les motiver, les aider à s'épanouir et à évoluer.

Homme d'action mais également de réflexion, le responsable de rayon AUCHAN agit à chaque instant en véritable chef d'entreprise. Volontaire, disponible et ambitieux, il a de réelles capacités d'évolution.

Pour animer l'encadrement de ses hypermarchés, AUCHAN a choisi de recruter de jeunes diplômés, de leur donner une formation complète qui leur permettra d'agir en véritables patrons dans le cadre d'une politique de décentralisation.

Pour des renseignements complémentaires sur la société et les postes offerts, adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. + photo et prétentions) sous réf. MJ2070 à MEDIA P.A. - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS.

AUCHAN

banque

BANQUE DE DÉPÔTS PARIS

recherche :

JEUNE EXPLOITANT

De formation supérieure, justifiant d'une expérience bancaire de 2 ans minimum, comportant des contacts à haut niveau, il s'intégrera à une équipe chargée d'accroître et de gérer le portefeuille d'entreprises importantes. Poste évolutif.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 162-M à I.C.A. - 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

DIEBOLD FRANCE

recherche

INFORMATIENS

attirés par le métier d'

INGÉNIEUR CONSEIL

Nous offrons : la possibilité d'une évolution de carrière intéressante en vous permettant de mettre à profit vos connaissances techniques dans le cadre d'intervention de conseil de haut niveau.

Nous recherchons : des ingénieurs, grandes écoles, pouvant apporter une expérience pratique dans l'une des disciplines suivantes :

- AUDIT
- TELEINFORMATIQUE
- BUREAUTIQUE

Envoyer C.V., photo et prétentions à : Mme AICH - DIEBOLD FRANCE 63, rue La Botte - 75008 PARIS

SBTP

SPIE BATIGNOLLES

recherche pour Bureaux à Vélizy Villacoublay

GESTION ADMINISTRATIVE DU MATERIEL GROUPE SB ADJOINT AU RESPONSABLE DU SERVICE

- 35 ans Minimum
 - Connaissance de matériels Travaux Publics
 - Expérience souhaitée :
 - Service Contrôle de Gestion ou Service Prix de Revient
 - Notions d'anglais de préférence pour lecture courrier et listes de matériel
- Pour assurer :
- Suivi des budgets d'investissements
 - Tenue à jour du fichier ordinateur
 - Sortie des États ordinateurs : amortissements, entrees, sorties, locations, immobilisations, états de gestion technique
 - Factures de vente
 - Divers, en liaison avec travaux

Faire acte de candidature en adressant lettre manuscrite, C.V. et photo à : Ressources Humaines SBTP 13, Avenue Morane Saulnier 78140 VELIZY VILLACOUBLAY

GROUPE BANCAIRE, recherche

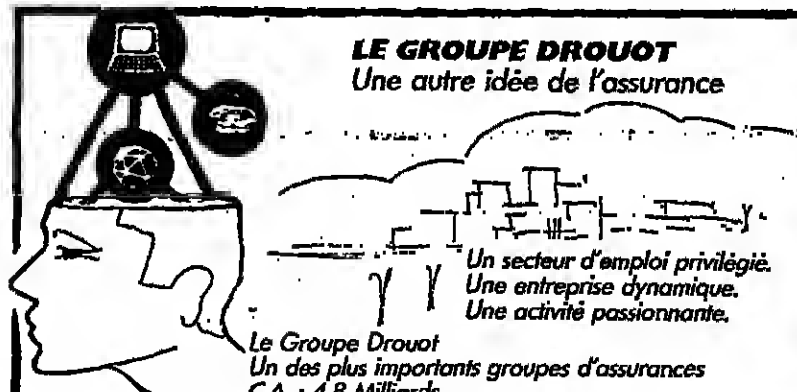
CHARGÉ DES RELATIONS

avec

INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS

- spécialiste des valeurs mobilières et du marché obligataire en particulier,
- très bonne expérience exigée au sein d'une direction financière,
- apte à mener action de développement et entretenir des contacts à haut niveau.

Envoyer C.V., manuscrit et photo à N. 2291 - PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris



LE GROUPE DROUOT
Une autre idée de l'assurance

Un secteur d'emploi privilégié. Une entreprise dynamique. Une activité passionnante.

Le Groupe Drouot
Un des plus importants groupes d'assurances
C.A. : 4,8 Milliards
Plus de 5 000 personnes

Gestion informatisée et télétraitement vous propose la carrière de

RESPONSABLE COMMERCIAL

Vous avez un Très Bon niveau général (Bac + 4) quelle que soit votre orientation. Après une FORMATION étendue sur 2 ans, vous recevrez la MISSION de développer le C.A. du secteur et de l'équipe qui vous seront confiés. Vous serez un MANAGER réunissant les qualités de vendeur et de gestionnaire. Le Terrain : Le Nord, Normandie, Bretagne, Pays de Loire, Orléannais, Bourgogne, Est et Ile de France. Votre Evolution : liée à votre valeur et à vos résultats. Votre Statut : Cadre, 90 000 F+, véhicule de fonction, frais professionnels.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo + C.V.) à Richard DUPONT - GROUPE DROUOT - Place Victorien Sardou - 78161 MARLY LE ROI.

GROUPE DROUOT

Adjoint au Contrôleur budgétaire

130.000 F+

SOCIÉTÉ AGRO ALIMENTAIRE
(2000 pers., chiffre d'aff. 1982 : 800 M de F.)
Implantée banlieue Sud de PARIS

recherche l'ADJOINT DE SON CONTRÔLEUR BUDGÉTAIRE

En relation constante avec les Directeurs de toutes les fonctions, ce cadre conduira l'élaboration des budgets et analysera l'analyse des performances.

Il s'appuie sur une équipe d'analystes et exploite les ressources d'un logiciel informatique interne performant.

Formation requise : Sup de Co

Expérience exigée de 3 ans environ, dans les domaines comptables et financiers.

La pratique de l'anglais est nécessaire.

Envoyer C.V., photo et prétentions motivées sous no 43417 à CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra confidentiellement



RECHERCHE ÉTUDIANTS (Paris - Province)

- Excellents vendeurs
- Horaires libres
- Rémunération élevée
- Travail en fac, école ou lycée.

Écrire rapidement à l'OFUP / Th. Pruchomme 70, rue Moufflard 75255 PARIS CEDEX 05

Cli Honeywell Bull
recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX DÉBUTANTS

Pour un jeune ingénieur comme vous, diplômé d'une grande école ou de l'université, l'informatique reste en France un domaine presque vierge. Vos compétences et votre don inné de la négociation vous poussent à rechercher un champ d'exploitation professionnelle situé dans la prospection de nouveaux marchés et la vente de produits compétitifs. Jeune pionnier dans l'âme vous savez que pour entreprendre dans de meilleures conditions ce voyage vers la réussite il vous faut une bonne structure d'accompagnement. Notre groupe, en préservant votre sens de l'initiative et votre indépendance, saura mettre à votre disposition les meilleurs appuis logistiques dans ce domaine en pleine expansion. Il vous offrira pour débiter une formation aux produits, aux techniques de commercialisation et au métier. Pour prendre la route, il vous suffit de nous écrire.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la réf. 2002 M à Cli Honeywell Bull - PCOG021C 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 2

INGÉNIEURS MÉCANIQUES

INGÉNIEUR COMMERCIAL SERVICES

OFFRES D'EMPLOI		ANNONCES ENCADRÉES		tarif	
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	OFFRES D'EMPLOI	40,00	le mètre	47,04
IMMOBILIER	21,00	DEMANDES D'EMPLOI	12,00	le mètre	14,10
AUTOMOBILES	48,00	IMMOBILIER	31,00	le mètre	36,45
AGENDA	48,00	AUTOMOBILES	31,00	le mètre	36,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	AGENDA	31,00	le mètre	36,45
		PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	le mètre	164,84

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

CSEE

JEUNES INGENIEURS en MINI - et MICRO -

informatique industrielle temps réel : conception logiciels, conception système, étude matériel, CAO, technico-commercial

Secteurs d'activité où des postes sont ouverts : réseaux de téléinformatique, terminaux spécialisés, signalisation sécurité ferroviaire, régulation de trafic, conduite de processus industriels, automatisation électronique privée, systèmes d'armes, systèmes asservis, traitement du signal. Selon l'importance du projet, l'ingénieur sera autonome ou intégré à une petite équipe sous la responsabilité du chef de projet. Quelques uns des postes conviennent à des ingénieurs grande école : TELECOM, ESE, ECP ayant 2-3 ans d'expérience (chef de projet à court terme). Lieu de travail : centre d'études d'Orsay (30 minutes de Paris par RER Sud), Paris 15ème (2 postes) - Toulouse (1 poste CAO).

Ecrire à COMPAGNIE DE SIGNAUX et d'ENTREPRISES ELECTRIQUES, Direction du Personnel, Service Emploi et Développement des Cadres, 17 Place Etienne Perret - 75015 PARIS.

CSEE

CHEF DE FILE ETUDES ROBOTIQUE

créer une équipe pluridisciplinaire pointue pour valoriser la gamme actuelle et attaquer de nouveaux créneaux

Ingénieur Grande Ecole - ECP, ENSAM, ESE, TELECOM ou équivalent - ayant au moins cinq ans d'expérience en conception de systèmes mettant en œuvre, Mécanique, Automatique, Informatique. Forte capacité d'entraînement. Sens de la discussion à haut niveau. Anglais lu et parlé nécessaire. Déplacements occasionnels et de courte durée à l'étranger. Assistance de l'équipe commerciale dans ses actions Robotique.

Ecrire à COMPAGNIE DE SIGNAUX et d'ENTREPRISES ELECTRIQUES, Direction du Personnel, Service Emploi et Développement des Cadres, 17 Place Etienne Perret - 75015 PARIS.

PRENDRE EN CHARGE LE PROJET D'UN SYSTEME DE REGULATION DES TURBOREACTEURS :

L'AFFAIRE D'INGENIEURS ELECTRONICIENS

(Orientation logiciel de base)



Une affaire d'hommes aussi, qui demande à ces jeunes ingénieurs (HF) d'être ouverts à tous et à tout.

Votre expérience de 2 ou 3 ans vous rendra opérationnel immédiatement et facilitera votre intégration dans une équipe au sein de laquelle vous aurez des responsabilités d'animation et de coordination.

Nous comptons beaucoup sur vos compétences techniques, mais surtout sur votre adaptabilité à de nouveaux milieux, de nouveaux problèmes.

Nous misons sur votre dynamisme pour évoluer vers des postes de haut niveau ainsi que l'ont fait nos dirigeants actuels.

ELECMa est une division de la SNECMA spécialisée dans l'étude, le développement et la réalisation de matériels électroniques professionnels et radio-électroniques. Et nous sommes à l'avant-garde à l'échelon mondial.

Adressez dès maintenant votre candidature au Département Encadrement SNECMA 2 bd Victor 75724 PARIS Cédex 15.

Vous pouvez également téléphoner au 554.92.00 poste 2309.

Nous pourrions vous rencontrer à votre convenance même en septembre.



Laboratoire d'électronique et de physique appliquée travaillant en coopération avec l'ensemble des Laboratoires de Recherche PHILIPS

recrute

INGENIEURS GRANDES ECOLES ou UNIVERSITAIRES

dans les domaines d'activités suivants :

Systèmes électroniques

(Référence 30)

Etudes de base, simulation sur ordinateur, conception de circuits rapides analogiques et numériques et réalisation de prototypes pour les applications suivantes : Réception de programmes diffusés par satellites. Traitement du son et des images. Transmission numérique. Compression du débit d'information. Acquisition et visualisation des signaux.

Physique des solides

(Référence 10)

Technologie des circuits intégrés Ga As. Dispositifs hyperfréquences. Conception de circuits intégrés. Recherche fondamentale en physique des semi-conducteurs.

Ecrire avec C.V. et photo au Service du Personnel 3, av. Descartes - B.P. 15 - 94450 LIMEIL BRE'ANNES.

LEROY MERLIN

Un groupe puissant sur un marché (le bricolage) qui se développe régulièrement (33 magasins, de nombreuses implantations prévues dans toute la France).

10 jeunes diplômés d'Ecole de Commerce

« La distribution, c'est dur... mais quelle expérience ».

Voilà ce qu'on raconte sur les bancs de l'école. Nous ne cherchons ni des forçats, ni des brutes de travail mais quelques jeunes gens bien équilibrés qui vont se passionner pour ce que nous offrons leur apprendre (gestion d'une unité, animation des hommes, techniques d'achat, de vente...).

Rares sont les opportunités rassemblant autant d'autonomie et de possibilités d'évoluer, offertes à un débutant. Nos structures permettent effectivement de vous lancer, après réussite dans cette formation, la responsabilité d'un magasin ou d'un poste au Siège (achats, contrôle de gestion...).

Vos interlocuteurs sont :

Région Nord : JP Wanneken
Région Paris et Centre : Alain Révillon
Région Rhône-Alpes : Alain Lagavion
Région Ouest et Sud-Ouest : Simon Verité

Merci de leur écrire : Leroy-Merlin, 401 Route Nationale 62290 Neuvil-les-Mines.

LEROY MERLIN
le magasin du temps libre

JEUNES DIPLOMES (HEC - ESSEC - ESCP ESC OU EQUIVALENT)

vous recherchez des postes

d'auditeurs débutants

Nous vous offrons une carrière dans notre société

Nous sommes un

CABINET D'AUDIT FRANCAIS

correspondant d'un grand nom international

Nous vous proposons :

- une formation à nos méthodes de travail, aux techniques d'audit et à l'expertise comptable,
- un début d'expérience professionnelle variée au contact de grandes et moyennes sociétés industrielles, commerciales et financières,
- des possibilités diverses d'évolution de carrière (spécialisation, transfert vers nos activités de conseil, formation à l'étranger).

Les postes, à pourvoir à PARIS et à LYON, conviendront à de jeunes diplômés (ou possédant 2 certificats du DECS, désireux de travailler au sein d'équipes dynamiques et faisant preuve d'une grande disponibilité. De bonnes connaissances de l'anglais et de l'allemand seront appréciées.

Nous nous tenons à votre disposition pour vous entretenir de VOTRE PLAN DE CARRIERE et vous demandons de nous transmettre votre curriculum vitae, une photo et une lettre de candidature à

BDA

Service du personnel
2 rue Jean Lantier 75001 - Paris

Jeune cadre recrutement formation

Vous souhaitez travailler dans un contexte attractif :
- entreprise d'ingénierie spécialisée dans les techniques de pointe
- 800 personnes dont 50 % d'ingénieurs
- filiale d'une puissante société industrielle pratiquant une politique sociale dynamique.

La mission que nous vous proposons :

- le recrutement d'ingénieurs grandes écoles essentiellement, c'est-à-dire :
- la définition du besoin en liaison avec la hiérarchie
- la rédaction des annonces et le choix des supports
- les opérations de recrutement (entretiens, participation au choix avec la direction intéressée, élaboration des contrats)
- le suivi de l'intégration dans la société, les contacts avec les écoles et la gestion des stagiaires ingénieurs font partie de la mission.

La formation :

- être l'interlocuteur de la hiérarchie, pour le conseil en formation
- veiller à la cohérence des actions par rapport aux objectifs professionnels
- s'assurer de la qualité des stages.

Ces 2 aspects dominants seront complétés par la participation aux autres activités d'activités sociales.

L'homme que nous recherchons a une formation supérieure (psychologie ou EP par exemple) et une expérience professionnelle d'environ 3 ans en recrutement.

Le poste est évolutif au sein d'un ensemble offrant de nombreuses possibilités.

Lieu de travail - Paris proche banlieue, Sud-Ouest.

Adressez CV et photo, sous réf 4101 à Média System, 104 rue Réaumur, 75002 Paris.



SPIE BATIGNOLLES
BATIMENT TRAVAUX PUBLICS
recherche pour son Siège Social à Velizy Villacoublay

ACHETEURS

Expérimentés 30 ans minimum

1- ACHETEUR MATERIEL TP ET RECHANGES

- Bonne connaissance matériel Travaux Publics
- Consultations fournisseurs. Commandes et suivi
- Lecture documentation rechanges.

2- ACHETEUR MATERIEL TP

- mêmes qualifications que ci-dessus et :
- Travail partiel en anglais

3- ACHETEUR FOURNITURES TP

- Bonne connaissance fournitures Travaux Publics
- Consultations fournisseurs commandes et suivi.

Faire acte de candidature en adressant lettre manuscrite, C.V. et photo à : Ressources Humaines SBTP 13, Avenue Morane Sautrier 78140 VELIZY VILLACOUBLAY

Jeunes diplômés

HEC, ESSEC, ESCP et Sciences Pô Paris (Eco Fi)

Volonté d'entreprendre et désir de réussir sont vos atouts au service d'un fort potentiel de développement personnel.

Groupe bancaire

à taille humaine, mais d'implantation nationale nous pouvons offrir à quelques uns d'entre vous, débutant dans la vie active, des opportunités de carrière vous permettant d'accéder, après formation, à des responsabilités de direction d'agence.

Un dossier d'information complet sur notre société et les caractéristiques des postes à pourvoir vous parviendra par retour de courrier (précisez votre diplôme et son année d'obtention).

Merci d'écrire en précisant sur l'enveloppe la réf. 2060 à MEDIA P.A. 9, Bd des Italiens - 75002 PARIS.

Hypermarché Sud de Paris

recherche

Diplômé ESC, Maîtrise universitaire...

pour lui confier un poste de Chef de caisse

Il sera chargé de l'encadrement, de la formation et de l'animation du personnel (100 personnes), de la gestion et de la planification des besoins, des contacts commerciaux avec la clientèle.

Ce poste aux nombreuses responsabilités conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur, disponible et ouvert, possédant un goût prononcé pour la gestion du personnel, le droit du travail et la communication.

Réelles perspectives d'évolution pour élément de valeur.

Adressez votre manuscrite, curriculum vitae, photo et présentons s/réf. EX/2010 à AUCHAN, M. BECUWE - 2, rue Haute - 77176 SAVIGNY-LE-TEMPLE.

OFFRES D'EMPLOI

Cadre responsable de salle

CHEF COMPTABLE

INGENIEUR

adjoint au directeur du p et des relations humaines

INGENIEUR INFORMATIQUE

2 ANALYSTES PROGRAMME

USEES

OFFRES D'EMPLOIS

FILE ETUDES ROBOTIQUE

LEP

laboratoire d'électronique et de physique appliquée

INGENIEURS GRANDES ECOLES UNIVERSITAIRES

Systemes électroniques

Physique des solides

Jeune cadre recrutement formation

Diplôme ESC

Maîtrise universitaire

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Mardi 31 août 1982 - Page 23

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

La filiale informatique d'un important groupe d'assurances recherche

Cadre responsable de salle

prenant totalement en charge la mise en oeuvre et le fonctionnement d'une très grosse configuration IBM comprenant plusieurs processeurs auxquels sont connectés plus d'un millier de terminaux. Ce poste nécessite une très bonne capacité d'adaptation aux techniques nouvelles. Une importance très grande sera accordée aux qualités humaines et à l'aptitude à diriger.

Adresser votre candidature détaillée avec CV photo et références sous réf 4151 à Média System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

SOPAD Nestlé

recherche un

CHARGÉ DE MÉDIA

Au sein des Services s'occupant de Marketing-Publicité, ce collaborateur

H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P.

débutant ou semi-débutant

- conseillera les Chefs de Produits dans l'élaboration de leur stratégie média, et
- assurera l'exécution des plans de campagnes publicitaires.

Son évolution de carrière s'étendra aux autres secteurs du Marketing (Produits, Etudes...).

Adresser C.V. détaillé à SOPAD - Direction du Personnel, 17, quai Paul-Doumer, 92411 Courbevoie Cedex.

Banque de l'économie sociale recherche pour son Siège Social à Nantes

chargés d'études

- Formation : ESC - Sciences Eco etc...
- Expérience : 5 ans minimum en établissements financiers ou bancaires
- Fonctions : études financières des entreprises (si possible commerciales) - appréciation du risque bancaire.
- Position cadre.

Adresser C.V. manuscrit et photo N. 2290 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

SOCIÉTÉ AGRO-ALIMENTAIRE (2000 pers., chiffre d'aff. 1982 : 800 M.F.) implantée banlieue Sud de PARIS recherche

CHEF COMPTABLE

150 - 180.000 F

pour lui confier le poste de RESPONSABLE METHODES COMPTABLES

Rattaché au Chef des Services Comptables, il harmonisera les règles et méthodes, développera les logiciels informatiques et formera le personnel aux méthodes nouvelles.

Une formation DECS complet + certificat supérieur O.C.E. et une expérience de 5 ans à un poste de responsabilité comptable sont requises. L'anglais est souhaitable.

Envoyer C.V. et photo sous no 43418 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra confidentiellement.

THOMSON-CSF

DIVISION SIMULATEURS

Domaine : simulation temps réel. Champs d'action : imageries nouvelles, aéronautique, énergie...

Grandes écoles

Débutants... 3 ans d'industrie

Motivations : logiciel et/ou électronique

Nos équipes d'études utilisent les techniques les plus avancées dans le domaine de l'informatique temps réel et de l'électronique rapide : nous vous proposons de les rejoindre.

Appeler Alain de Bejarry ou Bernard Letourneau, pour en savoir plus IMMEDIATEMENT, et peut-être, déjà, convenir d'un entretien, au (3) 031.93.70.

gan

assurances

recherche

INGENIEURS ANALYSTES

qui participeront aux développements du plan informatique

- IMPLANTATION DE 1000 TERMINAUX EN TEMPS RÉEL
- CREATION D'UNE IMPORTANTE BASE DE DONNEES SUR MATERIEL IBM (30/81)

Pour ces postes à caractère évolutif nous souhaitons rencontrer des JEUNES INGENIEURS ayant une première expérience de l'informatique de gestion d'au moins 2 à 3 ans.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée à Pierre FERL, Direction du Personnel 2, rue Pillet Will 75448 PARIS CEDEX 09.

adjoint au directeur du personnel et des relations humaines

Nous sommes un important Organisme Financier Parisien à vocation nationale et internationale. Pour seconder notre Directeur du Personnel et des Relations Humaines, nous recherchons un cadre, âgé de 32 ans environ, de formation supérieure (Sciences Po, Maîtrise de Droit ou de Psychologie ou équivalent) dont les responsabilités initiales se situeront au niveau :

- SALARIAL : (enquêtes, échelles de salaire, politique salariale...),
- SOCIAL : (bilan social, avantages, prévoyance, retraite...),
- STRUCTUREL : (analyses de poste, organigrammes...),
- RECRUTEMENT : (pré-sélection, entretien...).

L'expérience de la fonction "Personnel" dans un environnement bancaire est nécessaire, ainsi que la parfaite connaissance de l'anglais. Ce poste évoluera vers une responsabilité élargie au sein du département.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous référence 61.27/RH/482 à ADEQUATION 62/64 av. Emile Zola 75015 Paris.

BANQUE POPULAIRE DE LA RÉGION OUEST DE PARIS

70 agences - 1200 personnes

recherche pour renforcer ses équipes d'Etudes et de Réalisation, basées à Versailles

INGENIEUR INFORMATICIEN

(Raf. DPI)

il aura la responsabilité de projets : de la conception au démarrage.

2 ANALYSTES PROGRAMMEURS

(Raf. DP2)

intégrés au service études informatiques, ils développeront les programmes existants et participeront à l'élaboration des nouvelles applications de gestion.

Ces postes sont à pourvoir sur matériel : IBM 4341.2 et 3031 en MVS/DL/CICS Réseau régional de 300 terminaux - Videotex (TELETEL)

Une expérience de 2 ans minimum est exigée pour une bonne appréhension de ces postes.

Prière de faire parvenir C.V., photo et présent. à : D.R.H. en rappelant la référence du poste, 2, Esplanade Grand Stade - 78003 Versailles

GROUPE SYSECA

(nouvelle dénomination des Sociétés ERIA - ECA AUTOMATION)

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE

(600 personnes, C.A. 140 M.F.) partenaire d'un groupe industriel de taille internationale

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes :

d'INGENIEURS INFORMATIENS

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...

De 0 à 5 ans d'expérience, désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- SYSTEMES TEMPS RÉEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- SYSTEMES DE GESTION DE BASE DE DONNEES

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et références sous référence 1950 à GROUPE SYSECA - Service du Personnel 815, Bureau de la Colline 92219 SAINT CLOUD Cedex

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES SEINE-SAINT-DENIS

recrute sur concours

1 INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL (CATÉGORIE A)

Epreuves écrites : 30 septembre / 1^{er} octobre 82. Date limite d'inscription : 6 septembre 82.

Renseignements : D.D.A.S. Service Formation Permanente, 37/39, rue du Chemin-Vert, 93007 BOBIGNY. Téléphone : 82.

Responsable programmes immobiliers

Juriste de formation, vous avez acquis au cours de votre expérience (5 ans minimum), outre la maîtrise du droit de la construction, de solides connaissances dans les domaines :

- de la fiscalité immobilière,
- de la comptabilité générale et des finances (titulaires...),
- des chantiers (descriptifs des travaux et plans),
- du marché et de ses fluctuations.

Nous sommes prêts à vous confier le poste de CHARGE DE PROGRAMMES IMMOBILIERS.

Vous serez responsable de l'étude et du suivi des propositions d'acquisition ou de construction immobilière ainsi que du contrôle du déroulement des opérations, jusqu'à leur réalisation.

Cette mission comportera quatre phases essentielles :

- analyse des éléments des propositions et synthèse,
- réaction pour chaque dossier « faisable » de la note investisseur,
- mootage juridique de l'acquisition pour le neuf et l'ancien,
- suivi de la vie sociale des sociétés immobilières dans lesquelles les A.G.F. ont une participation.

Ce poste nécessite le sens de l'analyse et de la critique, des facultés de rigueur et le goût des contacts.

Veuillez vous mettre en relation par écrit avec

AGF ASSURANCES GENERALES DE FRANCE

Département Recrutement
33, rue Lafayette
75246 PARIS CEDEX 09

Chef de publicité toujours, mais autrement...

Vous êtes chez un annonceur ou dans une agence. Un junior en passe de devenir senior. Vous avez assez d'expérience pour prendre des responsabilités, envie de faire votre métier de façon plus autonome et de participer beaucoup plus à la création.

Pour sa part, SOURCES est une agence spécialisée dans la publicité non commerciale c'est-à-dire dirigée vers les hommes de l'entreprise (plaquette d'accueil, audiovisuel de présentation, house-organ, bilans sociaux...) et vers ceux qu'elle cherche à séduire ou conforter (publicité de recrutement, annonces institutionnelles et financières...).

Autant dire que pour le chef de publicité les cibles visées, les messages à passer et les moyens à employer sont inhabituels. Il lui faut davantage écouter l'entreprise et innover.

Un chef de publicité chez SOURCES voit directement ses clients, gère ses budgets, fait la conception et la rédaction, contrôle le média-planning, la maquette, et l'exécution.

Filiale du groupe FCA (donc une assise), un C.A. de 15 MF après 2 ans d'existence (donc un bon départ), SOURCES souhaite passer de huit à dix personnes.

S'il vous tente d'en parler davantage, écrivez à SEFOP sous réf. BG616 M qui vous répondra très vite

SEFOP

11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTHEC

	1 ligne*	1 ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITALUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

	1 ligne*	1 ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

NOUS SOMMES UNE IMPORTANTE SOCIETE DE GESTION IMMOBILIERE - CA : 400 MF.

Pour gérer une partie (3000 lots) de notre Domaine locatif d'habitation, commerce, bureaux, nous recherchons un

GERANT

responsable auprès de la Direction Commerciale.

Vous possédez :

- Une expérience confirmée de la gestion locative acquise dans un cabinet ou une société importante.
- Formation supérieure souhaitée.

Nous vous proposons de mettre vos compétences en application à la tête d'une équipe de collaborateurs.

Vous aurez à les animer, à assurer avec eux les relations avec les locataires et à prendre la responsabilité de toutes les problèmes d'ordre commercial et administratif. Vous bénéficierez de l'assistance de services spécialisés (Travaux, Informatique, Personnel, Contentieux, ...).

Rémunération : 120 000 F. +

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 5114/AT à : A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS qui transmettra.

DIRECTEUR GÉNÉRAL

100 millions de C.A. 1.200 personnes.

FILIALE D'UN GROUPE DE SERVICES + 1,5 MILLIARD

Si vous avez un diplôme d'enseignement supérieur, une expérience de 7 à 8 ans minimum en commercial, gestion, encadrement, quelques notions techniques et un bon sens créatif.

Si votre contact est payé comme chaux pour par l'environnement et,

Si les sociétés de services vous intéressent.

Vous vous épanouirez

DANS CETTE CRÉATION DE POSTE A HAUTES RESPONSABILITÉS.

Envoyer C.V. sous n° T 035.105 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Auprès du président

Solide groupe financier privé, nous avons su créer, innover et réussir dans un créneau financier que nous maîtrisons.

Nos commerciaux sont efficaces et notre réussite se concrétise en s'appuyant sur une organisation (comptabilité, gestion-clients, informatique, administratif et paie) structurée et réactive aux enjeux quotidiens. C'est ce support logistique de nos activités que notre Président va confier à un

Financier

280 000 env.

afin qu'il anime et coordonne les 60 personnes concernées. Formation supérieure, de bon niveau comptable en particulier, vous êtes plus que familiarisé avec la gestion financière. Professionnellement vous ne négligez pas, mais réglez les problèmes de recouvrement, vous êtes plus qu'un "amateur éclairé" pour ce qui concerne la gestion de trésorerie abondante, vous maîtrisez et connaissez les incidences et contraintes financières et administratives liées à la création de nouveaux produits... vous serez auprès du Président, le stratège comptable et administratif du Groupe.

Leader naturel et compétent, pragmatique et ouvert aux services du grand monde de la finance, l'équipe en place vous attend... près de l'École à Paris.

Jean Bousquet vous remercie de lui écrire, sous référence 2584M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet

Psycom

Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

SBTP

SPIE BATIGNOLLES

BÂTIMENTS TRAVAUX PUBLICS

recherche pour son Siège Social à Vélizy Villacoublay

AGENT TECHNIQUE

MATÉRIEL T.P.

pour Service du matériel

- Bonne connaissance de matériels Travaux Publics
- Connaissance anglaise souhaitable pour compréhension documentation technique
- pour assurer :
 - Consultations des fournisseurs
 - Etudes techniques de matériel
 - Suivi de la documentation technique et prix
 - Estimations de matériel neuf ou occasion

Faire acte de candidature en adressant lettre manuscrite, C.V. et photo à : Ressources Humaines SBTP 13, Avenue Morane Soulier 78140 Vélizy Villacoublay

P.M.E. dynamique. Leader sur son marché (200 personnes). 70 km N.-W. de Paris recherche son futur

DIRECTEUR FINANCIER

LE POSTE :
- Mettre en place un système de gestion et de budget, assurer comptabilité analytique et contrôle financier, animer service administratif et comptable.

Notions d'informatique nécessaires : diplômé H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P., E.S.C.A.E. Rouen ou Lyon, option finance, comptabilité ; moins de 30 ans ; D.E.C.S., si possible une expérience professionnelle. Vous saurez vous intégrer facilement à un collège de cadres de moyenne d'âge 33 ans.

Vous aimez « aller sur le terrain ».

Traitement confidentiel des candidatures

Adresser curriculum vitae, photos et prétentions à : **Pépinières DERLY S.A.** B.P. 3, 27420 LES THILLIERS-EN-VEUXIN.

SOCIÉTÉ AGRO-ALIMENTAIRE (C.A. 400 millions 300 personnes) ;

NORD DE PARIS

recherche

DIRECTEUR D'USINE

- 40 ans environ,
- Ingénieur diplômé.

Discret et assuré.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo + prétentions à : REGIE PRESSE sous n° T 035104 M. 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

La Ville de Créteil (VAL-DE-MARNE)

RECHERCHE

LE DIRECTEUR DE SON CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

Aide Sociale Légale et Facultative
Crèches Collectives et Familiales
Aides Mécaniques Activités 3^e Age

POSTE LIBRE

Echelle indiciaire

DIRECTEUR B.A.S.

Villes de 80.000 à 150.000 habitants

Expérience exigée

Candidatures avec C.V. détaillé à : Monsieur le Maire de CRÉTEIL 94010 CRÉTEIL CEDEX

Groupe Français de premier rang mondial

recherche

JEUNES DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Libérés ou non du Service National. Débutants ou première expérience

CARRIÈRE TECHNIQUE COMMERCIALE

Après une formation rémunérée - indispensable pour la vente de notre produit technique - vous prendrez la responsabilité d'une clientèle de professionnels au niveau d'un territoire équivalent à un département.

L'importance du Groupe vous permettra d'envisager une évolution à votre dimension, en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. à

INTERMEDIA - n° 472

59, rue La Fayette, 75009 PARIS

qui transmettra.

COMPOSANTS S.A.

recrute pour son agence de FRESNES

Division Mesures

UN (E) INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL

Deux à trois ans d'expérience souhaités

Adresser C.V., prétentions et photo à M. RAPPETOU COMPOSANTS S.A., B.P. 81, 33405 PESSAC Cedex.

Telecommunications

Centre National d'Etudes des Télécommunications

MINISTÈRE des POSTES, des TELECOMMUNICATIONS et de la TELEDIFFUSION

recrute des

ingénieurs de haut niveau (formation universitaire ou grande école)

pour participer :

- aux études de développement de centraux téléphoniques temporels (poste 1) ;
- aux essais techniques d'agencement des centraux privés (poste 2) ;
- à des activités de recherche et d'études sur les réseaux d'entreprise (poste 3).

Compétences : en commutation électronique et/ou systèmes informatiques appréciées. Adresser les candidatures avec C.V. détaillé, prétentions (et, si possible, n° de téléphone) à :

CENTRE PARIS A / RDS

CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS

38/40, rue du Général Leclerc

92131 - ISSY-LES-MOULINEAUX

CONSEILLER de GESTION

SCANIA FRANCE, filiale du groupe suédois SAAB-SCANIA nous commercialisons en France les véhicules lourds SCANIA

Rattaché à notre Direction financière, vous assisterez et conseillerez nos concessionnaires sur les plans comptable, fiscal, financier et organisation administrative.

De formation supérieure (DECS, Sup de Co ou équivalent) vous possédez une expérience d'au moins 5 ans acquise au sein d'une importante société. Une bonne pratique de l'Anglais est nécessaire.

Rigoureux, mais surtout doté d'une excellente capacité de contact à tous les niveaux, vous serez disponible pour une action concrète sur le terrain auprès de nos concessionnaires dans toute la France. Ce poste vous apportera une rémunération motivante et des perspectives d'évolution intéressantes au sein de notre Direction financière. Véhicule de fonction fourni.

Adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) au Chef du Personnel - SCANIA FRANCE - Z.I. des Béthunes - B.P. 499 ST-OUEN-L'AUMONE - 95006 CERGY PONTOISE CEDEX



LA RADIOTECHNIQUE

C.A. 4.000 MF - 7 USINES - 11.000 PERSONNES

Appareils et composants électroniques Région Parisienne et Normandie

recherche

CADRES COMPTABLES

Formation HEC - ESSEC - ESC - DECS ...

Réf. 3081

COMPTABLES

Niveau BTS - DUT ou équivalent ...

Réf. 3082

Ces postes s'adressent à des candidats débutants ou ayant acquis une première expérience.

La dimension de nos Sociétés permet d'offrir à des candidats de valeur, de réelles opportunités de carrière dans des unités situées tant en Région Parisienne qu'en Province.

Adresser confidentiellement C.V., photo et prétentions à M. BOURGES, LA RADIOTECHNIQUE, Service du Personnel B.P. 301 - 92156 SURESNES Cedex.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LES TECHNIQUES NOUVELLES

spécialisée dans l'ingénierie nucléaire (1.100 personnes) recherche

Ingénieur DAO

- pour participer à la mise en place et au démarrage d'un important système de DESSIN ASSISTÉ PAR ORDINATEUR (plusieurs dizaines de postes, grand nombre de spécialités d'études concernées.)
- pour assister sur le plan informatique l'équipe Etudes chargée de ce projet.

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur informaticien ayant un haut potentiel technique et l'egoût du travail en bureau d'études, une bonne connaissance du VAX serait appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence DAO à

SGN

Direction du Personnel
1, rue des Hérons, Montigny-le Bretonneux
78184 St Quentin-en-Yvelines Cedex

Important Groupe de Distribution recherche jeune

cadre financier

Chargé de coordonner les services comptables, administratifs et financiers, il devra participer à l'élaboration des stratégies du Groupe (planification et études financières) tout en assurant les relations extérieures avec les Banques.

Une formation supérieure (ESC + DECS) ainsi que 2 à 3 années d'expérience - soit en Cabinet d'Expertise, soit en Entreprise (contrôle de gestion) - sont indispensables.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 1070 au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

GROUPE TERTIAIRE DE 1er PLAN

recherche

UN JEUNE DIPLOME

Pour le Département organisation

Il lui sera confié après formation des missions d'études et de conseil en organisation concernant les agences du Groupe.

Pour ce poste aux larges responsabilités, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'une Ecole de Commerce ou d'Université (DEA ou DESS de Gestion, d'économie), fortement motivé par la fonction, disponible rapidement et ayant un excellent contact humain.

Le poste est basé à PARIS mais nécessitera de fréquents déplacements en Province.

Nous vous remercions d'envoyer lettre, C.V., photo, prétentions et si possible numéro de téléphone sous n° 43876 à CONTESSÉ Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOI

RADIO-FRANCE

DE RADIO-CORSE

• ANIMATEUR ANIMATEUR ANIMATEUR

• JOURNALISTES PROFESSIONNELS

• TECHNICIENS

CADRE PERSONNEL

charge d'études

2 FONDES DE POUVOIRS

Spécialistes clientèle entreprises

BANQUE HERVET

AVIS

Le Leader en France

chef de service comptabilité générale

analyste financier

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

RADIO-FRANCE

recrute
SES FUTURS
COLLABORATEURS

DE RADIO-CORSE

- ANIMATEURS, ANIMATRICES D'ANTENNE
 - JOURNALISTES PROFESSIONNELS (ELLES)
 - TECHNICIENS, TECHNICIENNES
- Pour cette dernière fonction, les candidats seront titulaires d'un BAC C, D, E, F2 ou F3.

La pratique de la langue corse est souhaitée. Les candidats devront être libérés des D.M.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
RADIO-CORSE BASTIA,
B.P. 217, 20292 BASTIA CEDEX.

CADRE PERSONNEL

Après 5 années ou moins dans la fonction sociale, vous souhaitez élargir vos domaines de compétences dans une société industrielle de premier plan. Nous vous proposons de devenir dans un premier temps

chargé d'études

auprès de notre Direction des Affaires Sociales, avant d'évoluer au sein de celle-ci.

Dans votre rôle de conseil et de recherche, vous aurez à participer à l'élaboration de la politique sociale portant notamment sur la gestion prévisionnelle, le temps de travail, la gestion salariale. Poste situé à Paris.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous réf. 4104, à Media-System, 104 rue Réaumur, 75002 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS

DAF FRANCE

recherche
POUR SON DEPARTEMENT INFORMATIQUE

programmeurs expérimentés

- Connaissance du matériel IBM/34 et GAP II interactif
- Passage sur IBM/38 prévu pour 1983 (formation IBM/38 assurée)

analyste programmeur

- Chargé d'assister le réseau de concessionnaires de la marque
- Expérience impérative sur IBM/5280 et DE/RPG et appréciée sur S/34
- Déplacements fréquents en province
- Voiture fournie

Adresser CV photo et prétentions à
DAF FRANCE Service du Personnel
BP 4 SURVILLIERS - 95470 FOSSES

ETABLISSEMENT PUBLIC

recherche

RESPONSABLE POLITIQUE INDUSTRIELLE

CHARGÉ :

- de la conception et du suivi de la politique industrielle ;
- et de la valorisation de la recherche technologique.

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE (X-Centrale-ENSTA) 35-40 ans : 10 ans d'expérience dans l'Offshore Pétrolier ; anglais.

Emploi à pourvoir au siège à PARIS.

Envoyer C.V., détail et prétentions à
RÉGIE-PRESSE, sous réf. 242390 M,
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ LEADER PRODUITS LAITIERS
recherche pour PARIS, un

COLLABORATEUR RELATIONS FOURNISSEURS

- 27 ans minimum
- Les connaissances techniques et pratiques de l'activité achat dans le domaine alimentaire seraient appréciées
- Ce poste est placé sous la responsabilité du Secrétaire Général.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous no 43559 à
CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra
75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

POUR FAIRE FACE AU DÉVELOPPEMENT DE SES ACTIVITÉS

CABINET D'AUDIT

recherche
pour ses bureaux de
PARIS et de LYON

CHEFS DE MISSION

- Diplômés de l'enseignement supérieur (grandes écoles, universités) et (ou) expertise comptable en cours ;
- Ayant une expérience de 3 à 5 ans dans un Cabinet d'Audit ;
- Langues étrangères souhaitées.

NOUS OFFRONS :

- une activité variée ;
- des possibilités de promotion rapides pour collaborateurs motivés et de qualité.

Prévoir d'adresser C.V., détail et photo à
Bernard MONTAGNE, André AMIC et Associés,
128, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

Christoffe
Orfèvre à Paris

recherche un(e)

assistant(e) de formation commerciale

Niveau enseignement supérieur et/ou bonnes connaissances et aptitudes à l'animation de groupes.

Il (elle) devra assurer l'animation de stages, en suivre l'organisation matérielle, participer à l'élaboration et à la réalisation de nouveaux programmes.

Qualités requises :

- Être ouvert, disponible, réceptif ;
- Savoir écouter, analyser, s'engager ;
- Avoir une motivation forte pour la pédagogie, le goût de la communication, une autorité naturelle ferme, mais souple ;
- Anglais courant indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions à
Catherine LORSON, 112, rue Ambroise Croizat
93706 SAINT DENIS.

BANQUE STERN

recherche pour son

Département «Entreprise»

• Exploitant

ayant quelques années d'expérience dans un poste similaire. Le candidat devra avoir des connaissances techniques déjà significatives à un sens commercial certain. Une formation supérieure serait appréciée.

• Jeunes Diplômés

de l'Enseignement Supérieur
(HEC, IEP, ESSEC, ITB, CESB)

Adresser CV et lettre manuscrite à la
Direction du Personnel
8, rue de Penthèvre 75008 Paris

Important groupe d'assurances
recherche

INGÉNIEURS INFORMATIQUES

pour participer à la conception et à la mise en place de systèmes informatiques de gestion pour les agents généraux. Les postes à pourvoir demandent des qualités techniques (analyse des besoins des utilisateurs) et commerciales et des aptitudes à la formation et au conseil. Lieu de travail : Paris - La Défense. Déplacements en province de courte durée à prévoir.

Adresser CV et prétentions sous référence 4259, à Media-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

Société de Conseil en Organisation

OBJECTIFS CONSEIL

160 rue de Bogenholet 75002 Paris

recherche

des ingénieurs dont la formation initiale est vocationnelle par :

- une personnalité affirmée
- une grande rigueur intellectuelle et forte capacité de travail
- une excellente aptitude à communiquer et à promouvoir le changement
- une expérience professionnelle réussie.

Ils seront intéressés financièrement aux résultats de l'entreprise.

Envoyer CV, photo, prétentions, date de disponibilité.

NOUS RECHERCHONS NOS MANAGERS DE DEMAIN

Nous sommes une société jeune en pleine expansion, associée à un groupe international puissant. Notre activité, liée à l'aménagement des zones urbaines, s'étend à toute la France.

VOUS CROYEZ EN VOUS

Vous êtes jeune, comme nous, et vous avez la volonté de réussir. Vous êtes disponible et mobile, prêt à vivre en province. Vous avez une bonne culture générale (études supérieures souhaitées : droit, études commerciales, et autres... diplôme non indispensable), le sens des contacts humains et de l'organisation. Le marketing, les ventes, la production, les achats, les responsabilités vous passionnent, et vous souhaitez un MÉTIER COMPLET.

ET VOUS ÊTES PRÊT A LE PROUVER, ALORS ?

Adresser curriculum vitae + photo à **EUROPEAN HOMES**, 19, avenue Matignon, 75008 PARIS.

Dans le cadre de son développement,
la **BANQUE HERVET**

recherche pour ses agences parisiennes

2 FONDÉS DE POUVOIRS
Spécialistes
clientèle entreprises

Les candidats diplômés de l'enseignement supérieur ou bancaire bénéficient d'une première expérience de 3 à 5 années dans la gestion d'un portefeuille d'entreprises. Réelles possibilités d'évolution liées aux résultats.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au Service Recrutement de :

BANQUE HERVET

127, Av. Ch.-de-Gaulle
92201 NEUILLY-S/SEINE.

AVIS

Le Leader Européen de la Location de Voitures
recherche

chef de service comptabilité générale

Réf. CS/1

Superviser une équipe d'une dizaine de personnes, il sera en particulier chargé de :

- de la mise en place et le contrôle des méthodes et des procédures ;
- suivi de la réalisation des objectifs ;
- compte-rendu des résultats ;
- participation à la préparation du bilan fiscal.

35 ans minimum - DECS ou équivalent. Connaissances et expériences confirmées en réglementation fiscale. Anglais indispensable.

analyste financier

Réf. AF/2

En collaboration étroite avec le Directeur financier, la personne retenue assurera :

- l'élaboration des prévisions mensuelles, trimestrielles et du budget annuel ;
- l'analyse des écarts ;
- la rédaction d'un rapport mensuel d'informations financières.

Il est aussi responsable :

- de la surveillance des dépenses ;
- du contrôle des investissements et de l'application des procédures.

Formation supérieure ESC ou équivalent. La connaissance de la langue anglaise et une expérience préalable dans la fonction seront nos principaux critères de sélection.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à **AVIS Service Recrutement** - Tour Franklin
92081 PARIS LA DÉFENSE

Pour faire face à son développement
MOULIN & LANGEVELDT S.A.
Courtage International d'Assurances
PARIS

recherche

CHARGÉ (E) DE CLIENTÈLE

Sup. de co. ou équivalent, il (elle) sera chargé (e) de gérer et promouvoir une clientèle d'entreprises. De tempérament très dynamique, il (elle) devra avoir le sens des relations humaines et une grande rigueur dans l'organisation de son travail.

Anglais indispensable.

Première expérience professionnelle souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 8.877
le Monde Publicité, service ANNONCES CLASSÉES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris, qui transmettra.

Le Département Exploitation d'une
importante société d'informatique recherche

Ingénieurs informaticiens Universitaires (DUT informatique)

Intéressés par une formation complète aux techniques d'exploitation sur grands systèmes IBM.

Les postes offerts permettent d'accéder rapidement à des responsabilités importantes.

Merci d'adresser à Media System 104 rue Réaumur 75002 Paris, sous référence 4149

Importante société d'ingénierie,
le responsable du service

offre et contrôle des coûts

recherche

technicien supérieur

Pour aider dans sa mission : le suivi de la gestion de grands projets industriels, à participer :

- au montage de l'offre ;
- au suivi de la réalisation ;
- à l'élaboration des bilans d'affaires.

Son travail l'amène à effectuer la synthèse d'informations venant de différents services fonctionnels opérationnels. L'homme que nous cherchons a une formation de technicien supérieur en mécanique, par exemple, et de bonnes bases en comptabilité.

Le poste est évolutif, la société, filiale d'un ensemble industriel de premier plan, offre de réelles possibilités de carrière.

Lieu de travail : Paris proche banlieue sud-ouest.

Adresser CV et photo, sous réf. 4138 à Media System, 104 rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Importante société recherche pour mission longue
durée en famille

FRANCE D'OUTRE MER

Ingénieur électronicien métrologie

Responsable d'un important parc d'appareils de mesure (du continu aux hyperfréquences) :

- Gestion (ensembles, sous-ensembles, pièces de rechange)
- Maintenance
- Calibration
- Remplacement

Il devra coordonner et animer une équipe de 8 techniciens de laboratoire.

Esprit d'organisation, rigueur.

Envoyer CV sous réf. 4216 à Media System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Informaticien

Organisme professionnel d'assurances recherche son informaticien pour la gestion des différents fichiers, l'étude de l'encodage des informations et le traitement des données statistiques.

Matériel : Système VSPC fonctionnant sur ordinateur 3032.

Pour réussir dans cette fonction, il devra justifier d'une maîtrise, d'un 3^e cycle universitaire ou grande école, ainsi que d'une expérience professionnelle réussie dans la branche (informatique (5 ans minimum) avec si possible, la connaissance du 3033).

Si ce poste vous intéresse adressez candidature manuscrite et C.V. sous référence 2356/M à

ID IMPACT DEVELOPPEMENT,
Monceau Commercial Building,
38, rue de Lièbonne, 75008 PARIS

Société, leader dans le conseil en aménagement
de surfaces commerciales
(chaînes de franchises, magasins, centres commerciaux...),
recherche :

UN RESPONSABLE COMMERCIAL

- pour assurer les contacts avec la clientèle
- pour superviser et animer les consultants des chantiers et la fabrication du matériel.

Ce poste exige :

- une formation technique, type Ecole Boule/Arts Appliqués
- un goût pour les contacts humains et le sens des responsabilités
- une disponibilité pour voyager en Province et en Europe
- âge minimum 30 ans
- anglais souhaité.

Envoyer curriculum-vitae sous référence N° 241854 M
Régie Presse - 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

CONSEILLER de GESTION

LA RADIOTECHNIQUE

CADRES COMPTABLES COMPTABLES

Le Monde

régions

Ile-de-France

Le métier d'éboueur change

56,6 % de Français en 1982, contre 28 % en 1975

La profession d'éboueur est en train de changer. L'image peu à peu s'efface du travailleur immigré, mal payé, chargé de ramasser les poubelles des rues, dans des conditions d'hygiène douteuses. L'éboueur parisien est de plus en plus jeune ; c'est, dans la moitié des cas, un Français, touchant un salaire décent, utilisant un matériel moderne. Indispensable rénovation d'un métier très ancien mais qui ne fut réglementé que tardivement.

Ce n'est qu'en 1883 que le préfet de la Seine, nommé Poubelle, fixa les caractéristiques des réceptifs qui devaient porter son nom. Depuis 1977, la collecte, au moins hebdomadaire, des ordures ménagères, est une obligation légale dans les communes de plus de 500 habitants.

Au 1^{er} janvier 1982, on comptait à Paris, 4 860 éboueurs, dont 56,6 % de Français. Ceux-ci, en 1975, ne représentaient que 28,1 % des effectifs. Le nombre des immigrés (principalement des Nord-Africains pour 27,4 %, et des Africains pour 15,9 %), a donc nettement diminué. Cette « francisation » du métier s'explique par une progressive stabilité de l'emploi et par le chômage qui pousse les jeunes vers des professions auxquelles ils n'auraient pas pensé autrefois et dans lesquelles ils trouvent des conditions de travail et de rémunération nettement améliorées.

On assiste aussi à un sensible rajeunissement d'une profession d'ordinaire, cependant, les femmes sont encore totalement absentes. Pour devenir éboueur, il suffit d'être candidat, de passer une visite

médicale et de présenter un extrait de son casier judiciaire. Mais l'absence de diplôme n'exclut pas (qui s'en doute ?) la présence de diplômés. On trouve ainsi quelques bacheliers dans les rangs des éboueurs parisiens. Ces bacheliers peuvent, après deux ans, passer le concours de chef d'équipe du nettoyage, puis ensuite, de chef de station de nettoyage. M. Lefebvre, ingénieur des services techniques de la Ville de Paris, estime qu'il y a là une « véritable carrière » hiérarchisée, pas trop encombrée, et donc intéressante.

Au 1^{er} avril 1982, la rémunération nette d'un éboueur, sans heures supplémentaires, était à l'embauche, de 4 589 francs, et en fin de carrière, de 5 812 francs. Un chef d'équipe du nettoyage percevait, en fin de carrière, sans heures supplémentaires, 7 235 francs. L'âge de la retraite est de 55 ans pour les éboueurs titulaires (environ la moitié du personnel) totalisant au moins 15 ans de service et de 65 ans pour les saisonniers (dont la plupart sont étrangers). Le personnel bénéficie de 37 jours de congés annuels et de 16 à 18 jours fériés ou chômés. Les éboueurs sont des fonctionnaires. Ils appartiennent à la catégorie des agents d'exécution, qui comprend, entre autres, les fossoyeurs et les égoutiers. Leurs avantages particuliers s'ajoutent à ceux qui sont accordés à l'ensemble des agents de la fonction publique.

Demain l'informatique

1 200 kilomètres de rues, 8 millions de mètres carrés de trottoirs empruntés en permanence par 2 millions de Parisiens et un million de non-résidents, et souillés par 250 000 chiens... Tel est le domaine

des éboueurs parisiens chargés du ramassage des ordures, mais aussi du nettoyage de la voie publique.

L'un d'eux, un Français, nous raconte sa journée. « On commence à 6 heures du matin. Jusqu'à 8 heures 30, ramassage des ordures. Douche et casse-croûte. Ensuite, trois heures de balayage. L'après-midi (le travail est organisé par roulement) n'est pas libre, soit est consacré à des tâches annexes (balayage des marchés, etc.). En moyenne, on travaille 8 heures par jour et cinq jours par semaine. On touche aussi des heures supplémentaires pour des travaux exceptionnels ».

La collecte mécanisée se généralise. En 1983, les poubelles traditionnelles auront définitivement disparu. Les conteneurs à roulettes et à couvercles permettent un stockage hermétique et propre. Aisément maniable, ces réceptifs sont manipulés par des élévateurs, sans l'aide de déchets. Plusieurs basses peuvent être soulevées et basculées en même temps.

L'introduction de ce système satisfait aussi bien les gardiens d'immeuble que les éboueurs. Le métier est plus propre ; les accidents de travail ont été sensiblement réduits.

On pouvait s'en douter : ce métier, pas plus que les autres, n'échappera à l'emprise de l'informatique. Celle-ci va être utilisée pour organiser de façon plus rationnelle les itinéraires de ramassage, compte tenu du volume et de la nature des ordures suivant les endroits et les jours de la semaine. Une expérience est faite dans le 12^e arrondissement et devrait être progressivement étendue dans l'ensemble de la capitale. Voici venir les éboueurs de l'an 2000...

J.-M. C.

Moins de casse pour les bouteilles vides

Paris va bientôt être une des premières capitales au monde à organiser la collecte sélective du verre. L'opération, qui prévoit notamment la construction d'une usine de tri de bouteilles, s'inscrit dans le cadre de la politique nationale d'économie d'énergie. Elle devrait être « blanche » pour les Parisiens auxquels elle ne rapportera ni ne coûtera d'argent.

Les Français consomment annuellement cinq milliards de bouteilles de toutes formes et de tous poids. Jusqu'à la crise de l'énergie, ils les jetaient dans leurs poubelles avec les autres ordures ménagères. Le système de la « consigne » avait, en effet, du mal à s'imposer. Il a fallu attendre 1979 pour voir s'instaurer entre le gouvernement et les professionnels du verre une véritable politique de recyclage du calcaire (le verre brisé) et des bouteilles.

Pour 1983, on prévoit de recycler en France 450 000 tonnes de verre et de réemployer 200 millions de bouteilles. Un certain retard a été pris sur les prévisions, mais en 1981, 270 000 tonnes de calcaire ont été récupérées dans 10 000 communes au-delà de 26 millions de Français. Cela a représenté une économie de 27 000 tonnes de pétrole sans compter une meilleure protection de l'environnement (moins de sable prélevé dans les gravières et un allègement des décharges).

Le système de collecte adopté pour Paris est celui de l'apport volontaire : dans les conteneurs qui, contrairement à ceux qui sont utilisés en province, sont de petite capacité (un à deux mètres cubes), mais seront plus nombreux dans les quartiers. On prévoit qu'à la fin 1983 640 conteneurs seront disposés sur les trottoirs de la capitale.

Pour l'ingénieur Jacques Gounon, responsable du traitement des ordures ménagères à la Ville de Paris, la collecte du verre doit être « pro-

pre, nette, efficace ». Les conteneurs seront ainsi vidés fréquemment, par des camions-bennes spécialisés.

Les études ont montré qu'un Parisien sur trois paraît disposé à venir jeter ses bouteilles vides dans un conteneur. On espère ainsi récupérer 25 000 tonnes de verre brisé qui sera refondu par les verriers, et 10 millions de bouteilles revendables sur un marché qui peut en absorber cent millions par an. L'important sera de limiter la casse, car si la tonne de calcaire est vendue 120 francs, la tonne de bouteilles non cassées vaut dix fois plus.

Après un essai commencé au début de l'été dans le XII^e arrondisse-

ment, la Ville a signé un contrat avec la Compagnie générale d'entreprise automobile (C.G.E.A.), l'une des premières sociétés spécialisées dans le ramassage des ordures ménagères. Celle-ci va construire, probablement à Rungis, dans le Val-de-Marne, une usine de tri de bouteilles dont la capacité sera de 50 millions d'unités par an. La C.G.E.A. a accepté de couvrir tous les risques financiers inhérents aux opérations de ramassage, de tri et de vente. L'opération récupération du verre ne devrait donc rien coûter aux Parisiens, qu'un petit effort pour se débarrasser de leurs bouteilles dans les conteneurs « ad hoc ».

Un budget de 1 milliard de francs

Créée en 1979, la direction de la propreté de la Ville de Paris a la responsabilité de tâches très diverses : le nettoyage des chaussées et des trottoirs, la collecte et le traitement des ordures ménagères, l'enlèvement des objets encombrants, la lutte contre les graffitis, l'entretien du parc, l'élimination des feuilles mortes, le traitement des chaussées en cas de neige ou de verglas, le ramassage du verre usé, les actions contre la prolifération des pigeons et des nuisances canines.

Ce service de la mairie de Paris compte 6 000 agents dont 4 860 éboueurs-balayeurs. Il exploite 650 bennes à ordures ménagères et 280 engins de nettoyage. Son budget est de plus de 1 milliard de francs (960 millions pour le fonctionnement, 40 millions pour le service et 75 millions pour l'investissement en 1982) pour enlever cha-

que année 30 000 tonnes d'objets encombrants et un million de tonnes d'ordures ménagères transformées par incinération en 120 000 tonnes d'équivalent pétrole, pour nettoyer vingt-deux millions de mètres carrés de chaussées et de trottoirs et, enfin, pour ôter affiches et graffitis sur 50 000 mètres carrés de façades.

Enfin, depuis le 1^{er} juillet, des petites motos sillonnent les grandes artères de la capitale pour nettoyer les trottoirs après le passage des chars. Cette pollution canine (150 000 chiens vivent à Paris et déposent quotidiennement sur le macadam 20 tonnes de déjections) est considérée en effet par les Parisiens, selon un sondage effectué par la mairie, comme la principale cause aux atteintes à la propreté de la capitale.

P.T.T.

116 000 EFFRACTIONS EN 1981

Les cabines téléphoniques sont devenues la cible privilégiée des « casseurs »

L'an dernier, statistiquement plus de 116 000 cabines téléphoniques installées sur la voie publique a été « cassée » au moins une fois ; 32 166 pour en voler la recette, et 84 553 « à titre gratuit ». On a même compté 17 629 vols de publications complètes. Au total, ces déprédations ont coûté au budget des télécommunications 30 millions de francs pour le remplacement du matériel, et 26,5 millions en main d'œuvre. On peut en outre estimer que le seul « relevage » des publications endommagées a mobilisé à long terme un effectif supérieur à 1000 agents.

L'administration note une recrudescence du vandalisme depuis septembre 1981. En mai-juin dernier, 9,77 % des cabines de province et 14,53 % en Ile-de-France (avec des « pointes » à 23 % dans certains quartiers de la capitale) ont été déterrées pour être dévalisées, ce qui représente, proportionnellement, trois fois plus de méfaits que l'année dernière à même époque. Quant au vandalisme pur, il a conduit, pour ces deux mêmes mois, à la destruction de 10,83 % des publications provinciales et 43,07 % des appareils parisiens. Si l'on extrapole ces chiffres, chaque cabine de la capitale serait détruite à peu près trois fois dans l'année.

C'est le vol qui est de plus en plus le motif de ces « casses ». L'administration des P.T.T. préfère taire le montant des sommes contenues dans les caisses de ses publicités. Elle précise seulement que les quelque 177 500 « points de vente de communications » acheminés annuellement plus de 1 milliard de communications, tant urbaines qu'interurbaines et internationales. Au prix de la communication, cela représente certainement une petite fortune.

L'attrait de la nouveauté

Mais on détruit aussi « gratuitement » pour le plaisir. Mme Claude Lévy-Leboyer, professeur à l'université Paris-V, a étudié ce phénomène du vandalisme sur les cabines téléphoniques. « On note souvent, déclare-t-elle, que toute nouveauté, toute modification dans l'environnement, constitue une cible privilégiée du vandalisme ». Le public est un produit nouveau : il y a

une dizaine d'années, il n'existait guère plus de 10 000 cabines ; on en comptait bientôt 180 000. Entre 1975 et 1980, leur nombre a presque quadruplé. Aujourd'hui, on installe de 1 800 à 2 000 cabines par mois. Si l'on suit les analyses de M. Lévy-Leboyer, le vandalisme ne serait qu'un phénomène passager destiné à s'estomper progressivement au fur et à mesure que les publicités s'inscrivent dans notre paysage physique et psychologique. L'exemple des pays étrangers - Allemagne, États-Unis, Grande-Bretagne - où le développement de la téléphonie publique est plus ancien et où l'on n'enregistre que des taux très faibles de dégradation, le démontrerait. En core faudrait-il s'assurer que le degré de civilisme est bien le même dans tous ces pays.

Un mois à cinq ans de prison

Sans attendre un hypothétique temps de la sagesse, l'administration française a décidé de réagir. D'abord... en réparant le mal aussi vite que possible. Les responsables de la Direction des télécommunications partagent l'avis de M. Lévy-Leboyer selon laquelle « le vandalisme outille le vandalisme ». « C'est-à-dire, disent-ils, que si un site n'est pas entretenu, si les dégradations ne sont pas réparées, si les graffitis ne sont pas nettoyés, les actes de vandalisme se multiplient. Tout ce passe comme si la négligence des responsables faisait d'un équipement collectif un bien sans valeur désigné au vandalisme précisément parce que personne ne s'en soucie réellement ». Les équipes de dépannage ont donc été « sensibilisées » et mobilisées, mais, entre les incidents techniques et les autres, elles doivent déjà pratiquer deux cent vingt mille interventions par an et n'ont pas toujours le loisir de vérifier fréquemment l'état de tous les publicités. La direction des télécommunications invite donc les usagers à signaler en composant le « 13 » (la communication est gratuite) toute dégradation du téléphone public.

L'administration est aussi décidée à agir contre les vandales et les voleurs. M. Jean-Pierre Le Chevallier, sous-directeur des télécommunications grand public à la D.G.T., préfère rester discret sur ce chapitre. Mais on croit savoir que les services de police et de gendarmerie ont été mis à contribution et que cet effort aurait porté quelques fruits.

Au cours des mois de mai et de juin, la D.G.T. a déposé six mille quatre-vingt-douze plaintes qui ont abouti à trois cent cinquante-six interpellations. Désormais, les P.T.T. poursuivent systématiquement tous les « casseurs » interpellés, lesquels, en application des articles 66 et 405 (en cas de vol) du code pénal, risquent un mois à cinq ans d'emprisonnement et de fortes amendes. Dernièrement, dans le Centre, l'auteur du pillage de vingt et une cabines s'est vu infliger une amende de 170 000 F. De même, fait-on la guerre à l'effraction sauvage sur les parcs des cabines. L'expérience prouve que plus une cabine est ouverte, plus on peut s'y livrer à des actes répréhensibles », remarque M. Maurice Girard, chargé du bureau du téléphone public à la D.G.T.

Pour le reste, l'administration pratique vis-à-vis des « casseurs » la tactique de l'épée et du bouclier, et essaie de rendre ses matériels moins fragiles et moins « tentants ». Déjà, les capsules des combinés ne peuvent plus être dévissées et le solénoïde de blindage du cordon a été renforcé. On s'efforce aussi d'éliminer les pièces mobiles des pièces mobiles : cadenas, boutons de descente des pièces, fourche de repos du combiné. La physionomie du futur publicité à pièces différera ainsi sensiblement de celle du modèle actuel. L'alliage d'aluminium fera place à l'acier (bien que moins volumineux, il pèsera 10 kilos de plus) ; son cadenas sera à touche ; la fourche de fixation du combiné aura disparu, remplacée par un système de contact au niveau de la poignée.

Enfin, il ne subsistera aucune partie vitrée au niveau des combinés : pièces, disposition qui est certainement à l'origine de bien des tentations. Mais, comme l'explique M. Girard, « la conception d'un publicité prend beaucoup de temps : étudié à partir de 1972, le modèle actuel n'est sorti en série qu'en 1977. Or il n'est pas toujours facile de cerner les évolutions de la technique ou des mœurs sur des périodes aussi longues. Quand nous avons imaginé ce publicité, le vandalisme des cabines n'existait pas ; il n'est apparu qu'après, en même temps que leur popularisation ».

La télésurveillance paraît aussi un moyen sinon de déjouer la fraude et le vandalisme, du moins d'en constater rapidement les méfaits et d'y remédier. Elle consiste à relier, dans les centres, toute anomalie dans le fonctionnement des compteurs de

débit des cabines. Déjà, les douze mille cabines de Paris intra-muros et quelques milliers d'autres à Lyon ont été ainsi placées sous surveillance. Le système sera étendu à toute la France d'ici à 1984. Il existe aussi une variante plus « sournoise » de contrôle, avec un système d'alerte relié non au central, mais à la gendarmerie et plus proche. Des expériences ont eu lieu notamment à Valenciennes et à Bourg-en-Bresse. Elles ont donné des résultats spectaculaires. D'autres sont prévues, mais, là encore, la discrétion est de mise.

Bientôt, plus d'argent...

Enfin, il y a un moyen plus sûr de décourager les voleurs : c'est de supprimer l'usage de l'argent. Usage qui impose d'ailleurs bien des sujétions à la D.G.T., dont les agents manipulent chaque année plus de

10 000 tonnes de pièces, et qui perturbe, en plus, le cycle de rotation de la monnaie en créant même des réserves dans certaines localités. Surtout, par exemple, que l'ensemble du lot de pièces de 50 centimes de la Banque de France passe, chaque année, 1,17 fois dans les publicités ?

La carte prépayée est un premier substitut aux pièces de monnaie. Deux modèles sont expérimentés : la carte holographique (à lecture optique) et la carte magnétique. Dans les deux cas le support est doté d'un certain « capital », qui s'érode au fil des communications. Trente-cinq publicités à cartes holographiques existent déjà à Paris. La D.G.T. voudrait en installer un millier dans l'année qui vient, dans les régions de Paris, de Lyon et de Marseille. Quant aux publicités à cartes magnétiques, 35 d'entre elles sont essayées à Paris, à Lyon et dans quel-

ques stations alpines, mais, selon M. La Chevillier, cette formule n'est pas appelée à se généraliser.

Avant même d'être au point, elle sera en effet surclassée par une petite merveille : la carte à mémoire, qui permettra à son détenteur, entre autres, de régler ses achats, de « dialoguer » avec son compte bancaire, et de payer ses communications. Quelques prototypes de publicités à carte à mémoire seront leur apparition fin 1983. La D.G.T. est sur le point de passer un marché d'évaluation de 100 appareils à C.I.I. et de 100 autres à Schlumberger. Ainsi pourrait, à terme, se trouver résolu le problème de l'effraction pour val. Mais l'usage aura, bien sûr, toujours le loisir de brutaliser l'appareil s'il n'optent pas assez vite à son gré le 22 à Asnières...

JAMES SARAZIN.

Faits et projets

PREMIÈRE ACTION DE GREENPEACE CONTRE LE BATEAU POUBELLE NÉERLANDAIS

Le bateau néerlandais Scheldeborg a commencé dimanche 29 août, à déverser sa cargaison de déchets radioactifs au large des côtes espagnoles de la Galice. Les écologistes de l'organisation internationale Greenpeace, embarqués à bord du Sirius, ont mis cinq embarcations à la mer et sont venus se placer, selon leur tactique habituelle, sous les rampes de largage. Deux fûts de déchets pesant 400 kilos sont tombés sur l'un des canots pneumatiques et un écologiste néerlandais a été précipité à l'eau sans être apparemment blessé. Le capitaine du Scheldeborg a présenté ses excuses aux écologistes et a interrompu les déversements.

Le Pleamar et l'Arosa, deux navires affrétés par les municipalités galiciennes, sont arrivés sur les lieux. Un peu partout, en Espagne même, mais aussi aux Pays-Bas, des militants manifestent leur réprobation en occupant des mairies en Galice, en lançant des œufs pourris sur la façade de l'immeuble de la compagnie néerlandaise K.L.M., à Madrid, et défilant devant le palais royal à Amsterdam. — (A.F.P.)

SÈTE-LES-BALÉARES PAR MER

Depuis le début de l'été, la compagnie maritime espagnole Trasmediterránea a ouvert, avec une fréquence bi-hebdomadaire, une nouvelle ligne maritime Sète-Baléares, assurée par le car-ferry Ciudad de Compostela, qui peut transporter mille passagers et cent vingt-cinq voitures à la vitesse de 16 à 18 nœuds. Les départs ont lieu de Sète les vendredis et dimanches à 17 heures, et les arrivées, les mêmes jours, la semaine suivante à 13 heures. La ligne dessert Palma de Majorque et Ibiza.

Le Trasmediterránea, après avoir envisagé d'autres escales, notamment Port-Vendres, jugé trop près de Barcelone et d'accès routier difficile, et Marseille, plus loin des Baléares, a choisi Sète en raison de sa situation géographique, de ses dessertes routières et ferroviaires aisées.

Le service se termine fin septembre. La compagnie a prévu un trafic total de vingt mille à vingt-cinq mille passagers. S'il était atteint, elle élargirait son service sur une période plus longue et desservirait Sète, seul port français relié aux Baléares, avec un autre navire, le Ciudad de Salamanca, plus récent et plus vaste (deux cent soixante voitures au lieu de cent vingt).

La Trasmediterránea, armement national espagnol, a une structure comparable à celle de la société française Corse-Méditerranée avec laquelle elle a passé un accord pour la consignation de ses navires à Sète et pour la gestion des places. — (Corresp.)

● Retours en ordre. — Les retours de vacances en cette fin de mois d'août ont provoqué, sur les routes, que de rares embouteillages. Ils ont été bien évités du vendredi au dimanche. Dimanche soir, les bureaux régionaux de l'A.F.P. avaient recensé toutefois, durant le week-end, trente-deux morts et trois cent trois blessés, dont cent deux étaient décédés, après des accidents à la route.

● Importantes forces de police. — Les forces de police ont été très nombreuses à l'occasion de ces retours. On a vu, par exemple, cinquante fractions pour excès de vitesse effectués au cours des week-ends, dont 28 août par la gendarmerie en Seine-Maritime, dans l'Eure et la Marne. Dix infractions ont été relevées : dix-neuf pour excès de vitesse, dix pour excès de poids, dix pour excès de vitesse, dix pour excès de poids, dix pour excès de vitesse, dix pour excès de poids. — (A.F.P.)

CONJONCTURE

APRÈS LES MAUVAIS RÉSULTATS DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Les dangers de faire cavalier seul

Bruxelles (Communautés européennes). Les très mauvais résultats du commerce extérieur, même s'ils n'ont pas surpris les milieux financiers internationaux, ne peuvent qu'alimenter les tendances à la défiance contre la France. Cette situation — balance des paiements constamment déficitaire et monnaie nationale discutée — conduit à s'interroger sur ce que sera la politique européenne de la France et, de façon plus générale, sur la capacité de résistance du Marché commun à la crise. Cela au moment où le souci manifesté par les États-Unis, avec à la fois brutalité et ingénuité, de restaurer leur leadership sur leurs alliés occidentaux, exigerait pourtant davantage de cohésion de la part des Européens.

A Helsingør, au Danemark, où les ministres des finances des Dix tenaient dimanche et lundi une réunion informelle, ce sont, comme il se doit, des paroles de confiance qu'a prononcées M. Delors à l'intention de ses collègues. Le ministre de l'économie et des finances s'est, il est vrai, de manière constante, toujours déclaré partisan d'une utilisation optimale de la dimension européenne et du maintien résolu de la France dans le Système monétaire européen (S.M.E.). Cette conviction est-elle partagée par l'ensemble du gouvernement ?

Il semble qu'il existe au moins des nuances. On peut avoir l'impression que certains, animés par une sorte de « national-productivisme », par ailleurs passablement robotisé, prendraient volontiers quelque liberté avec la règle communautaire ; l'objectif étant d'essayer ainsi de rattraper le terrain perdu sur le plan commercial et industriel. Dans cette optique, la première des tentations consisterait précisément à quitter le S.M.E. et à laisser filer la franc jusqu'au point où nos exportations s'en trouveraient réellement facilitées. Attendre ce stade permettrait, pense-t-on, de trouver enfin une assise commerciale suffisante pour développer nos technologies.

A Bruxelles, on est convaincu que prendre une telle orientation constituerait une erreur majeure. Une telle réaction est, d'ailleurs, dans l'ordre des choses. Il reste que les arguments mis en avant sont convainquants. Il est vrai que les résultats du commerce extérieur n'ont jamais été aussi mauvais que depuis qu'on a dévalué et, s'agissant au moins du premier décalage en octobre 1981, il serait absurde de les imputer encore aux fameux « effets pervers » (dans un premier stade, suivant une dévaluation, le déficit croît car les importations se renouvellent sans qu'il puisse y avoir encore augmentation du volume des exportations). Il est exact également que la compétitivité technologique joue en bonne partie indépendamment du facteur prix. Deux autres arguments sont plus spécifiquement européens. La France, si elle agissait de la sorte, devrait rapidement faire face à des mesures de rétorsion. Le S.M.E. a en effet pour raison d'être, non seulement de promouvoir une zone de stabilité des changes, mais aussi d'empêcher entre partenaires les dévaluations sauvages, compétitives, d'instaurer une responsabilité monétaire collective.

La France n'était pas la dernière, voici quelques mois, à insister, au nom de ces principes, pour que la dévaluation du franc belge soit sensiblement moins forte que celle à laquelle voulait alors procéder le gouvernement de Bruxelles.

Enfin, la sortie du franc du serpent monétaire européen accentuerait de façon dramatique, peut-être irréversible, les tendances à la dislocation du marché commun agricole.

Un slogan funeste

Les déboires de notre commerce extérieur risquent aussi de réchauffer le zèle des partisans de la reconquête du marché intérieur, slogan funeste, dont les statistiques révèlent l'inefficacité, mais qui, sur le plan psychologique, a assurément un effet destructeur. Quoi qu'en disent les ministres, qui ont le souci d'atténuer chez nos partenaires la mauvaise impression créée par cette campagne, l'idée sous-jacente est bien qu'il existe une relation positive entre la fermeture des frontières et la création d'emplois. Que la France, en compagnie des autres pays de la Communauté, se fasse moins tolérante à l'égard des importations de

De notre correspondant

pays qui, tel le Japon, ne respectent qu'imparfaitement les règles du commerce international peut être considéré, en ces temps de crise, comme une nécessité. Mais manifester des intentions analogues à l'égard de nos partenaires de la C.E.E., c'est accréder l'idée qu'on veut y exporter notre chômage ; c'est donc se mettre hors des règles du jeu, s'exclure en quelque sorte du Marché commun. Déjà les plaintes affluent à Bruxelles.

Une telle politique, si elle était davantage encouragée, provoquerait sans tarder elle aussi des mesures de représailles. Mais, dit-on à Paris, les autres font de même : les Allemands, avec leur politique de normes, gênent de plus en plus de façon indirecte nos exportations industrielles. C'est peut-être exact, mais, sauf quelques experts, personne ne soupçonne les Allemands d'enlever joliment la liberté des échanges à l'intérieur de la Communauté. On peut comprendre que la France, que l'Allemagne ou d'autres pays de la C.E.E. refusent de voir disparaître des pans entiers de leur industrie au nom du libre-échange, mais il semble qu'au moins, à l'intérieur de la C.E.E., le problème ait intérêt à être réglé, non pas par des mesures de défense électorales, mais par des arrangements de coopération industrielle. Une régression du commerce intra-communautaire, qui, jusqu'à présent, a toujours été évitée, provoquerait, à coup sûr, le dépeuplement de la Communauté.

La France n'a cependant l'espoir de participer efficacement à un dia-

logue international sur la remise en ordre de l'économie mondiale, et en particulier de son système monétaire, qu'en tant que membre d'une communauté européenne bien vivante.

Sur le plan commercial, l'agressivité de Washington, dont il serait illusoire de penser qu'elle va se calmer, moyennant une négociation atlantique sur l'affaire du gazoduc (une négociation pour quoi faire ?) ou encore un accord plus ou moins satisfaisant sur les exportations européennes d'acier, n'a une chance d'être contrée au cours des mois à venir que si les Dix agissent au coude à coude. S'opposer à l'offensive de l'administration Reagan ou à la subversion japonaise est pourtant nécessaire pour les pays de la Communauté qui veulent accroître leur capacité interne de résistance à la crise. C'est là une idée apparemment presque acquise dans des pays qui, telle la R.F.A., répugnent pourtant traditionnellement à se heurter aux États-Unis. Mais, entend-on parfois aujourd'hui, faut-il prendre un tel risque alors que la France donne l'impression d'être presque en rupture du Marché commun ? Le gouvernement français, c'est nécessaire, s'il se considère victime d'un procès d'intention, doit réaffirmer avec vigueur, et de manière conséquente, qu'il entend rester pleinement dans le jeu européen. Les actions extérieures communes pour lutter contre la crise, que Paris appelle de ses vœux et reproche parfois à ses partenaires de retarder, devraient alors indéfiniment plus faciles.

PHILIPPE LEMAITRE.

ÉTRANGER

La B.R.I. et douze banques centrales accordent au Mexique un prêt de 925 millions de dollars

Dans un communiqué publié à Bâle dimanche, la Banque des règlements internationaux (B.R.I.) annonce qu'elle vient de mettre à la disposition de la Banque d'émission du Mexique, grâce aux concours des banques centrales du « groupe des Dix » (États-Unis, R.F.A., France, Grande-Bretagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Suède, Canada, Japon) auquel se sont jointes la Suisse et l'Espagne, un crédit de 925 millions de dollars. Le total des facilités de crédit que les banques centrales et la B.R.I. envisagent d'accorder au Banco de Mexico s'élève à 1 850 millions de dollars.

L'accord prévoit des tirages en trois tranches, liées aux progrès accomplis dans la voie d'un accord entre le gouvernement mexicain et le Fonds monétaire international (F.M.I.) sur un programme de stabilisation économique qui permettra au Mexique de procéder à des tirages au

titre de la facilité financière élargie auprès du F.M.I.

Selon le quotidien mexicain *Uno mas uno*, le Mexique, qui a obtenu déjà un délai de trois mois expirant en novembre pour rembourser ses dettes venues à échéance (10 milliards de dollars), aurait demandé que ce moratoire soit prolongé d'une nouvelle période de trois mois pour le remboursement d'un crédit que le journal ne mentionne pas.

En même temps que le Mexique essaie, avec des concours étrangers, de faire face à une très grave crise financière (il est le pays le plus endetté du monde, le total de sa dette extérieure s'élevant à quelque 80 milliards de dollars), l'activité économique se contracte. D'importantes usines annoncent des réductions d'horaires.

Plusieurs entreprises annoncent des réductions d'horaires

Mexico. — Le dollar est remonté sur le marché libre au cours de la semaine dernière de 90 pesos à l'achat et 100 pesos à la vente, à 100 et 108 pesos respectivement. De l'avis des économistes, cette évolution n'est justifiée par aucun fait nouveau, si ce n'est peut-être la traditionnelle nervosité qui précède le « rapport » fait chaque 1^{er} septembre par le président devant le Congrès réuni en session plénière (1). Le gouvernement ayant donné l'impression d'agir jusqu'ici par à-coups, c'est un fait que certains secteurs de la population ne sont pas convaincus que l'ensemble des décisions prises au cours des dernières semaines soient suffisantes pour faire face à la crise.

Le taux d'inflation, dont on commence à dire qu'il pourrait être de 80 % en 1982, demeure la principale

De notre correspondant

préoccupation des Mexicains. Le Conseil du travail, qui regroupe la presque totalité des syndicats, a fait savoir qu'il attendait le rapport présidentiel pour faire connaître le montant de l'augmentation de salaires généralisée qu'il demanderait. Il a cependant précisé qu'elle ne serait pas inférieure à 10 % et pas supérieure à 20 % (une augmentation de 10 à 30 %, selon les salaires, avait déjà été accordée à la suite de la dévaluation du 17 février). Le gouvernement de l'État de Michoacan, à l'est de la capitale, a, pour sa part, décidé de geler les loyers jusqu'au 31 décembre.

A mesure que le temps passe, les effets de la crise financière sur l'activité économique du pays apparaissent plus clairement. L'exten-

prise d'économie mixte DINA (Diel national), grosse productrice de camions et d'autobus, a annoncé, le jeudi 26 août, une réduction de trois heures de la journée de travail dans ses usines ; il en résultera, selon les dirigeants, une baisse très importante des salaires à payer et de 30 % de la production. A quelques jours d'intervalle, Ford annonçait le licenciement de 1 100 travailleurs et General Motors la fermeture pour deux mois de l'une de ses usines qui affectera 1 200 ouvriers.

Le dernier rapport de la Banque nationale du Mexique (BANAMEX) prévoit une réduction d'activité qui devrait affecter la plupart des branches de l'économie. La sidérurgie, la construction automobile et l'électro-ménager ont déjà enregistré une baisse par rapport à l'année dernière. A l'inverse, l'industrie minière, celle du ciment, de la chimie et l'industrie alimentaire ont connu une croissance significative dans les six premiers mois de l'année, mais BANAMEX prévoit que le rythme ne pourra être maintenu au cours des prochains mois.

Enfin, le gouvernement a rendu publics, le 24 août, les termes de l'accord pétrolier passé avec les États-Unis (le Monde du 24 août) qui lui a permis d'obtenir le paiement anticipé de 1 milliard de dollars. Il stipule que le Mexique vendra, du 1^{er} octobre 1982 au 30 septembre 1983, 110 000 barils de pétrole par jour, qui seront destinés à l'accroissement des réserves stratégiques de son voisin. Il s'agit de pétrole léger. Le prix se sera fixé en fonction des conditions du marché international, mais il ne pourra ni excéder 35 dollars le baril ni être inférieur à 25 dollars.

FRANCIS PISANI.

(1) Ce rapport peut être comparé au discours sur l'état de l'Union présenté annuellement par le président des États-Unis. Il est l'occasion pour le chef de l'État de dresser le bilan de l'activité gouvernementale au cours de l'année. L'intervention est toujours accompagnée de la publication de plusieurs volumes de documents sur tous les aspects de la vie économique, sociale et politique du pays.

AUX ÉTATS-UNIS

M. Reagan oppose son veto à des dépenses sociales votées par le Congrès

Le président Reagan a annoncé, samedi 28 août, qu'il opposait son veto à une rallonge budgétaire de 14,1 milliards de dollars récemment votée par le Congrès pour l'année en cours. M. Reagan estime que cette rallonge prévoit près de 1 milliard de dollars de dépenses sociales de plus que ce qu'il avait accepté, et 2,3 milliards de dépenses militaires de moins.

La décision présidentielle ouvre un nouveau conflit avec le Congrès, qui se réunira le 8 septembre. Les parlementaires peuvent soit rechercher un compromis acceptable pour la Maison Blanche, soit refuser le veto. Il faudrait, sans cela, l'accord des deux tiers de chaque Chambre. Le Congrès avait essayé de faire passer cette rallonge budgétaire en lui adjoignant deux enveloppes jugées très importantes par la Maison Blanche : 355 millions de dollars d'aide prévue pour la région carabée, 55 millions de dollars pour l'assistance humanitaire au Liban.

En attendant l'issue du conflit, l'administration a dû avoir recours à des expédients pour assurer le solde des militaires, ainsi que le salaire des autres fonctionnaires fédéraux concernés par la rallonge. L'attorney général (ministre de la justice) a en particulier autorisé le département de la défense à retarder le paiement au Trésor de certaines sommes dues.

Zeffirelli tourne la Traviata.

Personnière de la pellicule de Zeffirelli, le Traviata va bientôt bouleverser des millions de spectateurs. Des millions, vraiment ? direz-vous. Eh oui ! Là où Losey et Syberberg ont en partie échoué, le cinéaste italien risque, lui, d'avoir réussi, et signé le premier film-opéra réellement populaire. Le Monde de la Musique vous invite à découvrir les premières photos de ce Verdi en cinémascope avec Placido Domingo et Teresa Stratas dans les principaux rôles.

1983 s'annonce comme une belle année lyrique et les amateurs d'opéra vont devoir se transformer en globe-trotters pour ne pas manquer les événements qui se préparent sur les plus grandes scènes du monde : San Diego, Los Angeles, Buenos Aires, Paris, Berlin, la Scala de Milan, Covent Garden etc... Le Monde de la Musique vous donne déjà le programme précis et les adresses pour que vous puissiez, au moins en rêve, organiser votre emploi du temps et noter les 10 spectacles qu'il faudrait ne manquer sous aucun prétexte.

Tous les pianistes travaillent du Scarlatti, tous les clavéristes l'ont à leur répertoire mais on sait peu de chose sur ce compositeur du XVIII^{ème} siècle. Ce peu, tout à fait passionnant, on le doit à l'interprète et musicologue



Ralph Kirkpatrick dont l'ouvrage paraît enfin en traduction française.

Vous lirez aussi dans Le Monde de la Musique de septembre une interview exclusive de Rony Rogoff, un nom à retenir car certains considèrent que ce jeune violoniste est un nouveau Menuhin. Il dit de très belles choses comme par exemple : "C'est la conscience qui fait le son".

A ne pas manquer non plus Ace mois-ci les paradoxes du philosophe Michel Serres : "Je suis un musicien et je hais la musique". Stravinsky démasqué par le compositeur André Boucourechliev, l'histoire de la batterie de jazz, les rééditions "soul" de Talma Motown,

les nouveautés Hi-Fi et le point sur le Compact Disc. Le Monde de la Musique a écouté 69 nouveaux enregistrements et signale 9 "Chocs du mois" dont la Symphonie avec Orgue de Saint-Saëns dirigée par Karajan et les sonates de jeunesse de Beethoven par Michel Daiberio. Enfin vous pourrez choisir parmi les 101 Offres Spéciales en souscription.

Tout ce qui est important dans le monde de la musique est dans Le Monde de la Musique.

Le Monde de la Musique de Septembre 15F chez votre marchand de journaux

Le Monde de la MUSIQUE

Télérama

SOCIAL
Rationalité éco

La crise s'aggrave

La crise s'aggrave... (Texte partiellement visible sur la page adjacente)

Près de 100 000... (Texte partiellement visible sur la page adjacente)

UN CONCOURS
DIPLOMES DE... (Texte partiellement visible sur la page adjacente)

INSPECTEURS
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE (Texte partiellement visible sur la page adjacente)

SERVICE DU RECRUTEMENT... (Texte partiellement visible sur la page adjacente)

AFFAIRES

M. Alain Gomez va remplacer M. Jean-Pierre Bouyssonnie à la tête de Thomson-C.S.F.

M. Jean-Pierre Bouyssonnie, P.-D. G. de Thomson-C.S.F., devrait quitter ses fonctions, lors du conseil d'administration de la société, le 8 septembre. Il serait remplacé par M. Alain Gomez, déjà P.-D. G. de Thomson-Brandt, qui cumulerait ainsi les deux présidences.

Ce qu'on appelle communément le groupe Thomson est constitué de deux entités bien distinctes : Thomson-Brandt (électronique, électronique grand public) et Thomson-C.S.F. (électronique professionnelle, civile et militaire, télécommunication, radiologie, composants, etc.). Bieo que Brandt soit considéré comme la maison-mère du groupe puisqu'elle détient 42 % de C.S.F. (1), cette dernière pèse en fait d'un poids plus lourd : 25 milliards de francs de chiffre d'affaires contre 18 milliards de francs à Brandt.

Entré dans le groupe en 1952, à l'âge de trente-deux ans, M. Bouyssonnie, polytechnicien, ingénieur du génie maritime, allait y graver un à un les échelons. En 1969, on lui confia la tâche redoutable de fusionner les équipes de C.S.F. et de Thomson. Habile tacticien, « J.-P.

B. » réussira à concilier les uns et les autres et mènera à bien cette mission.

Après la mort du président Paul Richard, en juin 1976, il prend la présidence de Thomson-C.S.F. M. Mielh Wahlain, son aîné de six ans, succédant à celle de la maison-mère, Thomson-Brandt. Pendant cinq ans, l'attelage ira cahin-caha. Chacun s'observe, et la nécessaire synergie entre Brandt et C.S.F. souffrira. Les grandes décisions sont repoussées : on gère surtout le consensus entre les diverses baronnies du groupe. Les contrats militaires (et leurs bénéfices) masquent en fait l'affaiblissement des autres divisions du groupe.

En juin 1981, « J.-P. B. » réussit à convaincre M. Wahlain de lui céder la place, s'estimant « le mieux placé pour défendre les intérêts du groupe » face au nouveau pouvoir socialiste. Candidat à sa propre succession, comme MM. Fauroux et Gandois, « J.-P. B. » sera le seul des trois à ne pas être maintenu le 17 février 1982, le gouvernement nommant M. Alain Gomez P.-D. G. de Thomson-Brandt.

La loi de nationalisation ne concernant que Thomson-Brandt, M. Bouyssonnie restait P.-D. G. de

Thomson-C.S.F. qui demeure cotée en Bourse. Chacun savait cependant que la situation n'était que provisoire. La situation financière du groupe (pour la première fois de son existence, Thomson-C.S.F. a perdu 63 millions de francs en 1981), ses problèmes et les tâches qui lui ont été assignées par l'Etat-actionnaire nécessitent le retour à cette unicité de commandement qui avait fait ses preuves sous le président Richard.

M. Bouyssonnie va donc céder son fauteuil de P.-D. G. à M. Gomez. Sa démission s'accompagnera d'une réorganisation des structures de commandement du groupe. Six directions fonctionnelles horizontales (social, plan, communication, finances, commercial, recherche) seraient donc créées pour l'ensemble des sociétés du groupe. Dans le même temps, six divisions opérationnelles verticales verraient le jour, regroupant les principales activités de Thomson-Brandt et de Thomson-C.S.F. M. Bouyssonnie pourrait se voir confier une mission — on parle de la préparation de l'exposition universelle de 1989 — par le gouvernement. — J.-M. Q.

(1) Les banques nationalisées en détiennent environ 9 %, et des intérêts saoudiens en ont plus de 12 %.

FAITS ET CHIFFRES

Social

● **Préavis de grève S.N.C.F. à Versailles.** — Les syndicats C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C., et F.O. des cheminots de Versailles (Yvelines) ont déposé un préavis de grève du jeudi 2 septembre à 20 heures au samedi 4 septembre à 6 heures. Ce mouvement qui concerne l'ensemble du personnel vise à obtenir « l'affectation d'une cinquantaine d'agents supplémentaires et l'amélioration de la protection et de la sécurité des agents ». Il devrait provoquer un sérieux ralentissement du trafic banlieue entre Paris-Montparnasse et Versailles, Paris Saint-Michel et Versailles, et entre Paris et Massy-Palaiseau.

Etranger

AFRIQUE DU SUD

● **Les exportations sud-africaines se sont élevées à 10 498 millions de rands pendant le premier semestre de 1982, et les importations à 11 300 millions, soit un déficit de 802 millions de rands.** De janvier à juin 1981, les exportations de l'Afrique du Sud avaient atteint 10 292 millions de rands et les importations 10 253 millions, soit un excédent de 39 millions de rands. — (A.F.P.)

JAPON

● **La balance commerciale du Japon a été excédentaire de 2,3 milliards de dollars en juillet (après 2,4 milliards en juin).** Depuis le début de l'année, c'est-à-dire en sept

mois, l'excédent du commerce extérieur japonais s'élève à 10 milliards de dollars, soit l'équivalent de quelques 70 milliards de francs (+ 9,2 milliards de dollars pour les sept premiers mois de 1981).

La balance des paiements courants a dégagé, en juillet, un excédent de 1,4 milliard de dollars (+ 1,7 milliard en juin). Depuis le début de l'année, l'excédent des paiements courants du Japon atteint 2,86 milliards de dollars (contre + 319 millions pour les sept premiers mois de 1981 et un déficit de 11,5 milliards de dollars pour la même période de 1980).

● **La production industrielle au Japon a peu progressé en juillet, l'indice mensuel calculé sur la base 100, en 1975, s'étant inscrit à 148,6, en hausse de 0,2 % par rapport à juin.** En un an (juillet 1982 comparé à juillet 1981) la hausse est de 0,7 %.

● **Les pays du Sud-Est asiatique devront faire face à une situation « alarmante » si la chute des cours des matières premières et produits**

agricoles qu'ils exportent n'est pas enrayée, vient de déclarer le secrétaire exécutif du Conseil économique et social des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique (ESCAP), M. Shamsul Kibria (Bangladesh).

M. Kibria, qui est le plus haut responsable des Nations unies en Extrême-Orient, a souligné l'urgence de l'ouverture de négociations entre le monde industrialisé et les pays en voie de développement, pour parvenir à un réajustement du prix de ces exportations.

Les cours du tapioca, du caoutchouc, du thé, du café, du sucre, de la banane ainsi que du caoutchouc et des produits textiles ont enregistré une baisse très importante depuis janvier 1981, a-t-il souligné, et ce phénomène risque d'interrompre tout le processus de développement économique dans le Sud-Est asiatique. — (A.F.P.)

TABLEAU DES EURODEVISES

La banque qui nous permet d'établir chaque jour le tableau des eurodevises n'ayant pas été en mesure de nous donner ce lundi ces indications, nous avons dû renoncer à passer le tableau.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GAZ DE FRANCE emprunt 1982

Remboursable par anticipation au gré du porteur et de l'émetteur les 7^e, 10^e et 14^e années

TAUX NOMINAL	TAUX RENDEMENT ACTUEL BRUT
16,80 %	16,80 %

LA DIRECTION GÉNÉRALE DE SODEXHO COMMUNIQUE

1. - SODEXHO prend acte d'une part, du bref délai que s'est imposé la commission de la concurrence pour donner son avis sur le rapprochement avec Jacques Borel International, à la fin du mois de septembre ; d'autre part, de la décision des autorités boursières de prolonger la durée de l'O.P.E. de Novotel jusqu'à ce que le ministre de l'économie et des finances ait fait connaître sa décision.

2. - SODEXHO constate que ces décisions remettent en compétition sur un pied d'égalité Novotel et SODEXHO et donnent à tous les actionnaires de Jacques Borel International la possibilité d'un choix entre O.P.E. et O.P.A., choix qu'ils pourront exprimer, en toute connaissance de cause, le moment venu.

3. - SODEXHO, en s'intéressant à Jacques Borel International, a manifesté sa confiance dans l'avenir de cette société, dans la valeur de ses cadres et de son personnel. L'O.P.A. qu'elle poursuit a pour but de doter la France d'un groupe de restauration de trente-deux mille personnes, implanté dans trente-six pays, et qui soit l'un des plus compétitifs sur le plan mondial.

Crédit Commercial de France



EMISSION DE DEUX EMPRUNTS POUR UN MONTANT TOTAL DE
F 550 MILLIONS
REPRESENTÉS PAR 110 000 OBLIGATIONS DE F 5 000 NOMINAL
(au choix des souscripteurs)

EMPRUNT A TAUX VARIABLE
MONTANT MINIMUM
110 MILLIONS
DE FRANCS

Prix d'émission : le pair soit F 5 000 par obligation
Échéance : 30 Septembre 1982.
Durée : 8 ans et 6 mois.
Intérêt : variable, égal à la moyenne des taux de rendement à l'émission des emprunts garantis et assimilés établie par l'INSEE minorée de 0,20 %.
Intérêt minimum garanti : 11 %
Amortissement : le premier coupon payé le 10 Mars 1983 concernera une période souscrite.
Amortissement au pair en totalité à la fin des 8 ans et 6 mois soit le 30 Mars 1991.
Amortissement anticipé : autorisé par rachat au bonjour.
Provision de non-régularité.

EMPRUNT 16,70 %
MONTANT MINIMUM
110 MILLIONS
DE FRANCS

Prix d'émission : le pair soit F 5 000 par obligation
Échéance : 15 Septembre 1982.
Durée : 10 ans.
Amortissement : en 10 tranches annuelles égales à partir du 15 Septembre 1983 — soit par rachat au bonjour — soit par rachat au bonjour.
Taux de rendement actuariel brut d'émission : **16,44 %**
Taux de rendement actuariel brut au rachat : **16,83 %**

La note d'information qui accompagne le prospectus de la CCF n° 82 132 en date du 23 Août 1982 est tenue à la disposition du public, sans frais, aux guichets de la CCF 110, Champs-Élysées, 75008 Paris.

CCF. La banque des réussites.



Global Natural Resources PLC A Tous Les Actionnaires

La Huitième Assemblée Générale Annuelle se tiendra le 13 septembre 1982

- Au cours de la Huitième Assemblée Générale Annuelle, un groupe américain tentera de dissoudre le Conseil d'Administration à présent en fonction et de le remplacer par des candidats de son choix.
- En qualité d'actionnaires, cette mesure ne présente-t-elle pas une menace ?
- Songez au succès que connaît Global sous la gouverne de votre Conseil d'Administration.

UN ADMIRABLE BILAN DE L'ACCROISSEMENT SOUTENU AU NIVEAU DES VENTES, DES RESERVES ET DES FONDS PROPRES

	1978 (\$000)	1981 (\$000)	Accroissement annuel composé
Ventes de pétrole et de gaz	9.937	34.894	+54,8%
Reserves de pétrole (Bbls 000) ¹	1.103	1.936	+20,6%
Reserves de gaz (Mmcf) ²	70.721	103.073	+13,4%
Valeur actuelle des réserves confirmées	55.500	174.300	+46,3%
Développements des biens immobiliers	11.803	30.070	+53,3%
Fonds propres	42.099	92.422	+22,3%

¹Après production de 688 (Bbls 000's) pour la durée.

²Après production de 29.686 (Mmcf) pour la durée.

Et cette réussite s'est répercutée sur le prix du marché de vos actions d'à partir de \$1,48 en septembre 1976 jusqu'à \$11½ (dernière enchère) le 25 août 1982.

LES ACCOMPLISSEMENTS CONFIRMÉS ET LES PROMETTEUSES PERSPECTIVES D'AVENIR DE GLOBAL SONT VOS MEILLEURS CRITÈRES POUR ASSURER VOTRE SOUTIEN À VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Adressez-vous à vos banques qui vous délivreront le plan stratégique, et détaillé, qu'envisage d'adopter le Conseil d'Administration pour consolider ce remarquable exploit.

Chaque minute est précieuse — pour ce faire, exercez votre droit de vote en entrant dès maintenant en contact avec votre banque ou avec l'une des institutions ci-après dénommées. Déposez votre vote bien avant le 13 septembre 1982 — on ne saurait trop insister sur l'importance de cette démarche.

Global Natural Resources PLC
Brighton, England

Hambros Bank Limited
London
01-588 2851

Lehman Brothers Kuhn Loeb Incorporated
New York
212-558 2940

ligi,
com,
rante à

MARCHÉS FINANCIERS

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

24-08-1982

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. L'HÉRITAGE GAULOIS : « Alésio sur saule », par Yves Florenne ; « Les moineaux se battent », par Pierre Bénard ; « Y a-t-il un peu de bréviaire ? », par Marie-Christine Robert.

ÉTRANGER

3. LE DEUXIÈME ANNIVERSAIRE DES ACCORDS DE GDAŃSK EN POLOGNE

4. G. PROCHÉ-ORIENT

5. AFRIQUE

6. A quelques semaines du sommet franco-africain, les relations de la France avec la Centrafrique et le Tchad se détériorent.

7. ASIE

8. AMÉRIQUES

POLITIQUE

7. M. Pierre Mauroy et le pessimisme de l'opinion.
— MM. Pinter et Moeury émettent des avis divergents sur l'opportunité d'un programme de l'U.D.F.

SOCIÉTÉ

8-9. La mise en œuvre du plan anti-terrorisme.
10. MÉDECINE : le congrès de médecine oculaire.
— RELIGION.

SPORTS

11. AUTOMOBILISME : la victoire du Finlandais Rosberg au Grand Prix de Suisse du formule 1.
— CYCLISME.
— AVIRON.

CULTURE

12. Un entretien avec M. Jack Lang.
— THÉÂTRE : mort du metteur en scène Victor Gollancz.
— CINÉMA.
14. RADIO-TELEVISION : l'installation de la Haute Autorité.
— VU : « Sport ».

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

15. FILIERE ÉLECTRONIQUE : 140 milliards de francs, pour quel futur ?
— RECHERCHE : la trop grande puissance des firmes nationalisées.
16. « Un contrat national pour l'industrie », par Bernard Carrère.

RÉGIONS

27. ILE-DE-FRANCE : Paris plus propre.

ÉCONOMIE

28. CONJONCTURE : après les mauvais résultats du commerce extérieur, les dangers de faire cavalier seul.
29. SOCIAL : l'opération de régulation des immigrés.
29-30 : AFFAIRES : quel avenir pour les occasions filiales françaises de l'I.T.T. ?

RADIO-TELEVISION (14)
INFORMATIONS
SERVICES : 117.
Troisième âge : Un coin pour jouer ; Méthodologie ; Mots croisés ; Journal officiel.
Annonces classées 118 à 281 ; Carnet (10) ; Bourse (11) ; Programmes spectacles 113, 141.

Le numéro de « Monde » daté 29-30 août 1982 a été tiré à 479 491 exemplaires.

TENNIS A PARIS
STAGES LONGUE DURÉE
1 heure par semaine pendant 4 ou 5 mois
Pte d'Orléans, Pte de Neuilly, Pte Chapelle, Pte d'Ivry, etc.
tennis-action
734.36.36
équipé par JOURNAL

TELEVISIONS
SPÉCIAL MOIS D'AOUT
• Magnifiques TV N.B.R. 3000 à 100 F
• Magnifiques TV N.B.R. 1000 à 100 F
• Magnifiques TV N.B.R. 500 à 50 F
Représ. des principales télévisions
Généraliste, France 2, France 3, France 4, France 5, France 6, France 7, France 8, France 9, France 10, France 11, France 12, France 13, France 14, France 15, France 16, France 17, France 18, France 19, France 20, France 21, France 22, France 23, France 24, France 25, France 26, France 27, France 28, France 29, France 30, France 31, France 32, France 33, France 34, France 35, France 36, France 37, France 38, France 39, France 40, France 41, France 42, France 43, France 44, France 45, France 46, France 47, France 48, France 49, France 50, France 51, France 52, France 53, France 54, France 55, France 56, France 57, France 58, France 59, France 60, France 61, France 62, France 63, France 64, France 65, France 66, France 67, France 68, France 69, France 70, France 71, France 72, France 73, France 74, France 75, France 76, France 77, France 78, France 79, France 80, France 81, France 82, France 83, France 84, France 85, France 86, France 87, France 88, France 89, France 90, France 91, France 92, France 93, France 94, France 95, France 96, France 97, France 98, France 99, France 100.

A B C D E F G H

L'ÉVOLUTION DE LA CRISE LIBANAISE

Les combattants palestiniens regroupés en Tunisie insistent sur le caractère provisoire de leur séjour

De notre correspondant

Tunis. — A Oued-Zarga, à 80 km au nord-ouest de Tunis, les neuf cent quatre-vingt-huit Palestiniens (1) et non deux cents comme il avait été annoncé de Beyrouth — arrivés samedi matin à Bizerte (le Monde daté 29-30 août) s'installent apparemment sans problème dans le camp aménagé par l'armée gégéniste armée à leur intention et dont ils paraissent être satisfaits. Un séjour provisoire, c'est le leitmotiv aussi bien des cadres civils et militaires que des combattants évacués à bord du navire égyptien *Sol-Thymis* et des dirigeants de l'O.L.P. venus les accueillir en Tunisie. « Nous sommes en train d'imaginer le regroupement en Syrie des combattants qui sont en Tunisie, au Yémen du Nord et au Soudan, afin qu'ils puissent rejoindre leurs camarades qui sont déjà sur place et reprendre avec eux les opérations contre l'ennemi sioniste au Liban et dans les territoires occupés », a déclaré M. Djamil Hilal, porte-parole du Front démocratique de libération de la Palestine (F.D.L.P.). Arrivé directement de Beyrouth, M. Hilal, qui devait repartir ce lundi avec « un petit groupe » de dirigeants pour Damas, affirme que la Syrie a déjà donné son accord de principe pour accueillir les combattants, et il espère que d'ici à trois mois le contingent affecté en Tunisie sera en mesure de repartir.

Si une partie de l'état-major de l'O.L.P. est « en principe » appelée à s'établir en Tunisie, ainsi que l'a confirmé samedi M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique, les dirigeants palestiniens demeurent très évasifs sur la nature des bureaux qu'il est envisagé d'y implanter. De même, aucun d'entre eux n'a voulu confirmer les informations émanant de plusieurs sources de plusieurs capitales du Proche-Orient, selon lesquelles le bureau exécutif de l'O.L.P. et le Conseil national palestinien pourraient se réunir à plus ou moins brève échéance en Tunisie.

Le silence est également absolu sur l'arrivée de M. Yasser Arafat, dont M. Kaddoumi s'est borné à annoncer la participation au prochain sommet arabe de Pés prévu pour le 6 septembre. Mais le fait que les chefs palestiniens étaient présents à Tunis durant le week-end — dont M. Ismail Sartout, conseiller de M. Arafat, et M. Abou Mazen, membre de l'exécutif — laisse penser que l'arrivée du président de l'O.L.P. n'est pas pour l'instant déclinée. Le ministre tunisien de l'Intérieur, M. Driss Guiga, n'en dit pas plus. « Nous ne savons pas quand M. Yasser Arafat arrivera, mais nous sommes d'accord et prêts à le recevoir à tout moment, nous a-t-il déclaré. De même, si l'O.L.P. devait décider de tenir certaines de ses assises en Tunisie, nous n'y verrions aucun inconvénient ».

(1) Le contingent comprend cinq cent cinquante membres du Fatah, les autres appartenant à diverses organisations de la résistance, notamment au P.D.F. Parmi les combattants se trouvent seize blessés, une dizaine de femmes et deux enfants.

Comme les Palestiniens, le ministre de l'Intérieur considère que les combattants arrivés de Beyrouth sont en transit en Tunisie et d'abord pour s'y reposer. Ils envisagent pendant leur séjour de se livrer à un entraînement militaire, une formule assez souvent trouvée, pense-t-il, peut-être même en collaboration avec l'armée tunisienne. Et puis, ajoute M. Guiga, dans quelques mois se dégagea peut-être « une vision politique de règlement du problème palestinien ».

On sait que la Tunisie a l'intention de présenter au prochain sommet arabe un plan qui suggère même en collaboration avec l'armée tunisienne. Et puis, ajoute M. Guiga, dans quelques mois se dégagea peut-être « une vision politique de règlement du problème palestinien ».

« Merci pour Beyrouth »
La Tunisie avait réservé samedi matin, aux passagers du *Sol-Thymis* une accueil chaleureux. Dans un hangar aménagé en camp, le président Bourguiba, retenu difficilement ses larmes, faisant de la main le V de la victoire, s'est fait photographier avec trente responsables militaires du contingent. « Merci pour Beyrouth », leur a-t-il dit.

Théoricien de l'autonomie ouvrière italienne

M. ORESTE SCALZONE A ÉTÉ ARRÊTÉ À PARIS

La brigade criminelle de la police judiciaire a arrêté dimanche 29 août à Paris M. Oreste Scalzone, l'un des théoriciens de l'autonomie ouvrière italienne. M. Scalzone, qui est aussi un des chefs historiques de Potere Operaio, était à Paris depuis plusieurs mois sans avoir été jusqu'ici inquiété. Il faisait cependant l'objet de mandats de recherche délivrés par la justice italienne. Nous indiquons notre correspondant à Rome, pour tentative d'homocidie et détention d'armes.

M. Scalzone avait été arrêté en avril 1979 pour l'attaque en 1973 d'une banque. Cette attaque était destinée à financer ses activités politiques et celles de ses amis. Il avait été mis en liberté le 13 septembre 1980, sans avoir été jugé, après avoir observé une grève de la faim qui l'avait affaibli. On avait perdu sa trace à Rome le 24 mars 1981, et il était recherché depuis.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

cycles alternés de formation supérieure développés en collaboration avec des entreprises et des organisations professionnelles.

2^e CYCLE GESTION DE PERSONNEL

12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise
l'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT ou BTS
Prochaine session de recrutement : 17 septembre 1982
Date limite de dépôt des dossiers : 10 septembre 1982

3^e CYCLE MANAGEMENT AVANCÉ

8 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise
l'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à des jeunes cadres.
Prochaine session de recrutement : 17 septembre 1982
Date limite de dépôt des dossiers : 10 septembre 1982

dossiers de candidatures et brochures détaillées en précisant le cycle à :
IGS, 25, rue François-1^{er} 75008 Paris
Etablissement privé d'enseignement supérieur.

LÉGÈRE DÉTENTE DU LOYER DE L'ARGENT EN FRANCE

Les taux du marché monétaire sont abaissés de 0,25 %

En dépit de la relative faiblesse du franc français sur les marchés des changes et des mauvais résultats du commerce extérieur pour juillet, la France a décidé de se joindre à la baisse générale des taux d'intérêt internationaux, ainsi que l'avait annoncé le ministre de l'économie et des finances.

M. Jacques Delors, qui participait, dimanche 29 août, à la réunion des ministres des finances des dix pays membres de la Communauté européenne, a déclaré que les taux seraient baissés à partir de lundi sur le marché monétaire, sans préciser l'ampleur de cette baisse.

De fait, le taux de l'argent au jour le jour (contre effet privé) a été ramené à 14 1/4 % lundi 30 août sur intervention de la Banque de France, alors qu'il se situait à 14 1/3 % depuis le 9 août. Le taux directeur de la banque centrale (taux pratiqué par la Banque de France pour ses achats de titres financiers) a été ramené de 14 1/4 % à 14 % avec effet du 31 août.

La logique voudrait que cette détente du loyer de l'argent se poursuive au cours des prochains jours sur le marché monétaire de façon à ramener le taux au jour le jour à 14 %, déclenchant ainsi une baisse du taux de base bancaire, lequel a été réduit de 14 % à 13 3/4 % le 22 juillet dernier.

C'est bien là le but poursuivi, affirme-t-on rue de Rivoli en mettant l'accent sur la bouffée d'oxygène qui devrait être ainsi insufflée aux entreprises françaises, une décision que le président du patronat, M. Gattaz, ne manquera pas d'accueillir favorablement à l'occasion de la rencontre qu'il doit avoir lundi avec le premier ministre.

Pour autant, cette évolution favorable sur le front des taux d'intérêt dépend en grande partie du sort réservé à la monnaie nationale sur les marchés des changes. Le timide redressement du franc observé en fin de semaine dernière a permis à M. Delors d'intégrer la France dans la baisse des taux européens, le ministre estimant que l'écart de taux enregistré notamment avec l'Allemagne fédérale (6,25 %) est à présent supérieur au différentiel d'inflation.

A l'inverse, le ministre a écarté une fois de plus l'éventualité d'une nouvelle dévaluation du franc, de même qu'une sortie du système monétaire européen (S.M.E.). M. Delors a estimé qu'il n'y avait pas de raison de dévaluer le franc une seconde fois cette année et il a rappelé qu'il prévoyait de ramener à 8 % le rythme annuel de hausse des prix pour le second semestre 1982, soit un taux voisin de celui de la R.F.A. et de la Grande-Bretagne, mais inférieur à ceux de l'Italie et de la Belgique.

P.-D.G. D'EUROCOM

M. Georges Roquette est mort

En tout juste trois mois, l'Agence Havas perd pour la deuxième fois le P.-D.G. de sa principale filiale, Eurocom, holding de presse et de publicité. Après la mort de M. Georges Roquette, disparu le 26 mai, Jacques Donce, l'homme fort de la publicité, dé-

cedait, à cinquante-sept ans, après trois mois d'une maladie qui ne pardonne pas. Le samedi 28 août, son successeur direct, Georges Roquette, disparu le 26 mai, Jacques Donce, l'homme fort de la publicité, dé-

HAUSSE DU DOLLAR STABILITÉ DU FRANC AU SEIN DU S.M.E.

Le cours du franc se maintient ce lundi matin 30 août au même niveau que vendredi, soit un peu en-dessous de 241 francs pour 1 DM. Le sentiment prévalait parmi les cambistes que les autorités monétaires françaises se devaient dans les prochaines semaines d'abaisser (graduellement) leur taux d'intérêt (voir d'autre part) pour au moins donner l'impression qu'elles ne craignaient pas d'avoir perdu la maîtrise de la situation dans les premières heures de la semaine, la manœuvre avait réussi.

Sans doute le franc a-t-il été aidé par la remontée du dollar qui, par contre-poids, se traduit par une pression sur le DM. A Frankfurt, la devise allemande était cotée ce lundi matin 2.493 DM contre 2.486 à la clôture du marché de vendredi dernier. A Paris, le dollar valait presque 7 francs contre 6,977 vendredi dernier. La fermeté de la devise américaine était due à la hausse des taux d'intérêt à New-York et sur le marché de l'eurodollar, le taux à six mois sur ce dernier marché s'établissant ce lundi matin entre 12 5/8 et 12 3/4 %, soit un point de plus que jeudi (11 3/4 %).

A Zurich, on cotait l'or ce lundi matin aux alentours de 359 dollars l'once, alors que vendredi après-midi, le prix avait été fixé par opposition à Londres à 418 dollars (425 dollars le vendredi matin). Le marché de Londres est fermé ce lundi.

NOUVELLES BRÈVES

● M. Pierre Juquin, membre du bureau politique du P.C.F., a déclaré, lundi 30 août, sur Europe 1 que « le blocage a obtenu, côté pris, un premier succès d'indécision, mais nous restons très attachés à ce que nous considérons comme le droit de la rue et de l'élection ». ont indiqué dimanche 29 août, les deux médias israéliens qui le solennent. — (A.F.P.)

● Deux attentats en Haute-Corse. — Un attentat à l'explosif contre une cave coopérative de Macinaggio, près de Rogliano, en Haute-Corse, provoqué, dans la nuit du 27 au 28 août, d'importants dégâts matériels. L'attentat n'a pas été revendiqué. Celui qui visait un relais de télécommunication de France 2 qui avait été commis, la nuit précédente, toujours en Haute-Corse, ne l'avait pas été non plus.

● L'équipe de France de football qui rencontrera la Pologne, le 31 août au Parc des Princes, aura la composition suivante : Bittori ; Amoros, Janvion, Trésor, Bossis ; Bijolat, Tigana, Genhoul ; Delamontagne, Stopper, Soler.

DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Tous ceux qui ont étudié une langue (français, allemand, italien, espagnol, russe, grec) quel que soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter leur qualification par une formation en langues, décisive dans la vie professionnelle. Cette formation peut être confirmée par un des diplômes suivants :
— Chambre de commerce étrangères, compléments indispensables pour tous les emplois du commerce et des échanges économiques ;
— B.T.S. traducteur commercial nécessitant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation ;
— Université de Cambridge (anglais), carrières de l'information, de l'édition, du tourisme, de l'hôtellerie, etc.
Examinez chaque année dans les principales villes de France.
— Langues, lettres, commerce et administration, ingénieurs, techniciens, secrétaires, représentants, comptables, etc., profiteront de cette opportunité pour améliorer leur compétence.
Documentation gratuite sur la préparation et les débouchés de ces diplômes sur demande à : Langues et Affaires, Serv. 2849, 35, rue Colonna, 92083 Paris-Levallois, tél. 270-61-98 ou 270-73-53 (établ. privé à distance).

Rénu
l'autre manière de se meubler !
C'est fou ce que vous serez surpris en arrivant chez Rénu. Guidé par une équipe de professionnels, vous découvrirez une diversité que seul un artiste aiment créer et traduire peut vous présenter : occulaires, chaises, tables, lampes, miroirs, etc. Rénu réalise tous vos projets : tentures, vitraux, tapisseries, etc. Rénu réalise tous vos projets : tentures, vitraux, tapisseries, etc. Rénu réalise tous vos projets : tentures, vitraux, tapisseries, etc.
334 rue de Valenciennes
Paris 109
842.42.62 / 230.41.88
OUVERT EN AOÛT
80, 82, 84 et 73, boulevard St Antoine
Paris 12^e - Tél. 343.65.58

direct d'usine
MOQUETTE
100% pure laine
-50%
de sa valeur
Grand choix de couleurs
Faites et grande largeur
Devis gratuits
pour particuliers
334 rue de Valenciennes
Paris 109
842.42.62 / 230.41.88

UNE ECOLE POUR TOUS
UN ENSEIGNEMENT POUR CHACUN
Méthodes Coups Privé CARPENTIER Efficacité
15, Bd Poissonnière 75002 PARIS
Tél. 281.51.27
2^{ème} aux Ternes, HEC, ESCA, SC.P.O.